



UNITED  
NATIONS



**Convention to Combat  
Desertification**

Distr.  
GENERAL

ICCD/CRIC(3)/2/Add.3 (B)  
25 April 2005

ENGLISH/FRENCH ONLY

---

COMMITTEE FOR THE REVIEW OF THE IMPLEMENTATION OF THE CONVENTION  
Third session  
Bonn, 2 – 11 May 2005  
Item 3 (a) of the provisional agenda

**REVIEW OF THE IMPLEMENTATION OF THE CONVENTION AND OF ITS  
INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS, PURSUANT TO ARTICLE 22,  
PARAGRAPH 2 (a) AND (b), AND ARTICLE 26 OF THE CONVENTION,  
AS WELL AS DECISION 1/COP.5, PARAGRAPH 10**

**REVIEW OF THE REPORTS ON IMPLEMENTATION BY AFFECTED AFRICAN  
COUNTRY PARTIES, INCLUDING ON THE PARTICIPATORY PROCESS, AND  
ON EXPERIENCE GAINED AND RESULTS ACHIEVED IN THE PREPARATION  
AND IMPLEMENTATION OF ACTION PROGRAMMES**

Addendum

**Compilation of summaries of reports submitted by affected African country Parties<sup>1</sup>**

1. Following decision 9/COP.6, the third session of the Committee for the Review of the Implementation of the Convention (CRIC) shall review, *inter alia*, the reports on implementation by affected African country Parties, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of action programmes. Pursuant to decision 11/COP.1, the secretariat of the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) was requested to compile summaries of such reports. The same decision also defined the format and content of reports and, in particular, required summaries not to exceed six pages.

2. In total, 49 affected African country Parties had submitted their reports by 28 February 2005. The present document contains 37 tabular summaries, while document ICCD/CRIC(3)/2/Add.3(A) contains 28 narrative summaries. The secretariat has made all the reports available on its website at <http://www.unccd.int>.

---

<sup>1</sup> Reproduced without formal editing.

## CONTENTS

	<u>Page</u>
1. ALGERIA .....	3
2. BENIN .....	5
3. BOTSWANA.....	10
4. BURUNDI .....	13
5. CAPE VERDE.....	15
6. CENTRAL AFRICAN REPUBLIC .....	17
7. CHAD .....	18
8. COMOROS.....	21
9. CONGO .....	23
10. COTE D'IVOIRE .....	24
11. DJIBOUTI.....	29
12. EGYPT .....	31
13. ERITREA.....	33
14. ETHIOPIA .....	36
15. GABON .....	39
16. GAMBIA .....	41
17. GUINEA .....	42
18. GUINEA-BISSAU.....	47
19. KENYA .....	50
20. LESOTHO .....	54
21. MADAGASCAR.....	56
22. MALI .....	58
23. MAURITANIA.....	62
24. MAURITIUS .....	65
25. MOROCCO .....	66
26. MOZAMBIQUE.....	70
27. NAMIBIA.....	73
28. NIGER .....	76
29. NIGERIA .....	80
30. SENEGAL .....	82
31. SEYCHELLES .....	85
32. SWAZILAND.....	87
33. TOGO .....	90
34. TUNISIA.....	95
35. UGANDA .....	98
36. ZAMBIA.....	101
37. ZIMBABWE.....	104

## ALGERIA

## 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Direction Générale des Forêts, point focal de la CCD (Secrétariat de l'organe national de coordination (ONC))
Adresse y compris adresse électronique	Adresse postale : Chemin Doudou Mokhtar, Ben Aknoun, 16033, BP 232, Alger Téléphone : + 213 21 91 53 16 Télécopie : +213 21 91 53 17 Courrier électronique : dgf@wissal.dz
Site web relatif à la désertification	En cours

## 2. Etat d'avancement du programme d'action national (PAN)

Date de validation : 13-14 décembre 2003	Organisme ou niveau de l'Etat qui a validé le PAN : Atelier national
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	En cours
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	En cours

## 3. Participant à un programme d'action sous-régional (PASR) ou régional (PAR)

Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
1. Le PASR – Union du Maghreb Arabe	Ateliers thématiques
2. Programme d'action prioritaire à court et moyen terme en matière d'environnement (SMAP) (avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS))	Mise en place d'un système de suivi évaluation
3. DISMED ( <i>Desertification Information System for Mediterranean Countries</i> )	Carte de la sensibilité à la désertification

## 4. Composition d'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme / Femme
1 Direction Générale des Forêts, point focal Algérie de la CCD, président	X		H
2 Secrétariat de l'ONC, assuré par la DGF (direction de la mise en valeurs des terres et de la lutte contre la désertification)	X		F
3 Ministère des Affaires Etrangères	X		F
4 Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire	X		H
5 Ministère des Ressources en Eau	X		H
6 Ministère de l'Agriculture et du Développement rural	X		H
7 Ministère de l'enseignement supérieurs et de la recherche scientifique	X		H
8 Office national de la météorologie (ONM)	X		H
9 Institut National de Recherche Forestière (INRF)	X		H
10 Haut commissariat au développement de la Steppe (HCDS)	X		H
11 Centre de recherches scientifiques et techniques sur les régions arides (CRSTRA)	X		F
12 Institut national de la cartographie et de la télédétection (INCT)	X		H
13 Centre national de télédétection spatiale (CNTS)	X		H
14 Association de réflexion, d'échanges et d'actions pour l'environnement et le développement (AREA-ED)		X	H
15 <i>Ibn El Awam</i>		X	H

**5. Nombre d'ONG accréditées par le processus**

Six ONG algériennes sont accréditées auprès de la CCD

Un comité national de coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ?	Oui, le Comité National Algérien des ONG lié au Réseau International d'ONG sur la désertification (CNOA-RIOD) dont le secrétariat est assuré par l'AREA-ED, membre de l'ONC, avec une participation active de 13 associations (sur 21).
---	---

**6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention**

Pas de loi spécifique à la Convention, mais principalement la loi relative à la protection de l'environnement et du développement durable.

Nom de la loi	Date d'adoption
1 Loi cadre relative à la protection de l'environnement	5 février 1983
2 Loi sur le code des eaux	16 juillet 1983
3 Ordonnance N°96-13 complétant le code des eaux	15 juin 1996
4 Loi relative à la protection de l'environnement et du développement durable	2001
5 Loi relative à l'aménagement durable du territoire	2001

**7. Processus de consultation**

Nom officiel du partenaire	Donateurs	Date d'achèvement
1 Observatoire du Sahara et du Sahel (projet SMAP/CE)	Communauté européenne	Deuxième phase à lancer en 2004
2 Observatoire du Sahara et du Sahel (projet DISMED)	Italie	Fin 2003

**8. Projets en cours d'exécution directement ou indirectement liés à la Convention**

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN, du PASR-UMA ou d'un PAR	Projet exécuté dans le cadre de ...	Délai	Partenaires	Budget total
1 Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles en zones arides et semi-arides				Fond Mondial pour l'Environnement (FEM)	1 755 000 US\$
2 Projet pilote de développement de l'agriculture de montagne dans le bassin versant de l'Oued Safsaf				Fonds international de développement agricole (FIDA)	29 074 400 US\$
3 Projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la Wilaya de M'Sila				FIDA	29 300 000 US\$
4 Projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chouikh dans la Wilaya de Tlemcen (23 communes et quelques 791 hameaux)				FIDA	
5 Projet d'emploi rural				Banque Mondiale	104 357 990 US\$
6 Deuxième projet d'emploi rural				Banque Mondiale	119 220 000 US\$

7	Programme MEDA ONG 1 ONG 2 Proximité rurale Eau Réhabilitation des zones sinistrées par le terrorisme Appui au développement des PME/PMI Appui au développement socioéconomique local dans le Nord-Est de l'Algérie			2001-2004 2005-2006	Programme MEDA (Mesures d'accompagnement financières et techniques)	5 000 000 EUR 10 000 000 EUR 11 000 000 EUR 20 000 000 EUR 16 000 000 EUR  57 000 000 EUR  50 000 000 EUR
8	Stratégie de coopération avec le pays			2004-2006	Banque Mondiale	
9	Gestion participative de la biodiversité du palmier dattier au Maghreb				FEM	
10	Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles				FEM	

## BENIN

### 1. Centre de liaison

Le présent tableau indique les coordonnées des structures nationales en charge de la coordination des activités de mise en œuvre de la CCD au Bénin. Il est établi en conformité avec les directives du secrétariat de la Convention.

Nom du centre de liaison	Secrétariat permanent du comité national de lutte contre la désertification / Direction de l'environnement / Ministère de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme (DE/MEHU)
Adresse, y compris adresse électronique	01 BP 3621 Cotonou Fax : 31 14 80 Tél. : 31 20 65 / 31 14 80 / 31 55 96 E-mail : azanou@mehubenin.net / azanou@yahoo.fr
Site web du pays relatif à la désertification	1. www.abe.bj / www.sisei.net / nationaux / Bénin 2. www.mehubenin.net 3. Météo www.meteo-benin.net

### 2. Etat d'avancement du PAN

Toujours en conformité avec les directives du secrétariat de la Convention, il est présenté dans les tableaux ci-dessous un certain nombre de renseignements susceptibles d'apprécier les niveaux d'avancement et de participation dans la mise en œuvre du PAN.

Date de validation : 17 novembre 1999	Organisme ou niveau de l'Etat qui a validé le PAN : Gouvernement en Conseil des Ministres	Observation
Examen(s) du PAN : Oui	Date (s) : mai 2002 (2 <sup>ème</sup> RN), août 2004 (Etude sur l'évaluation mise en œuvre PAN)	
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté : Oui	L'année au cours de laquelle la stratégie a été officiellement adoptée : décembre 2002	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national : Oui	L'année au cours de laquelle la stratégie a été officiellement adoptée : 2001	Programme d'actions du Gouvernement 2
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Non	
Date prévue de la validation du PAN	PAN déjà validé	
Une version finale du PAN existe	Oui	

### 3. Participation à un programme d'action sous-régional ou régional

N°	Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
1.	Autorité du Bassin du Niger (ABN)	Gestion du bassin versant du fleuve Niger
2.	Ecosystème Protégé de l'Afrique Soudano-Sahélienne (ECOPAS)	Protection de la flore et de la faune et promotion de l'écotourisme et des activités G.N.

### 4. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme/ Femme	Observations
Comité National de Lutte contre la Désertification (CNLD)	11 : Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme ; Ministère Chargé du Plan, de la Prospective et du Développement ; Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ; Ministère de l'Artisanat, de la Culture et du Tourisme ; Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique ; Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine ; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ; Ministère des Travaux Publics et des Transports ; Ministère de la Promotion des nouvelles technologies de la communication ; Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation et le Ministère des Finances et de l'Economie.	3 : Association aide à l'enfant (ASED), Bénin 21 et les Amis de la Terre	14/1	Pour la mise en œuvre du Plan National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) conformément à la CCD, un organe national de coordination est créé par décret N°97-193 du 24 avril 1997. Il est appelé le Comité National de Lutte contre la Désertification. Ce Comité est sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme (MEHU). Il est doté d'un Secrétariat Permanent assuré au départ par la Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT) et actuellement par la Direction de l'Environnement, qui est une direction technique du MEHU. Le Comité National est composé des représentants de tous les ministères menant des actions relatives à la lutte contre la désertification, à l'atténuation des gaz à effets de serre et du renforcement du potentiel forestier national, de la société civile, et notamment les ONG qui s'investissent dans la lutte contre la désertification et dans des actions portant sur les changements climatiques. Aussi, faut-il noter la présence au sein de ce Comité, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui représente les différents partenaires étrangers.

### 5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus

Un comité national de coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ? Dans l'affirmative, combien d'ONG ou d'organisations de la société civile y participent-elles ?	6 : Bénin 21, ASED, les Amis de la Terre, Centre africain pour la production des engrais (ACFD), Centre international pour la promotion de la création (CIPCRE)-Bénin, Réseau de développement d'agriculture durable (REDAD) - Oui RIOD-Bénin : 97
---	--

### 6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention

Pour la mise en œuvre de la Convention, le Bénin a mis en place un certain nombre de mesures législatives et réglementaires dont les plus essentielles sont contenues dans le tableau ci-après.

N°	Nom de la loi / règlements	Date d'adoption
1.	Décret n°82-435 du 30 décembre 1982 portant interdiction des feux de brousse et incendies de plantation au Bénin	Décembre 1982
2.	Loi n°87-013 du 21 septembre 1987 sur la vaine pâture, la garde des animaux domestiques et la transhumance	1987
3.	Loi 87-014 du 21 septembre 1987 portant réglementation de la nature et exercice de la chasse en république du Bénin	1987
4.	Loi n°91-004 du 11 février 1991 portant réglementation phytosanitaire en République du Bénin	1991
5.	Loi n°93-009 du 02 juillet 1993 portant régime des forêts en République du Bénin	1993
6.	Décret 94-64 du 21 mars 1994 portant classement du Parc national de la Pendjari en réserve de biosphère	1994
7.	Décret N° 95-47 du 20 février 1995 portant création, organisation, attribution et fonctionnement de l'Agence Béninoise pour l'Environnement	1995
8.	Loi N° 96-12 du 1 <sup>er</sup> juillet 1996 portant autorisation de ratification de la CCD à Paris le 15 octobre 1994	1996
9.	Décret N° 96-271 du 2 juillet 1996 portant modalité d'application de la loi n°93-009 du 2 juillet 1993 portant régime des forêts en République du Bénin	1996
10.	Décret N° 97-193 du 24 avril 1997 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité National de Lutte Contre la Désertification	1997
11.	Décret N° 98-487 du 15 octobre 1998 portant modification du décret N°96-73 du 2 avril 1996 portant création, organisation, attributions et fonctionnement du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF)	1998
12.	Loi n°98-030 du 12 février 1999 portant loi cadre sur l'environnement en République du Bénin	1999
13.	Décret 2001-096 du 20 février 2001 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Police environnementale	2001
14.	Arrêté N° 2003-0028/MEHU/DC/CTE/SG/DE/SA du 24 avril 2003 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de l'Environnement	2003
15.	Décret N° 2003-559 du 24 décembre 2003 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds National pour l'Environnement	2003

### 7. Processus de consultation

Le processus consultatif comporte aussi bien les accords conclus ou en voie de conclusion que la participation aux réunions consultatives. Les tableaux ci-dessous font le point de ce processus.

Nom officiel		Donateur (s), organisations (s) ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1.	Appui à l'Information-Education-Communication et organisation du Forum National	Allemagne/Agence allemande de coopération technique (GTZ)	Achevé en 1997
2.	Appui à la création du fonds national de lutte contre la désertification et à l'élaboration du PAN	Bureau des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (PNUD/UNSO)	1998
3.	Elaboration du 1 <sup>er</sup> rapport national de mai 1999	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)	Mai 1999
4.	Appui processus d'élaboration PAN	Secrétariat de la Convention	1999
5.	Appui au projet d'établissement de corps de jeunes à Djidja-Ouaké	Venezuela - PNUD - Programme alimentaire mondial (PAM)	Mai 2005

### 8. Réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention

Nom de la réunion consultative		Date/Année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
1.	Réunion du FEM (Parakou / Bénin )	Avril 2003	Secrétariat de la Convention, Afrique du Sud, Secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Union européenne	Secrétariat de la Convention, Afrique du Sud, Secrétariat NEPAD, Mozambique, Gambie, FEM, Union européenne, PNUD
2.	Autorité du Bassin du Fleuve Niger, Réunion de Paris et de Cotonou	Avril 2004 et septembre 2004	Pays membres de l'Autorité, France, Banque Mondiale, PNUD	Banque Mondiale, PNUD
3.	Conférence Ministérielle Africaine Préparatoire à la COP 6 de la CCD (Cotonou / Bénin)	Juillet 2003	Gouvernement Béninois et Secrétariat de la Convention, Botswana, Tunisie, Afrique du Sud, Secrétariat NEPAD, Mozambique, Gambie, FEM, PNUD	FEM, PNUD
4.	COP 6 (Havane/ Cuba)	Septembre 2003	Tous les pays et toutes les organisations internationales (Cuba)	Toutes les organisations internationales
5.	Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg (Afrique du Sud)	Septembre 2002	Tous les pays et toutes les organisations internationales (Afrique du Sud)	Toutes les organisations internationales
6.	Deuxième assemblée générale du FEM (Beijing, Chine )	Octobre 2002	Toutes les organisations internationales (Chine)	Toutes les organisations internationales
7.	Quatrième Forum Afrique - Asie sur la lutte contre la désertification	Juin 2003	Inde, Sri Lanka, Indonésie, Secrétariat de la Convention, PNUD, CILSS, Réseau sur l'Agroforesterie en Asie, Réseau sur l'Agroforesterie en Afrique, Sahel Défi, Chine, Institut de Formation de Cadres pour	Toutes les organisations internationales



Nom de la réunion consultative	Date/Année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
		le Développement (IFCAD) – Afrique	
8.	22 <sup>ème</sup> Session du Conseil des Ministres de l'Environnement à Nairobi au Kenya	Février 2003	Tous les pays et toutes les organisations internationales

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file :** Allemagne

### 9. Les dix importants projets concourant à l'exécution directe ou indirecte de la Convention

Les différents programmes et projets initiés pour la mise en œuvre du PAN n'ont pu être mis en œuvre que grâce aux appuis financiers et techniques des partenaires au développement tels que la Banque Mondiale (Association internationale de développement (IDA)), l'Agence française de développement (AFD), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), la GTZ/Coopération allemande (KFW), l'Union européenne, FEM et autres. Le tableau N°9 ci-dessous fait le point d'une dizaine de projets entrant dans ce cadre.

Titre	Budget (millions de FCFA)	Financement	Période	Zone d'intervention	Objectifs	Observations
Programme national de gestion de l'environnement (PNGE)	49 812,16	Bénin Partenaires Collectivités locales	2002-2008 (Phase 1)	Tout le pays	Gestion rationnelle et durable des ressources environnementales	
Projet bois de feu II	10 989,92	BAD, Bénin	2003-2008	Tout le pays	Résolution de problèmes d'énergie domestique	
Projet d'aménagement des monts Kouffé (PAMF)	13 701,99	BAD, BADEA, Bénin	2002-2007	- Agoua - Wari-Marou - Monts Kouffé	Aménagement intégré des massifs forestiers	
Projet d'amélioration et de développement des systèmes d'exploitation (PADSE)	5 500	AFD, Bénin, Organisations professionnelles agricoles (OPA)	1998-2004	- Alibori/Borgou - Zou/Collines	- Fertilité des sols - Agroforesterie - Intégration agriculture élevage	En fin d'achèvement
Programme de conservation et de gestion des ressources naturelles (ProCGRN)	7 970	GTZ, Coopération allemande (KFW), Banque mondiale, AFD, BAD, Bénin	2004-2014	Atacora/Donga et dépression de la Lama	Permettre à la population rurale de tirer davantage de bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles du pays	Ce projet intègre des projets antérieurs tels que PGTRN, PPEFB, PRRF
Programme de Gestion des Terroirs et des Ressources Naturelles (PGTRN)	11 000	GTZ, AFD, Bénin	1999-2005	- Mono/Couffo - Zou/Collines - Atacora/Donga	Gestion des terroirs et sécurisation foncière	
Projet d'inversion des tendances à la dégradation des terres et eaux dans le bassin du Niger	2 782	PNUD, FEM, Bénin	Depuis 2000	Portion nationale du bassin du Niger	Gestion rationnelle et durable des ressources du bassin	
Projet de restauration des	-	GTZ, Bénin	1999-2004	Bassila	Aménagement forestier et du	

Titre	Budget (millions de FCFA)	Financement	Période	Zone d'intervention	Objectifs	Observations
ressources forestières (PRRF)					terroir	
Projet de conservation et de gestion des parcs nationaux (PCGPN)	14 484	BM; AFD; GTZ; KFW; UE; Pays-Bas; Bénin	1999-2014	- Parcs W et Pendjari - Zones cynégétiques	Sauvegarde des ressources naturelles des Complexes Parcs du W et de la Pendjari	
Programme de gestion des forêts et des terroirs riverains (PGFTR)	41 536	-BM -FEM; Bénin	2000-2006	22 forêts classées	Aménagement forestier	

## BOTSWANA

### 1. Focal point institution

Name of focal point	National Conservation Strategy Coordinating Agency (NCSA)
Address including e-mail address	National Conservation Strategy Coordinating Agency P. Bag 0068 Gaborone E-mail: <a href="mailto:envirobotswana@gov.bw">envirobotswana@gov.bw</a>
Country-specific websites relating to desertification	<a href="http://www.envirobotswana.gov.bw">www.envirobotswana.gov.bw</a>

### 2. Status of National Action Programme (NAP) in Botswana

Date of validation	Draft NAP (still to be validated)
NAP reviews	None
NAP integration into poverty reduction strategy	No
NAP integration into the national development strategy	NAP integrated into the National Development Plan 9
Expected NAP validation	No date has been set
Final draft of NAP exists	Yes
Formulation of draft NAP is under way	Draft in place
Basic guidelines for a NAP have been established	Yes
Process has only been initiated	In place since 1997
Process has not yet started	Yes in draft form

### 3. Member of Subregional Action Programme (SRAP)/Regional Action Programme (RAP)

Name of subregional and regional cooperation framework	Involvement in specific topics such as water harvesting techniques, soil erosion
1 UNCCD	Desert Margin Programme
2 RAP	Indigenous Vegetation Project
3 RAP	Kalahari-Namib Transboundary Project

**4. Composition of the national task force**

Name of institution	Government	Non-governmental organization (NGO)	Male/Female
1 National Conservation Strategy Coordinating Agency, Ministry of Environment, Wildlife and Tourism	X		Male and female
2 University of Botswana	X		Male
3 Botswana Technology Centre		X	Female
4 Kalahari Conservation Society		X	Female
5 Agricultural Resources Board	X		Male
6 Ministry of Finance and Development Planning	X		Female
7 Forestry Division, Ministry of Environment, Wildlife and Tourism	X		Male
8 Thusano Lefatsheng		X	Male
9 Department of Animal Health and Production, Ministry of Agriculture	X		Male
11 United Nations Development Programme (UNDP)		X	Male
12 Department of Meteorological Services, Ministry of Environment, Wildlife and Tourism	X		Male
13 Department of Crop Production and Forestry, Ministry of Agriculture	X		Male

**5. Total number of NGOs accredited to the process: Three (3)**

NGO National Coordinating Committee on desertification established	Yes, but coordinating NGO has folded
--	--------------------------------------

**6. Total number of acts and laws passed relating to UNCCD: Twenty-five (25)**

## Five relevant Acts/Regulations

Title of Law	Date of adoption
1 Agricultural Resources Conservation Act, Cap 35:06	1974
2 Herbage Preservation Act (Prevention of fires) Act	1977
3 Tribal Land Act, Cap 32:02	1968
4 Forest Act	1968
5 Agricultural Resources Conservation (Harvesting of Veld Products) Regulations	2004

**7. Consultative process***7.1. Partnership agreement*

Official title of partnership	Donor (s), international organization (s), and/or agencies of the United Nations system involved	Date of (expected) conclusion
1 Support for preparation of UNCCD national report	UNCCD	December 2004

*7.2 Consultative meetings on UNCCD implementation*

Name of consultative meeting	Date/year	Donor countries involved	International organization(s), and/or agencies of the United Nations system involved
1 Community level workshop on best practices and launching of pilot activities in agroforestry and soil conservation techniques	2 – 4 December 2003	Financial support from the Governments of Germany and Norway	UNCCD secretariat
2 Practising Synergy Initiative	13 – 17 September 2004	Financed by the secretariat of the CBD	CBD secretariat

Name of country that has taken over the role of *Chef de file*: N/A

### 8. Projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD

The following are some of the projects under implementation that are directly and/or indirectly related to the UNCCD.

Name of project	Project implemented within framework of the NAP/SRAP/RAP	Project implemented within the framework of UNCCD	Time-frame	Partners involved	Overall budget
1   Lehotu Community-Based Natural Woodland Management	NAP	Yes	1989 to date	Lehotutu community, UNDP/UNSO, Forestry Association of Botswana, Kgalagadi District council	US\$ 45,125 or BWP 180,500
2   Rakops Tree Planting Project	NAP	Yes	1999 to date	Rakops Community, UNDP/UNSO, Ministry of Agriculture	US\$16,322.00 or BWP 65,288
3   Matsiloje Land Reclamation and Agroforestry	NAP	Yes		Matsiloje Community UNDP/UNSO Ministry of Agriculture	US\$ 30,500 or PBW 122,000
4   Mokobeng Agroforestry woodlot	NAP	Yes			BWP 82,000
5   Indigenous Vegetation Project	RAP	Yes		United Nations Environment Programme (UNEP), Government of Botswana	US\$ 4,000,000
6   Desert Margins Programme	No	Yes	2002-2008	Botswana College of Agriculture; Ministry of Agriculture; University of Botswana; Veld Products and Research Division and local committees in Bobirwa Sub-District and Kgalagadi District	US\$ 530,0000
7   Natural Resources-Based Livelihood Strategies in the Villages of East Hanahai, Paje and West Hanahai	No	Yes		World Conservation Union (IUCN), German Development Service (DED), German Technical Cooperation Agency (GTZ)	

8	Tribal Land Integrated Management System	NAP	Yes	Three years for pilot project after which it will be rolled out to the entire country	Ministry of Lands in conjunction with District Land Boards	BWP 4,300,000
---	--	-----	-----	---	--	---------------

## BURUNDI

### 1. Centre de liaison et organe national de coordination

Nom du centre de liaison	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme
Nom de l'organe national de coordination	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme
Adresse, y compris adresse électronique	Tél.: (00257) 213257 Fax : (00257) 241205 E-mail : dp-enviro@cbinf.com / kayengeyenge@yahoo.fr
Site web du pays relatif à la désertification	<a href="http://www.biodiv.bi/parteneriat/minatet.html">http://www.biodiv.bi/parteneriat/minatet.html</a>

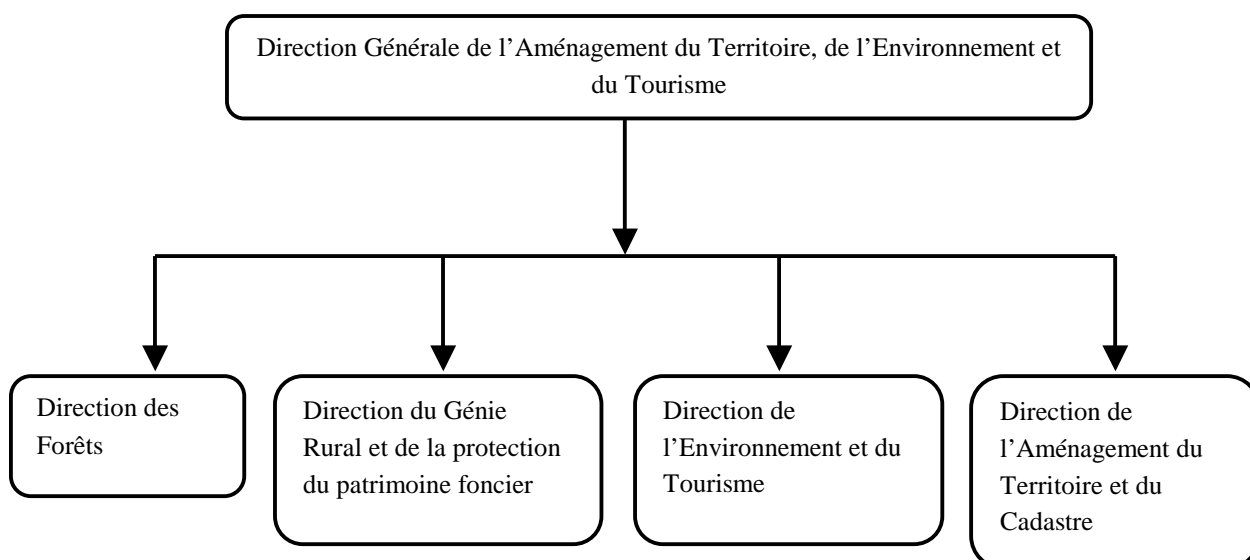
### 2. Participation à un PAN

Date d'adoption	Le PAN sera adopté par le Conseil des Ministres au cours de l'année 2005
Date de validation	Le PAN a été validé en décembre 2003 mais nécessite d'être relu et mieux articulé
Le PAN a-t-il été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté ?	Non
Le PAN a-t-il été intégré dans la stratégie de développement du pays ?	Le PAN figure sur le programme d'investissements publics (PIP) pour la période 2005-2007. La relecture du PAN ne changera pas ses grandes orientations
La mise en œuvre du PAN a commencé sans la conclusion d'accord de partenariat	Oui. La mise en œuvre du PAN a commencé grâce aux projets en cours et à ceux en cours de formulation

### 3. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public
Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme (DGATET)	Oui

Le choix de cette institution vise à une meilleure mise en œuvre de la Convention sur le terrain compte tenu des responsabilités de la Direction Générale, qui ressortent de son organigramme ci-dessous :



#### 4. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus : 2

Un comité national de coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ? : Non

#### 5. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention : 3

Nom de la loi	Date d'adoption
1. Code de l'environnement	Juin 2000
2. Code foncier en cours de révision	Troisième trimestre 2004
3. Code forestier en cours de révision	Deuxième trimestre 2005

#### 6. Processus de consultation

Aucun accord de partenariat n'a été conclu dans le cadre de la Convention et aucune réunion consultative n'a été organisée, le processus s'étant déroulé au cours de la période de suspension de la coopération internationale causée par la crise socio-politique qui secoue le Burundi.

Cependant, le FEM vient de cofinancer à hauteur de 5 millions de US\$ le projet « Réhabilitation et Appui au Secteur Agricole au Burundi », initié par la Banque Mondiale, grâce aux consultations qui ont eu lieu en marge de la sixième session de la Conférence des Parties à la CCD.

#### 7. Liste des projets en cours liés directement ou indirectement à la Convention

Nom du projet		Source de financement	Délais	Partenaires	Budget total
1	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural (PRDMR)	FIDA	7 ans	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ; Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme ; Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction.	34 millions US\$

2	Projet d'appui à la production vivrière	Union européenne	4 ans	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ; Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme	3,2 millions EUR
3	Programme de réhabilitation du Burundi (PREBU)	Union européenne	5 ans	Tous les ministères	48 millions EUR
4	Projet d'appui à la Sécurité Alimentaire et à l'Environnement	PNUD/Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO)	4 ans	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ; Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme	2,8 millions US\$
5	Projet de réhabilitation et d'appui au secteur agricole (PRASAB)	Banque Mondiale/FEM	6 ans	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ; Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme	35 millions US\$
6	Crédit de relance économique	Banque Mondiale	4 ans	Tous les ministères	2,2 millions US\$ réservés au secteur de l'environnement
7	Fond belge de réemploi	Belgique	3 ans	Tous les ministères	12 millions EUR

## CAPE VERDE

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Direction Générale de l'Environnement
Adresse	Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et des Pêches Direction Générale de l'Environnement Fazenda BP: 115 Praia E-mail: <a href="mailto:sepa@cvtelecom.cv">sepa@cvtelecom.cv</a>
Page web	<a href="http://www.sepa-cv.org">www.sepa-cv.org</a>

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation	Le PAN a été approuvé par le Conseil des Ministres par la Résolution n°4/2000, du 31 janvier 2000
Examen du PAN	En mars 1998, le PAN a été validé lors d'un Forum National avec la participation des Mairies, des ONG, des Plateformes des Associations d'Agriculteurs, des institutions publiques et privées, des partenaires internationaux, du secrétariat de la CCD, etc.
Le PAN a été intégré dans le Plan National de Développement et dans la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté	Oui. L'élaboration du PAN a suivi les orientations du Plan National de Développement. Les approches adoptées dans l'élaboration du PAN et dans la Stratégie de réduction de la pauvreté ont été les mêmes, en procédant comme si les deux programmes étaient liés, attendu qu'ils partagent ensemble le même espace, les mêmes objectifs et visent le même groupe cible. La Stratégie de réduction de la pauvreté a été adoptée en 2000.
Le PAN a été intégré dans la Stratégie Nationale de Développement	Oui. La Stratégie a été officiellement adoptée en 1996.
Version finale du PAN	La version finale du PAN existe depuis 1998.

**3. Participation à un programme d'action sous régionale ou régionale**

Nom du cadre de coopération sous régionale ou régionale	Le Programme ROSELT (Réseau d' Observatoire et de Suivi Ecologique à Long Terme). Alerte Précoce. WWF et Wetlands International/Pays Bas.
---	---

**4. Composition de l'ONC**

Nom de l'Organisme	Organisme Public	ONG	Homme/femme
Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et des Pêches			2 hommes / 1femme
Ministère de la Défense			Homme
Ministère des Finances, du Plan et du Développement Régional			Homme
Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines			Femme
Ministério da Saúde			Femme
Ministère des Infrastructures et des Transports			Homme
Plateforme des ONG			Homme
Plateforme des Agriculteurs			Homme

**5. Nombre total des ONG accréditées: 2**

Un Comité National de Coordination des ONGs sur la Désertification a été créé. La Présidence est assumée alternativement entre l'Organisation des femmes du Cap-Vert (OMCV) et l'Association d'appui à l'auto-promotion des femmes et du développement (MORABI), toutes deux sont des organisations féminines.

**6. Nombre total des Lois adoptées concernant la Convention**

Nom	Date de publication
1 Loi n° 86/IV/93 – Définit les bases de la politique de l'environnement	26/07/93
2 Décret – Législatif n°14/97 – Développe les bases de la politique de l'environnement	1/07/97
3 Loi n°85/IV/93 – Bases de l'Aménagement du Territoire National et de la Planification du Tourisme	16/07/93
4 Décret – Loi n°40/2003 – Etablit le régime juridique de la Réserve Naturelle de Santa Luzia	27/10/2003
5 Décret – Loi n°3/2003 – Etablit le régime juridique des espaces naturels protégés	24/02/2003
5 Décret – Loi n°2/2002 – Interdit l'extraction et l'exploitation des sables des dunes, des plages et des eaux intérieures, au niveau de la zone côtière et de la mer territoriale	21/01/2002
6 Loi qui régule l'activité forestière	1998

**7. Processus de consultations**

Nom officiel du partenariat	Financiers, organisations internationales ou institutions des Nations Unies qui y participent
1 Participation à l'élaboration du PAN	Coopération française
2 Participation à l'élaboration du PAN	Coopération hollandaise
3 Participation à l'élaboration du PAN	Coopération luxembourgeoise
4 Participation à l'élaboration du PAN	PNUD
5 Participation à l'élaboration du PAN	Secrétariat de la CCD



**8. Projets en cours d'exécution liés direct ou indirectement à la Convention**

Nom du projet	Projet réalisé dans le cadre du PAN, PASR ou PAR	Projet exécuté dans le cadre de	Durée	Partenaire	Budget total
1 Appui à la mise en oeuvre du PAN/LCD au Cap Vert	PAN		1 an	FIDA	US\$ 200 000
2 Création et gestion Participative des Aires Protégées		Stratégie et Plan d'Action sur la Biodiversité	7 ans	FEM/PNUD	US\$ 17 014 400
3 Conservation de la mer et des zones côtières		Stratégie et Plan d'Action sur la Biodiversité		WWF et Wetlands International / Pays Bas	US\$ 4 500 000
4 Protection des ressources naturelles dans l'île de Fogo (KfWIII)	PAN		5 ans	Allemagne	US\$ 6 000 000
5 Aménagement et valorisation des bassins hydrographiques « dos Engenhos »	PAN		5 ans	BAD/BADEA/GOVCV	US\$ 5 000 000
6 Aménagement et valorisation des bassins hydrographiques « dos Picos »	PAN		5 ans	BAD/BADEA/GOVCV	US\$ 5 000 000
7 Correction torrentielle intégrée de « Ribeireta »	PAN		3 ans	DGASP/INERF	US\$ 5 000 000
8 Infrastructures de captation, réservoirs d'eau pour l'irrigation	PAN		3 ans	DGASP/GOV	US\$ 3 180 000
9 Récupération des infrastructures rurales	PAN		5 ans	DGASP	US\$ 1 550 000

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC****1. Centre de liaison**

Nom du centre de liaison	Ministère de l'Environnement et du Tourisme Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale
Adresse, y compris électronique	BP. 686 Bangui Tél. (236) 61.59.01 – Fax : (236) 61.47.90 E-mail : meddes@intnet.cf / jcbomba@hotmail.com
Site Web du pays relatif à la désertification	En cours

**2. Etat d'avancement du PAN**

L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	Oui
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	Oui
Le processus a déjà commencé	Oui
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	Décembre 2003
Le processus a été seulement mis en route	Oui

**3. Participation à un programme d'action sous-régional ou régional**

Nom du cadre sous-régional ou régional	Participation à des activités
Agence pour le Développement de l'Information Environnementale (ADIE)	Oui
Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC)	Oui
Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)	Oui
Conférence sur les Ecosystèmes des forêts denses en Afrique Centrale (CEFDHAC)	Oui
Ecosystème Forestier d'Afrique Centrale (ECOFAC)	Oui
Organisation Africaine du Bois (OAB)	Oui

**4. Composition de l'ONC**

	Organisme public	ONG / Sociétés privées	Homme /femme
Comité National de Pilotage	X	X	66/34 %
	60%	40%	

**5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus : 14**

Un Comité National de Coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ?	Oui
---	-----

**6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention : 1**

**Processus de consultation :** aléatoire

**7. Nombre d'accords de partenariat qui ont été conclus ou sont mis en route dans le cadre de la Convention : 8**

Nom officiel du partenariat	Donateurs, organisation ou institution des Nations Unies qui y participent	Date d'achèvement
1 pas formalisé	Secrétariat CCD	
2 pas formalisé	PNUD - Bangui	
3 pas formalisé	FAO - Bangui	
4 pas formalisé	Mécanisme Mondial	
5 pas formalisé	CILSS	
6 pas formalisé	Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF)	
7 pas formalisé	CEFDHAC	
8 pas formalisé	Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC)	

**CHAD****1. Centre de liaison**

Nom du centre de liaison :	Haut Comité National pour l'Environnement (HCNE)
Adresse :	Primature
Site Web :	Pas de site Web

**2. Etat d'avancement du PAN**

Date de validation : Avril 2000	Organisme ou niveau de l'Etat qui a validé le PAN : Haut Comité National pour l'Environnement (HCNE)
Examen (s) du PAN	Avril 2000
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	Oui
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement	Oui

national	
La mise en œuvre du PAN a commencé sans la conclusion d'accords de partenariat	Oui
Une version finale d'un PAN existe	Oui

### 3. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Hommes/femmes
1 Ministère de l'environnement et de l'eau	Etat	non	5/0

### 4. ONG accréditées

Le nombre total d'ONG accréditées pour le processus au Tchad est de cinq (5). Il s'agit de:

- L'Association Tchadienne des Volontaires pour la Protection de l'Environnement (ATVPE),
- La Ligue Tchadienne pour la Sauvegarde de l'Environnement (LTSE),
- L'Association pour la Protection de l'Environnement (APPE),
- Darna (Notre Pays),
- Le Club des Protecteurs de l'Or Vert (CLUPOV).

A ces ONG accréditées, il faut en ajouter 14 autres qui sont dans le processus et donc en cours d'accréditation. Il s'agit de: Union des Associations des Femmes Arabophones au Tchad (UFAT), Collectif des ONG Amies de la Nature (CONGAN), Entraide Villageoise (NAFIR), Plate-Forme Paysanne, Cellule de Liaison et d'Appui aux Femmes (CELIAF), Association Environnement sans Frontières (AESF), Appui aux Initiatives de Base (API-BASE), Nous somme capables (NAGDARO), Action et Coopération pour le Développement (ACODE), Association pour la Promotion des Organisations de Défense de l'environnement et de la Pisciculture Intégrée au Tchad (APRODEPIT), Association des Producteurs de la Gomme Arabique (APGA), Groupement des Pêcheurs du Nord-Est du Lac Fitri (GPNELF), Association pour la Protection de l'Environnement et de la Nature (APEN) et Association Cercle des Amis de la Nature (ACAN).

Un comité national de coordination des ONG sur la désertification n'a pas encore été créé, c'est encore le Ministère de l'environnement et de l'eau qui assure la coordination des ONG intervenant dans la lutte contre la désertification.

### 5. Lois adoptées

Huit (8) lois ont été adoptées et concourent à la mise en œuvre de la CCD. Les cinq plus pertinentes sont énumérées dans le tableau ci après :

Nom de la loi	Date d'adoption
1 Constitution de la république du Tchad	31 mars 1996
2 Loi n°14/PR/98 définissant des principes généraux de la protection de l'environnement	17 juillet 1998
3 Loi n°36/PR/94 portant organisation de la commercialisation du bois et du charbon de bois et de la fiscalité afférente	3 décembre 1994
4 Loi n°016/PR/99 portant code de l'eau et du schéma directeurs de l'eau et de l'assainissement	18 août 1999
5 Loi n°011/PR/95 portant code minier et réglementant entre autre l'exploitation des carrières	20 juin 1995

### 6. Processus de consultation

L'ONC/LCD mène des consultations avec des partenaires régionaux et sous régionaux, notamment avec le CILSS, la COMIFAC, la Communauté économique d'Afrique centrale (CEAC), la Conférence sur les écosystèmes des forêts denses et humides (CEFDAC) et le Centre régional d'éducation et de formation environnementales (CREFELD).

Actuellement, le nombre d'accords de partenariat signés par l'ONC/LCD est de 2. Il s'agit des accords signés avec le CREFELD et le Mécanisme Mondial (MM).

Nom officiel du partenariat		Donateurs (s), organisations (s) ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1	Mécanisme Mondial, pour la mobilisation des ressources financières		2002
2	CREFELD, Mise en œuvre du PAN le PAR et les Plans d'action local (PAL)		2003

## 7. Réunions et ateliers consultatifs

### *Au niveau régional et sous-régional*

- Un atelier s'est tenu à Dakar en 2003; cet atelier organisé par le MM a regroupé tous les points focaux de la Convention, et cela dans le cadre de la mobilisation des ressources;
- Une réunion a été organisée avec le MM et a débouché sur un accord de partenariat pour l'élaboration de la feuille de route;
- Une Conférence Ministérielle Africaine sur la Lutte Contre la Désertification a été organisée à Cotonou en 2003;
- Un atelier a été organisé en 2003 à Libreville. Cet atelier a concerné le PASR; il a été organisé par le CILSS, le MM et le secrétariat de la CCD et a regroupé les points focaux d'Afrique centrale de la CCD;
- Une réunion s'est tenue à l'Ambassade de France à N'Djamena en 2004, elle a regroupé tous les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (PNUD, Allemagne (GTZ), Union européenne, FAO, Service de coopération et d'action culturelle (SCAC), Agence française de développement (AFD), service culturel des États-Unis. Cette réunion avait pour objet de mettre à niveau les partenaires bilatéraux et multilatéraux, en leur transmettant des informations sur la feuille de route afin qu'ils puissent l'intégrer dans leurs priorités.

### *Au niveau national*

- Deux réunions ont été tenues avec le CREFELD en 2004 en vue de l'élaboration des TDR (termes de référence) des rapports régionaux et locaux.
- Des réunions de consultation au niveau de l'ONC ont eu lieu pour l'élaboration de la feuille de route.
- Des réunions se sont également tenues pour l'élaboration du rapport national avec la participation des ONG et de la société civile.
- Une réunion a été organisée en 2004 pour le lancement du projet de renforcement des capacités du FEM qui prend en compte les trois conventions (biodiversité, changements climatiques et CCD).
- Un atelier a été organisé en 2004 par le Ministère de l'environnement et de l'eau à N'Djamena et financé par la coopération française, dans le cadre de la synergie des conventions.
- Des réunions ont été organisées pour l'organisation de la journée et de la conférence débat sur la désertification.

## 8. Les projets en cours d'exécution directement ou indirectement liés au PAN/LCD

Nom du projet		Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un PASR ou d'un PAR (oui/non)	Projet exécuté dans le cadre de :	Délai	Partenaires financiers	Budget total
1	Agence pour l'Energie Domestique et l'Environnement (AEDE)	non	Protection de l'Environnement	4 ans	Banque Mondiale	5,3 millions US \$
2	Programme régional de promotion des énergies domestiques et alternatives dans le Sahel (PREDAS)	oui	Lutte contre la désertification	4 ans	CILSS, Union européenne, GTZ	7 855 millions FCFA
3	Vulgarisation des données agro-météorologiques	oui	Sécurité alimentaire	4 ans	Coopération suisse, OMM	312 millions FCFA

4	Lutte contre la dégradation des sols et des eaux	oui	Protection de l'Environnement	5 ans	Banque Mondiale, PNUD, FEM	13 millions US \$
5	Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes sahélo-soudaniens (CURESS)	non	Préservation de l'Environnement	4 ans	Union européenne	8 millions US \$
6	Renforcement des capacités de gestion du secteur pétrolier (CTNSC)	non	Protection de l'Environnement	10 ans 1998-2008	Banque Mondiale	6 300 000 US\$
7	Composante gestion des ressources naturelles du programme de développement rural du Mayo-Kebbi, Lac Léré, Kabia (PRODALKA)	non	Protection de l'Environnement	3 ans	Allemagne	4 millions EUR
8	Opération Acacia	oui	Réduction de la pauvreté et lutte contre la désertification	2 ans	Italie, FAO et Tchad	3 485 600 US\$
9	Projet d'Appuis aux Services Agricoles et aux Organisations des Producteurs (PSAOP)	non	Lutte contre la pauvreté en milieu rural	2004-2008	Banque Mondiale et Tchad	14 460 millions FCFA
10	Projet d'Appui à l'élaboration, à la programmation et au suivi des politiques rurales du Tchad (PAEPS)	oui	Gestion des ressources naturelles, appui institutionnel (renforcement des capacités...)	2003-2006	Coopération française	650 millions FCFA

## COMOROS

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison : INRAPE

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation	
Examen(s) du PAN	Date(s)
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	Oui
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	Oui
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Non
Date prévue de la validation du PAN	
Une version finale d'un PAN existe	Non
L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	Oui
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	Oui
Le processus a seulement été mis en route	Oui
Le processus n'a pas encore commencé	

**3. Participant à un programme d'action sous-régional ou régional**

Nom du cadre de coopération sous-régionale ou régionale	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
RADOI	Activités relatives à des techniques de semis sans labour

**4. Composition de l'ONC ; indiquez s'il s'agit d'un organisme public ou d'une organisation de la société civile, et donnez des informations sur le sexe des représentants**

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme/femme
Comité National de Coordination	public		6/3

**5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus : 10**

Un comité national de coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ?	Non
---	-----

**6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention**

Loi sur la politique et la législation forestière  
Loi cadre sur l'environnement

**7. Processus de consultation**

Nom officiel du partenariat	Donateur(s), organisation(s) internationale(s) ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
Projet pilote de sécurité alimentaire (PPSA)	Banque mondiale	
Développement des cultures vivrières et appui semencier (DECVAS)	Union européenne	
Biodiversité	FEM	
Programme de développement local aux Comores (PDLC)	Coopération française	

**8. Citez un maximum de 10 projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention**

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un programme d'action sous régional ou d'un programme d'action régional (oui/non)	Projet exécuté dans le cadre de :	Délai	Partenaire	Budget total
Réseau Agriculture durable Océan indien (RADOI)	Sous régional		3 ans	Commission de l'Océan indien (COI) (Union européenne)	
Appui aux initiatives économiques de base (AIEB)		National	5 ans	Banque Mondiale/ FIDA	10 000 000 US\$
PPSA		National	3 ans	Banque Mondiale/ FIDA	2 800 000 US\$
PDLC		National	3 ans	Coopération française	20 000 000 FF
DECVAS		National	2 ans	Union européenne	2 000 000 EUR

## CONGO

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Direction Générale de l'Environnement
Adresse	B.P. 958 Brazzaville-Congo E-mail :envi2005@yahoo.fr

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation	Organisme ou niveau de l'Etat qui a validé le PAN
Examen du PAN	
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	Actuellement en cours
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'un accord de partenariat	Non
Date prévue de la validation du PAN	
Une version finale d'un PAN existe	Non
L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	Oui
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	Non
Le processus a seulement été mis en route	Oui
Le processus n'a pas encore commencé	Non

### 3. Composition de l'ONC : indiquez s'il s'agit d'un organisme public ou d'une organisation de la société civile, et donnez des informations sur le sexe des représentants :

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme/Femme
1   Comité National de Lutte contre la Désertification (CNLD)	17	5	16/6

### 4. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus : 5

Un comité national de coordination d'ONG sur la lutte contre la désertification a été créé ? Dans l'affirmative, combien d'ONG ou d'organisations de la société civile y participent-elles ?	Oui 5
--	----------

### 5. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention : Néant

### 6. Nombre d'accords de partenariat qui ont été conclus ou sont mis en route dans le cadre de la Convention :

Les accords qui existent concernent l'ensemble des conventions dites du bloc de Rio, dont la CCD. Dans ce cadre, nous présentons les accords ci-après :

Nom officiel du partenariat	Donateur(s), organisations internationales ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1   Projet FIL CFC CB-001	FIDA	2001
2   Projet FIL PSE CB-002	FIDA	2001
3   Projet d'étude sur les impacts techniques d'exploitation de la diversité biologique de la Haute - Sangha	FIDA	2003
4   Projet d'Etude sur les plantes et les communautés locales congolaises	FIDA	2004
5   Projet CB-003 Palagrise	Belgique	2001
6   Projet REVIVRE	Belgique	2001

7	Projet SIF	BAD	En cours
8	Projet création d'une base de méta-données à l'ADIE	BAD	2003
9	Projet étude d'impacts sur l'environnement liés à la construction de la route Brazzaville-Kinkala-Matoumbou	Banque Mondiale, FIDA, Union européenne	En cours
10	Elaboration du plan de convergence sur la gestion durable des forêts du bassin du Congo	COMIFAC	En cours

#### 7. Liste de réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention

Nom de la réunion consultative		Date/Année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
1.	Séminaire-Atelier de sensibilisation sur l'élaboration du PAN	17 – 20 juin 2004		PNUD

#### 8. Citez un maximum de 10 projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention

Nom du projet		Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un PASR ou d'un PAR (oui ou non)	Projet exécuté dans le cadre de ...	Délai	Partenaires	Budget total
1.	Projet de création du Système d'Information Forestier (SIF)	Oui		2005	BAD	90 000 000 FCFA
2.	Projet étude d'impacts sur l'environnement liés à la construction de la route Brazzaville-Kinkala-Matoumbou	Non	Coopération Congo-Union européenne	En cours	Union européenne, Banque mondiale, FIDA	-
3.	Mise en œuvre du plan de convergence sur la gestion durable des forêts du bassin du Congo	Oui	Initiative du partenariat sur les forêts du bassin du Congo	2015	Etats Unis, France et autres	-

## CÔTE D'IVOIRE

### 1. Centre de liaison

Koffi Yao Bernard	Point focal
Tahoux T. Martine	Secrétariat de l'ONC

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation	Le PAN n'est pas encore validé.
Examen du PAN	Le PAN n'est pas encore examiné.
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	Le PAN n'a pas été intégré en tant que tel dans la mesure où il n'est pas finalisé. Toutefois, des préoccupations étroitement liées à la lutte contre la dégradation des terres ont été exprimées dans le DSRP. Une version intérimaire du DSRP a été adoptée en mars 2002 par les institutions de Bretton Wood, après sa validation nationale.



Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	Le PAN n'a pas été intégré en tant que tel, dans la mesure où il n'est pas finalisé. Toutefois, des préoccupations étroitement liées à la lutte contre la dégradation des terres ont été exprimées dans le rapport sur les objectifs de développement du millénaire, publié en mars 2003.
La mise en œuvre du PAN se fera avec ou sans la conclusion de partenariats	Le PAN n'est pas encore réalisé. Cependant, il est difficile de concevoir sa mise en œuvre pleine et entière sans le concours actif de partenaires.
Date prévue de la validation du PAN	Décembre 2005
Une version finale d'un PAN existe	Non
L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	Le processus de préparation du PAN est amorcé. Le pays a engagé un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes au niveau national à travers des consultations multi-acteurs et des consultations locales. Les partenaires au développement ont été également sollicités en vue de mobiliser les ressources financières et techniques idoines pour donner forme au PAN.
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées.	Les domaines thématiques prioritaires et les étapes ultérieures pour la finalisation du PAN ont été définis. Les domaines prioritaires sont les suivants : Renforcement et meilleure coordination des politiques sectorielles ; Renforcement, adaptation et promotion de la législation et de la réglementation en relation avec la problématique de la lutte contre la dégradation des terres et du déboisement ; Renforcement des capacités des gestionnaires et des populations en outils de gestion des sols, du climat et de l'environnement ; Gestion intégrée et durable des ressources naturelles ; Amélioration des pratiques agrosylvopastorales et lutte contre les feux de brousse ; Amélioration des conditions de développement économique, social et sanitaire des populations ; Promotion de la recherche scientifique et développement de la coopération scientifique, technique et technologique ; Renforcement de la coopération sous régionale, régionale et Internationale ; Renforcement de la communication pour le changement de comportement
Le processus a seulement été mis en route	Le processus est bien entendu enclenché. Outre les consultations, un document de projet a été rédigé, avec l'appui du PNUD et de l'Organisation internationale de la Francophonie, sur la base des directives du Programme Opérationnel 15 du FEM. Il se focalise notamment sur l'intégration du PAN dans les stratégies et politiques sectorielles de développement. Dès lors, la préparation du PAN et l'intégration dans les politiques sectorielles se feront conjointement.

### 3. Participant à un programme d'action sous-régional ou régional

Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte de l'eau, l'érosion du sol, etc.
1. Autorité pour l'aménagement du bassin du Niger	Projet de gestion intégrée du bassin du Niger
2. Projet régional	Conservation de la biodiversité des sols
3. Programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification	Domaine prioritaire de lutte contre la désertification au niveau sous-régional
4. Projet sous régional FED/ACP	Amélioration des jachères et gestion de l'espace agropastoral

### 4. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public	Organisme privé	ONG	Homme/femme (représentants)
Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement	X			Homme
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture	X			Homme

Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances	X			Homme
Ministère d'Etat, Ministère de l'Administration du Territoire	X			Homme
Ministère des Mines et de l'Energie	X			Homme
Ministère des Eaux et Forêts	X			Homme
Ministère du Plan et du Développement	X			Femme
Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques	X			Homme
Ministère d'Etat, Ministère des Infrastructures Economiques	X			Homme
Ministère de la Recherche Scientifique	X			Homme
Centre National de la Recherche Agronomique	X	X		Homme
Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	X			Femme
Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique	X			Homme
Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement	X			Homme
Association des Industriels du Bois		X		Homme
Association des Exploitants Forestiers		X		Homme
Chambre d'Agriculture		X		Homme
Société de Développement des Forêts	X			Homme
Centre de Recherches en Ecologie	X			Femme
Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques			X	Homme
Association Ivoirienne pour le Développement et l'Environnement			X	Homme
Côte d'Ivoire Ecologie			X	Femme

**5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus : 23**

**6. Nombre total de lois ou règlements en ce qui concerne la Convention**

Nom de la Loi ou du règlement		Date d'adoption
1.	Loi N° 98-750 relative au domaine foncier rural	23 décembre 1998, modifiée le 24 juillet 2004
2.	Loi N° 2002-102 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs et réserves naturelles	11 février 2002
3.	Loi N° 98-755 portant Code de l'eau	23 décembre 1998
4.	Loi N° 96-766 portant Code de l'environnement	3 octobre 1996
5.	Décision N° 1505/MINEF/DPF Interdisant l'exploitation forestière en zone de savane de la Côte d'Ivoire	7 septembre 1982
6.	Loi n° 65-425 portant Code forestier	20 décembre 1965
7.	Décret n 94 368 relatif à la réforme de l'exploitation forestière	1 juillet 1994

**7. Processus d'accords de partenariat qui ont été conclus ou sont mis en route dans le cadre de la Convention**

Nom officiel du partenariat		Donateurs	Date prévue d'achèvement
1.	Appui coopération	Belgique	2005
2.	Intégration du PAN dans les politiques sectorielles	PNUD/FEM	Décembre 2005

**8. Liste des réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention**

Nom de la réunion consultative		Date/année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions de l'ONU qui y participent
1.	Consultation et formation des ONG actives dans la lutte contre la désertification (Katiola)	16-18/06/01	Etat de Côte d'Ivoire	CCD
2.	Information, sensibilisation et consultations des élus locaux et des populations locales (Korhogo)	16/06/02	Etat de Côte d'Ivoire	CCD
3.	Information, sensibilisation et consultations des élus locaux et des populations locales (Kokumbo)	16/06/03	Etat de Côte d'Ivoire	CCD
4.	Information, sensibilisation et consultations des élus locaux et des populations locales (Bingerville)	16/06/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD
5.	Consultations des parties prenantes au niveau gouvernemental	01/09/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD/FEM
6.	Consultations des ONG en vue de l'élaboration du 3 <sup>ème</sup> rapport national	17/12/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD/FEM
7.	Consultations des parties prenantes du secteur agricole	21/12/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD/FEM
8.	Consultations et enquêtes auprès des populations locales (Régions du Centre et du Nord de la C.I.)	12-19/09/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD/FEM
9.	Consultations des ONG en vue de l'élaboration du 3 <sup>ème</sup> rapport national (avis a mi-parcours)	23/11/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD/FEM
10.	Consultations des acteurs du secteur forestier	23 /12/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD/FEM
11.	Validation nationale du 3 <sup>ème</sup> rapport	09/12/04	Etat de Côte d'Ivoire	CCD/FEM

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file** : Le chef de file n'est pas encore identifié.

**9. Projets liés à la Convention**

Nom du projet		Exécution régionale	Exécution dans le cadre de	Délai	Partenaires	Coût total (FCFA)
1.	Gestion participative des ressources naturelles et de la faune	oui	Sauvegarde de la biodiversité	5 ans	FEM	4 501,9 millions
2.	Appui au programme forestier	non	Politique forestière	3 ans	FAO	216,9 millions
3.	Protection/réhabilitation des forêts de l'Est	non	Politique forestière	5 ans	GTZ, KFW	17 694 millions
4.	Gestion des feux de forêts	non	Politique forestière	2 ans	OIBT	327,3 millions
5.	Développement du clonage du Teck	non	Politique forestière	3 ans	OIBT	308,8 millions
6.	Stabilisation des systèmes de production agricole (région Est)	non	Politique agricole	5 ans	GTZ	7 576,7 millions
7.	Plan de développement de l'irrigation	non	Politique agricole	3 ans	BAD	1 112,8 millions
8.	Développement rural dans la région de Zanzan	non	Politique agricole	5 ans	FIDA	7 544,6 millions
9.	Projet soja	non	Politique agricole	10 ans	BAD, FAD	49 515 millions
10.	Riziculture au nord	non	Politique agricole	5 ans	KFW, GTZ	8 714,8 millions
11.	Appui aux petits producteurs de maraîchers dans la zone de savane	non	Politique agricole	5 ans	FIDA	8 871 millions
12.	Programme d'urgence d'hydraulique villageoise	non	Politique d'accès à l'eau potable	5 ans	BADEA	5 575 millions
13.	Programme d'hydraulique villageoise	non	Politique d'accès à l'eau potable	5 ans	BID	1 375,4 millions
14.	Hydraulique villageoise Nord	non	Politique d'accès à l'eau potable	3 ans	Belgique	5 000 millions
15.	Renforcement, modernisation et sauvegarde des données climatiques, météo, pluviométrique	non	Infrastructures économiques	3 ans	Côte d'Ivoire	65 millions

Source : Programme d'Investissements Publics 2004-2006

## DJIBOUTI

### 1. Centre de liaison

Nom de centre de liaison	Secrétariat Technique du Comité Directeur National de lutte contre la Désertification
Adresse	Tél. 253 34 14 96, Fax/Tél. 253 34 17 74, e-mail : saf@intnet.dj

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation du PAN : juin 2001	Décret de Conseil des Ministres
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	Oui, la stratégie a été adoptée officiellement en 2003
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national (loi d'orientation économique et sociale)	Oui, la loi a été adoptée en 2002 (la Loi d'Orientation Économique et Sociale pour la période 2001 - 2010)
La mise en œuvre a commencé sans la conclusion de l'accord de partenariat	Oui

### 3. Participation à un PAR

Participation aux ateliers de planification des différents projets à caractère sous-régional et de renforcement des capacités au niveau de la sous - région de l'IGAD.

### 4. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme / Femme
1. Direction de l'Agriculture et des Forêts	Oui		Homme
2. Direction de l'Eau	Oui		Homme
3. Direction de l'Elevage et des Services Vétérinaires	Oui		Homme
4. Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement	Oui		Homme
5. Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	Oui		Homme
6. Ministère de l'Education Nationale, Centre de recherche, d'information et de production de l'éducation nationale (CRIPEN)	Oui		Homme
7. Centre d'Etudes et de Recherches de Djibouti	Oui		Homme
8. Action pour le développement intégré du district de Dikhil		Oui	Homme
9. Association Ecologiste d'Ali- Sabieh		Oui	Homme
10. Femmes Agricultrices d'Ambouli		Oui	Femme
11. Coopérative agricole d'Obock		Oui	Homme
12. Union Nationale des Femmes Djiboutiennes <sup>1</sup>		Oui	Femme
13. Association Coopérative de TOHA		Oui	Homme
14. ONG Nomad -Aid		Oui	Homme

### 5. Nombre des ONG accréditées pour le processus d'élaboration du PAN : 7 ONG et associations

Un Comité National de Coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ?	Non
---	-----

<sup>1</sup> Cette structure représente l'ensemble des associations des femmes au niveau national.

**6. Nombre total de lois adoptées (après la communication du 2ème rapport) en ce qui concerne la Convention**

Nom de loi	Date d'adoption
Loi n° 23/AN/03/5 <sup>ème</sup> portant restructuration de la Direction de l'Agriculture et des Forêts	août 2003
Loi n° 45/AN/045/5 <sup>ème</sup> portant création d'aires protégées	27 mars 2004
Décret d'application n° 2004- 0065/PR/MHUEAT portant sur la préservation de la diversité biologique	22 avril 2004

**7. Nombre d'accords de partenariat qui ont été conclus ou sont mis en route dans le cadre de la Convention :**

Aucun

**8. Projets en cours d'exécution qui sont liés directement ou indirectement à la Convention**

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN, PASR, PAR	Projet exécuté dans le cadre d'autres programmes	Délai	Partenaires	Budget En FD (1US\$=177 FD)
Cadre juridique de la gestion durable des ressources naturelles	Exécuté dans le cadre du PAN		Juin 2001 - Fin juin 2004	Direction de l'Agriculture et FAO et d'autres partenaires	35 400 000
Projet pilote d'aménagement intégré de la forêt du Day	Exécuté dans le cadre du PAN		2003 - 2004	Conseil Régional de Tadjourah, Directions de l'Elevage, de l'Agriculture, de l'Environnement, la Coopération française et ONG du Day	22 000 000
Projet de promotion de la culture de palmiers dattiers		Exécuté dans le cadre de l'Agriculture oasienne	Démarré en janvier 2004	Présidence, Primature, Centre d'études et de recherches de Djibouti (CERD) et Direction de l'Agriculture	60 000 000
Projet de renforcement des capacités nationales en prévention et gestion des catastrophes		Exécuté dans le cadre de gestion et prévention des catastrophes naturelles		Ministère de l'intérieur et de la décentralisation, PNUD et autres départements concernés, ONG	54 000 000
Projet Genre et environnement		Restauration des zones dégradées par les réfugiés		CERD et Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), réfugiés de Holl Holl	17 700 000

## EGYPT

### 1. Focal point institution

Name of focal point	Ismail Abdel Galil Hussain
Address including e-mail address	DRC- 1 Mathaf El Mataria St., Cairo, Egypt P.O. Box 11753, Mataria E-mail: <a href="mailto:_unccd_focalpoint@hotmail.com">_unccd_focalpoint@hotmail.com</a>
Country-specific website relating to desertification	<a href="http://www.drc-egypt.com">www.drc-egypt.com</a>

### 2. Status of NAP

Date of validation	In progress
NAP review(s)	In progress
NAP has been integrated into the poverty reduction strategy (PRS)	In progress
NAP has been integrated into the national development strategy	In progress
NAP implementation has started with or without the conclusions of partnership agreements	In progress
Expected NAP validation	In progress
Final draft of a NAP exists	In progress
Formulation of a draft NAP is under way	In progress
Basic guidelines for a NAP have been established	In progress
Process has only been initiated	In progress
Process has not yet started	In progress

### 3. Member of SRAP/RAP

Egypt up till now does not belong to any SRAP region and insists on being a member of the Arab Maghreb Union (AMU) and /or the Intergovernmental Authority on Development (IGAD).

### 4. Composition of the NCB

Name of institution	Government	NGO	Male/ female
<i>I. National Coordination Committee:</i> Ministry of Agriculture and Land Reclamation Ministry of Water Resources and Irrigation Ministry of Foreign Affairs Ministry of Local Development. Ministry of Higher Education and Scientific Research Ministry of Environmental Affairs Ministry of Planning Ministry of Public Sector NGOs Experts	X	X	X
<i>II. Scientific Coordination Committee:</i> Ministry of Agriculture and Land Reclamation Desert Research Centre (DRC) Agricultural Research Center (ARC) AUC Ministry of Water Resources and Irrigation			

### 5. Total number of NGOs accredited to the process: 50

Has an NGO National Coordinating Committee on desertification been established; if Yes, how many NGOs or civil society organizations participate in it?	50
---	----

**6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD**

Title of the law		Date of adoption
1	Disposal of brackish water and ponds	1979 Ministerial Decree 206 and its modifications
2	Regulating building on agricultural lands	1983 Ministerial Decree 36 and its modifications
3	Irrigation and drainage	1984 Ministerial Decree 12 and its modifications
4	Urban planning	1982 Ministerial Decree 3 and its modifications
5	Natural reserves	1983 Ministerial Decree 102 and its modifications

**7. The consultative process**

Official title of partnership		Donor(s), international organization(s), and/or agencies of the United Nations system involved	Date of (expected) conclusion
1	Desertification information system for the Mediterranean (DISMED)	UNCCD	By the end of 2004
2	Regional programme for sustainable development of West Asia and North Africa (WANA) Drylands	UNCCD, Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC), Arab Fund for Social and Economic Development (AFESD), Global Environment Facility (GEF), and some others	Around 2010

**8. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

Name of consultative meeting		Date / year	Donor countries involved	International organizations or agencies of the United Nations system involved
1	Oasis Systems in the Western Desert	April 2003	National	No
2	North Coastal Zone	April 2004	National	No

**9. Name up 10 projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD**

Name of project		Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP? (Yes/No)	Time-frame	Partners involved
1	Drainage improvement conservation of water resources	Yes	Continuous	Ministry of Water Resources and Irrigation and World Bank
2	Tile drainage projects in the Nile Delta Region	Yes	Continuous	Ministry of Water Resources and Irrigation and World Bank
3	Combating of sea water intrusion in the coastal areas	Yes	Continuous	Ministry of Water Resources and Irrigation and Ministry of Housing and New Communities
4	Afforestation of the desert fringes	Yes	Continuous	Ministry of State of Environment
5	Soil improvement in the Nile Valley and Delta	Yes	Continuous	Ministry of Agriculture and Land Reclamation
6	Conservation of land and water resources from pollution	Yes	Continuous	Ministry of State of Environment and Ministry of Water Resources and Irrigation
7	Management of Matruh Natural Resources (MMNR)	Yes	Continuous	Ministry of Agriculture and Land Reclamation and WB



8	Agricultural and rangeland development of mine-recovered areas	Yes	Continuous	Ministry of Agriculture and Land Reclamation
9	Long Term Ecological Monitoring Observatories Network (ROSELT) Project	Yes	Continuous	DRC, Alexandria University, the Sahara and Sahel Observatory (OSS)
10	Rehabilitation of Eastern Desert	Yes	Continuous	World Food Programme (WFP) and Ministry of Agriculture and Land Reclamation

\* These ongoing projects were conducted and continued as previous activities within the framework of the national plan of Egypt for sustainable development before finalizing the NAP of the UNCCD.

## ERITREA

### 1. Focal point institution

Name of focal point	Mr. Heruy Asgedom
Address including e-mail address	Ministry of Agriculture P. O. Box 1048, Asmara, Eritrea heruyas@moa.gov.er / redaet@moa.gov.er
Country-specific websites relating to desertification	Not yet available

### 2. Status of NAP

Date of validation	Ministry of Foreign Affairs, 24 January 2002
NAP review(s)	
NAP has been integrated into the PRS	Currently under way
NAP has been integrated into the national development strategy	Currently under way
NAP implementation has started with or without the conclusions of partnership agreements	Yes
Expected NAP validation	
Final draft of a NAP exists	NAP document available
Formulation of a draft NAP is under way	NAP document available
Basic guidelines for a NAP have been established	NAP document available
Process has only been initiated	
Process has not yet started	

### 3. Member of SRAP/RAP

Name of subregional and/or regional cooperation framework	Involvement specifically in topics such as water harvesting techniques, soil erosion etc.
1 IGAD member state	Soil and water conservation, early warning and food security information, transboundary natural resources management, crop production and protection, fuel saving technology, etc.
2 New Partnership for Africa's Development (NEPAD)	Integrated management of water resources including river basins, community-based natural resources management and promotion of sustainable crop production in drylands.
3. CEN-SAD (Community of Sahel-Saharan States)	Integrated economic development and environmental conservation; coordination of activities among CEN-SAD member States in the field of transport, trade, food security, energy, etc.

**4. Composition of the NCB**

Name of institution	Government	Private sector/ Civil society	Male/ female
1. Ministry of Agriculture	X		Male
2. Ministry of Land, Water and Environment	X		Male
3. Ministry of Mining and Energy	X		Male
4. Ministry of Local Government	X		Male
5. Chamber of Commerce		X	Male
6. National Union of Eritrean Youth and Students (NUEYS)		X	Male
7. National Union of Eritrean Women (NUEW)		X	Female
8. National Confederation of Eritrean Workers (NCEW)		X	Male

**5. Total number of NGOs accredited to the process: 24**

Has an NGO National Coordinating Committee on desertification been established; if yes, how many NGOs or civil society organizations participate in it?	Yes, 3 civil society organizations participate. (NUEYS, NUEW and NCEW)
---	--

**6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD: 5****7. Name up to five most relevant acts and laws and/or regulations**

Title of the law	Date of adoption
1. Land reform Proclamation No. 58/1994	1994
2. Fisheries and marine resources Proclamation No. 104/1998	1998
3. Exploitation of mineral resources and petroleum Proclamation Nos. 108/2000 and 109/2000	2000
4. Electricity Proclamation No. 141/2004	2004
5. Proclamation for Corporatizing Eritrean Electric Authority (EEA), No. 142/2004	2004

**The consultative process****8. Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD**

Official title of partnership	Donor(s), international organization(s), and/or agencies of the United Nations system involved	Date of (expected) conclusion
1. Danish Support to Combat Desertification	Danish International Development agency (DANIDA)/Government of State of Eritrea	2002
2. UNDP Support to National Action Programme Process	UNDP/Government of State of Eritrea	2002

**9. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

Name of consultative meeting	Date/year	Donor countries involved	International organizations or agencies of the United Nations system involved
1. NAP regional and subregional consultation (within the country)	1999-2001	Denmark Italy	UNDP

**10. Name up to 10 projects currently under implementation, which are directly or indirectly related to the UNCCD**

	Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/ SRAP/RAP? (Yes/No)	Project implemented within the framework of....	Time-frame	Partners involved	Overall budget
1	Central Highland Irrigated Horticulture Development Project	No	National development	Dec. 1996 - Dec. 2004	Ministry of Agriculture (MoA), African Development Bank (ADB) / African Development Fund (ADF)	US\$ 12,682,376
2	Eastern Lowland Wadi Development Project	No	National development	1996 – 2005	MoA and Black Science Forum (BSF) / International Fund for Agricultural Development (IFAD)	US\$ 16,000,000
3	Naro Irrigated Agriculture Project	No	National development	Feb. 2003 - Jan. 2008	MoA and Africare	US\$ 6,200,000
4	Kerkebet Integrated People's Development	No	National development	2002 – 2006	<i>Evangelischer Entwicklungs Dienst</i> (EED), Bread for the World (BftW) and Lutheran World Foundation (LWF) Geneva	US\$ 1,040,000
5	Toker Integrated Community Development	No	National development	Jan. 2005 - Dec. 2008	Thai Inter-Religious Commission for Development (TICD) and Oxfam Netherlands (NOVIB)	US\$ 2,758,256
6	Multi-sectoral Intervention in Agro-pastoral Community in Eritrea	No	National development	Feb. 2004 - Jan. 2005	CARE, Haben and MoA	US\$ 250,000
7	Self Help Development Project	No	National development	1996 –2006	Self Help Development International (SHDI) and MoA	US\$ 5,079,667
8	Integrated Watershed and Community Development Programme	No	National development	2003-2008	Agency for Personnel Services Overseas (APSO), DCI and Concern	US\$ 886,408
9	Integrate Food Security Project	No	National development	2002 – 2004	Vision Eritrea CARE and MoA	US\$ 743,280
10	Rural Electrification (129 villages and 5 towns)	No	National development	2002 – 2007	MOE and EEA	US\$ 11,367,378

**ETHIOPIA**

## 1. Focal institution

Name of focal point	Environmental Protection Authority
Address including e-mail address	P. O. Box 12760 Addis Ababa, Ethiopia Tel. 251-1-464569 Fax 251-1-464882 E-mail: esid@telecom.net.et
Country-specific websites relating to desertification	<a href="http://www.epa.gov.et">http://www.epa.gov.et</a>

## 2. Status of NAP

NAP activities	Status
Date of validation	Not validated
NAP review (s)	Not reviewed
NAP has been integrated into Sustainable Development and Poverty Reduction Programme (SDPRP)	Not yet, the process to integrate NAP into SDPRP has started
NAP has been integrated into the national development strategy	Currently under way
NAP implementation has started with or without the conclusions of partnership agreements	Yes
Expected NAP validation	2005
Final draft of a NAP exists	Yes
Formulation of a draft NAP is under way	Completed
Basic guidelines for a NAP have been established	No

## 3. Member of SRAP/RAP

Name of subregional and/or regional cooperation framework	Involvement specifically in topics such as water harvesting techniques, soil erosion etc.
IGAD	Transboundary natural resource management such as water development, pasture management, etc.

## 4. Composition of the NCB

Name of institution	Government	NGO	The person represented Male/Female
1. Environmental Protection Authority	X		Male
2. Ministry of Agriculture and Rural Development	X		Male
3. Ministry of Water Resources	X		Male
4. Ministry of Education	X		Female
5. Ministry of Foreign Affairs	X		Male
6. Ministry of Trade and Industry	X		Male
7. National Meteorological Service Agency	X		Female
8. Disaster Prevention and Preparedness Commission	X		Male
9. Ethiopian Science and Technology Commission	X		Male
10. Alemaya University	X		Male
11. Addis Ababa University	X		Male
12. Mekelle University	X		Male
13. Ethiopian Agricultural Research Organization	X		Male
14. Prime Minister's Office	X		Male
15. Women's Affairs Office	X		Female
16. Refugees and Returnees Commission	X		Male
17. Ethiopian National NGOs and CBOs Coordination Committee for Combating Desertification (NCCD)		X	Male

Name of institution	Government	NGO	The person represented Male/Female
18. Forum for Environment (FFE)		X	ND
19. Sustainable Land Use Forum (SLUF)		X	ND
20. Christian Research and Development Association (CRDA)		X	ND

#### 5. Total number of NGOs accredited to the process

Has an NGO National Coordinating Committee on desertification been established; if yes, how many NGOs or Civil Society Organizations participate in it?	Yes, 76 NGOs/CBOs have been participating
---	---

#### 6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD: more than one hundred

Five most relevant laws and/or regulations are:

	Title of the Laws	Date of adoption
1	Environmental Policy of Ethiopia and Conservation Strategy of Ethiopia	1997
2	Rural and Agricultural Development Policies and Strategies of Ethiopia	2002
3	Proclamation for the Establishment of Environmental Organs	2002
4	Environmental Impact Assessment Proclamation	2002
5	Pollution Control Proclamation	2002

#### 7. The consultative process

Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD

	Official title of partnership	Donor (s), international organization(s), and/or agencies of the United Nations	Date of expected conclusion
1	Country Cooperation Framework 2 (CCF2)-Environment and Sustainable Dryland Management Programme (ESDM)	UNDP	2006
2	Preparatory Process for Partnership Framework Towards Resource Mobilization for Implementation of Combating Desertification and Mitigating the Effects of Drought.	GM	2005
3	Mille Sustainable Dry Lands Project	UNDP	2008

#### 8. List of consultative meetings on UNCCD implementation

	Name of Consultative Meetings	Date/Year	Donor Countries Involved	International Organizations or Agencies of the UN System Involved
1	Workshop on the Synergistic Implementation of the Three Rio Conventions	29April - 1 <sup>st</sup> May 2004	-	UNDP

**Name of country which has taken over the role of *Chef de file*:** The Norwegian Government has recently accepted to serve as *Chef de file* for Ethiopia.

**9. Eleven projects currently under implementation within the framework of NAP/SRAP/RAP/ and directly or indirectly related to the UNCCD**

No.	Name of project	Time-frame	Partners involved	Leading institution	Overall budget and source
1	Small-Scale Irrigation and Agricultural Development Project	1999-2005	Ministry of Water Resources (MoWR), IFAD, France, Ireland Amhara, Oromiya and Tigray National regional states and SNNP regional state	MoWR	US\$ 1,320,000 (Ireland) US\$ 14,250,000 (France) US\$ 31,460,000 (IFAD)
2	Food Security and Agricultural Development Programme	2004-2006	UNDP Federal Government institutions Tigray, Amhara, Oromiya and SNNP regional states	Food Security Coordination Bureau (FSCB)	US\$ 5,000,000
3	2000 Food Security Programme	2000-2004	European Union Amhara and Tigray regional states	FSCB	EUR 40,000,000
4	Managing Environmental Resources to Enable Transitions to More Sustainable Livelihoods (MERET)	2003-06	World Food Programme (WFP) Dire Dawa Provisional Administration, Amhara, Tigray, Oromiya, Somali National Regional States and SNNP regional state	WFP	US\$ 43,100,000 (WFP) US\$ 7,950,000 (Government.)
5	Environment and Sustainable Dry lands Management Programme of CCF2	2003-2006	UNDP Environment Protection Authority (EPA) All regional states and city administrations	EPA	US\$ 4,500,000
6	Pastoral Communities Development Project	2003-2008	WB IFAD Ministry of Federal Affairs (MoFA) Somali, Afar, Oromiya National Regional State and SNNP regional state	MoFA	US\$ 60,000,000
7	Energy Access Project	2004-2007	WB Ministry of Agriculture and Rural Development (MoARD) All regional states and Dire-Dawa Provisional Administration	MoARD	US\$ 16,360,000 (WB) US\$ 2,640,000 (Government)

No.	Name of project	Time-frame	Partners involved	Leading institution	Overall budget and source
8	Rural Households End-Use Efficiency and Improvement of Energy Access Project	2003-2007	WB Ethiopian Rural Energy Development and Promotion Centre (EREDPC)	EREDPC	US\$ 3,000,000
9	Food and Agriculture Research and Management Ltd. Africa (FARM-Africa) / SOS Sahel Participatory Sustainable Forest Management	2002-2006	FARM Africa/SOS Sahel European Union Department for International Development (DFID) – United Kingdom German Foundation for World Population (DSW)	FARM Africa/SOS Sahel	EUR 3,000,000
10	Mareka-Gena and Alaje Woreda Food Security Program	2001-2004	Action Aid Ethiopia European Union	Action Aid	EUR 1,500,000
11	Greening	1998-2004	Food Security Coordination Programme and Disaster Prevention (FSCPDP)	Organization for Rehabilitation and Development Amhara (ORDA)	US\$ 5,000,000

## GABON

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Cellule de Coordination du Projet
Adresse, y compris adresse électronique	Ministère de l'Environnement, Boulevard Triomphal, BP 3903 Libreville, Gabon georges.rigondja@laposte.net
Site Web du pays relatif à la désertification	Aucun

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation : Non encore effectué	Organisme ou niveau de l'Etat qui a validé le PAN
Examen du PAN	Date
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	Non
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Non
Date prévue de la validation du PAN	Septembre 2005
Une version finale d'un PAN existe	Non
L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	Oui
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	Oui
Le processus a seulement été mis en route	Oui
Le processus n'a pas encore commencé	Oui

**3. Participation à un PASR ou PAR :**

Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc
Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)	Oui
Conférence des Ministres en charge des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC)	Oui
Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC)	Oui
Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)	Oui
Observatoire satellital des forêts d'Afrique Centrale (OSFAC)	Oui
Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)	Oui

**4. Composition de l'ONC**

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme /Femme
Environnement	X		Homme
Agriculture et Elevage	X		Homme
Enseignement supérieur et Recherche scientifique	X		Homme
Syndicat des forestiers du Gabon (Synfoga)	X		Femme
Commerce	X		Femme
Ressources hydrauliques	X		Homme
Aviation civile (météorologie)	X		Homme
Environnement Gabon		X	Femme

**5. Nombre total d'ONG accrédités pour le processus : Processus en cours****6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention**

Nom de la loi	Date d'adoption
Code de l'environnement	16 Juin 1993
Décret relatif aux Etudes d'Impact Environnemental	15 mai 2002
Code forestier	16 décembre 2001
Loi de développement et d'aménagement du territoire	13 juin 2000
Code minier	15 octobre 2000
Décret sur l'utilisation des pesticides au Gabon	En cours d'adoption
Code de l'eau	En cours d'adoption
Loi d'orientation agricole	En cours d'adoption
Décret sur les ressources en eau et leur gestion	En cours d'adoption

**7. Processus de consultation**

Nom officiel du partenariat	Donateurs, organisations internationales ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
Participation à l'élaboration du PAN	Coopération française	
Participation à l'élaboration du PAN	Coopération italienne	
Participation à l'élaboration du PAN	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	
Participation à l'élaboration du PAN	MM	



Participation à l'élaboration du PAN	Société privée	
--------------------------------------	----------------	--

### 8. Projets en cours d'exécution directement ou indirectement liés à la Convention

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN, PASR, PAR (Oui, non)	Projet exécuté dans le cadre de...	Délai	Partenaires	Budget total
Programme Sectoriel de Valorisation des Aires Protégées (PSVAP)	Non			Union européenne	4 milliards FCFA
Programme Sectoriel Forêts et Environnement (PSFE)	Non			Banque mondiale ; coopération bilatérale et multilatérale	
Programme national de vulgarisation agricole (PNVA)	Non			FAO	400 millions FCFA
Contrôle des denrées alimentaires				FAO	400 millions FCFA
Statistiques agricoles				FAO	400 millions FCFA

## GAMBIA

### 1. NFP institution

Name of focal point	Department of Forestry
Address	Department of Forestry Department of State for Fisheries, Natural Resources and the Environment 5, Marina Parade P.O.Box 504 Banjul, The Gambia

### 2. Status of NAP

Date of validation	October 2000
NAP reviews	26 September 2001
NAP integration into PRS	Almost fully integrated
NAP integration into other national development strategies	Almost fully integrated
NAP implementation partnership agreements	GM

### 3. Number of NGOs and CBOs accredited to the process

A total of 32 NGOs are actively involved in the Agriculture and Natural Resources Sector. Of this total eight are accredited to the implementation of the NAP.

### 4. Acts and regulations relevant to UNCCD implementation

Acts and regulations	Date of adoption
1 Forest Act	1998
2 Forest Regulation	2000
3 Wildlife Conservation and Biodiversity Bill	2003
4 National Environment Management Act	1994
5 State Lands Regulation	1995
6 Land Use Regulation	1995

**Chef de file (lead facilitating country):** Germany through the attachment of a policy adviser to the NFP, and therefore their physical presence.

### 5. Projects under implementation

Name of project	Relevant to NAP/SRAP/RAP framework implementation	Framework implementation	Time-frame	Involved partners	Overall budget	
1	Gambia German Forestry Project	NAP	Bilateral	1980-2006	GTZ, BMZ	About 16 million EUR
2	Lowland Development Project	NAP	Grant/loan	1997-2004	African Development Bank (AfDB)/ IFAD	US\$ 11,660,000
3	Youth Corps	NAP	Grant		UNDP	
4	National Capacity Self Assessment	NAP	Grant	2002-2004	UNEP	US\$ 164,000
5	Peri Urban Smallholder Improvement Project	NAP	Grant/loan	2001-2005	AfDB	UA 5,720,000
6	Integrated Rice Development Project	NAP	Grant/loan	2001-2005	KFAED	US\$ 3,728,000
7	Research and Development Project for Livestock	NAP	Grant	2000-2004	EDF	EUR 2,900,000
8	Support to Local Government for Poverty Reduction	NAP	Grant	2001-2004	GTZ	EUR 1,200,000
9	Support to Decentralized Rural Development	NAP	Grant	1999-2004	EDF	EUR 2,900,000
10	Artisanal Fisheries Development Project	NAP/SRAP/RAP	Grant/loan	2002-2007	AfDB	UA 13,470,000

## GUINEA

### 1. Centre de liaison

Nom du Centre de liaison	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux et Forêts Direction Nationale des Eaux et Forêts Point focal : M. Djiramba DIAWARA, Chef Division Foresterie Rurale
Adresse	BP 624 Conakry, Rép. Guinée Tel : (224) 11 34 22 49/43 10 99 1. E-mail : djiramba@yahoo.fr 2. E-mail : cn.pgrr@sotelgui.net.gn
Site web du pays relatif à la désertification	Néant

### 2. Etat d'avancement du PAN

L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	Non
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	Oui
Le processus a seulement été mis en route	Oui

## 3. Participant à un programme d'action sous-régional ou régional

N°	Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
1	<p>Autorité du Bassin du Niger (ABN)  Pays membres : Tchad, Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Niger, Mali, Nigeria.  Date de création : 21 novembre 1980 à Faranah en République de Guinée</p>	<p>Harmoniser et coordonner les politiques nationales de mise en valeur des ressources en eau du bassin ;  Participer à la planification du développement du bassin par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement intégré ;  Assurer le développement intégré du Bassin du Niger dans tous les domaines (énergie, hydraulique, agriculture, élevage, pêche, pisciculture, sylviculture, exploitation forestière, transport, communications, industrie).</p>
2	<p>Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG)  Pays membres : Guinée-Bissau, Gambie, Sénégal, Guinée  Date de création : 30 juin 1978 et adhésion de la République de Guinée à l'Organisation en juin 1981.</p>	<p>Appliquer la Convention portant Statut du fleuve Gambie et les conventions ultérieures relatives aux fleuves Koliba-Corubal et Kayanga-Géba ;  Promouvoir et coordonner des études et travaux de mise en valeur des ressources en eau de ces bassins sur les territoires nationaux des Etats membres de l'Organisation et toutes missions techniques et économiques que les Etats membres voudront ensemble lui confier.</p>
3	<p>Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS)  Pays membres : Mali, Mauritanie, Sénégal  Protocole d'Accord-Cadre de Coopération signé en août 1992 entre la République de Guinée et l'organisation.</p>	<p>Mener en application de ce protocole des actions conjointes couvrant les domaines d'intérêt suivants :  Cartographie et topographie du bassin supérieur dans le massif du Fouta Djallon ;  Hydrologie des bassins supérieurs ;  Planification du développement du bassin, notamment par l'établissement d'un schéma directeur d'aménagement hydraulique de petite envergure ;  Energie et infrastructures hydrauliques dans le bassin supérieur en Guinée.</p>
4	<p>Programme Régional d'aménagement Intégré du Massif du Fouta Djallon (PRAI-MFD)  Pays membres : Guinée, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone  Etapas de mise en œuvre du programme préparation (1981-1987), expérimentation (1988-1998) réalisation à grande échelle (1999 à maintenant).</p>	<p>Assurer la protection de l'environnement ;  Gérer et développer les ressources naturelles disponibles dans le massif du Fouta Djallon, pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de la région et de celles des régions arrosées par les fleuves originaires du Massif.</p>
5	<p>Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)</p>	<p>Promouvoir la coopération et le développement dans les domaines de l'activité économique, abolir à cette fin les obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des biens, harmonisation des politiques sectorielles régionales.</p>
6	<p>Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD)</p>	<p>Restaurer et maintenir la stabilité macro-économique ;  Instaurer des cadres juridiques et réglementaires transparents à l'intention des marchés financiers ;  Revitaliser et élargir la prestation des services d'enseignement, de formation technique et de santé en accordant une priorité à la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et les maladies contagieuses ;  Promouvoir le rôle des femmes dans le développement socio-économique ;  Renforcer la capacité des Etats d'Afrique à instituer et faire respecter la législation et à maintenir l'ordre ;  Promouvoir le développement des infrastructures, de</p>

N°	Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
		l'agriculture et de sa diversification vers les agro-industries et les manufactures au service des marchés locaux.
7	Mano River Union	

#### 4. Composition de l'ONC, organisme à caractère public

N°	Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Autres	Homme/ Femme
1	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux et Forêts	X			9/1
2	Ministère de l'Environnement	X			3/1
3	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	X			1/1
4	Ministère du Plan	X			2/0
5	Ministère du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Artisanat	X			2/0
6	Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie	X			1/0
7	Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	X			1/0
8	Ministère de l'Information	X			1/0
9	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique	X			1/0
10	Ministère de la Santé Publique	X			0/1
11	Administration et Contrôle des Grands Projets	X			1/0
12	Guinée Ecologie		X		1/0
13	Echange Sud-Sud-Ouest en Milieu Rural (ESSOR)		X		1/0
14	Centre Africain de Formation en Développement (CENAFOD)		X		1/0
15	Coopérative des Charbonniers			X	1/0
16	Fédération Nationale des Professionnels du Bois			X	1/0

**5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus :** cinq (5), à savoir : Guinée Ecologie, Association des amis de la nature et de l'environnement, Association Guinée pour la promotion des énergies renouvelables (AGUIPER), Organisation d'aide au développement, Réseau d'éducation pour le développement en coopération (REDEC).

Un Comité National de Coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ?	Non, mais il existe une coordination des ONG qui évoluent dans le domaine de l'environnement
---	--

#### 6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention : dix (10)

Les cinq lois ou règlements qui sont les plus pertinents à cet égard sont :

	Nom de la loi	Date d'adoption
1	Code Minier	21 mars 1986
2	Code de la Protection et de la Mise en Valeur de l'Environnement	28 mai 1987
3	Code Forestier	20 décembre 1989
4	Code Foncier et Domanial	30 mars 1992
5	Code de l'Eau	14 février 1994

#### 7. Processus de consultation

N°	Nom officiel du partenariat	Donateur(s), organisation(s) internationale(s) ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1	Appui technique et financier pour la préparation	MM et CILSS	En préparation

	des activités et de la tenue du premier forum national sur la désertification		
2	Projet de taille moyenne	FEM	En préparation

## 8. Liste des réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention

	Nom de la réunion consultative	Date/année	Pays donateurs participants	Organisations ou institutions internationales du système des Nations Unies qui participent
1	Réunion d'information et de sensibilisation des différents acteurs sur la Convention et relance de l'ONC	17/10/2003	Allemagne, Union européenne	CCD/ CILSS
2	Réunions périodiques de l'ONC pour la préparation du budget d'élaboration du PAN/LCD	12/2003 au 5/2004	-	-
3	Mission d'appui technique du CILSS pour la préparation du programme de travail d'élaboration du PAN/LCD	03 au 23/05/2004	-	MM
4	Mission d'appui du CILSS pour la finalisation du budget d'élaboration du PAN/LCD	28/07 au 05/08/2004	-	MM

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file :** France (Processus en cours)

## 9. Citez un maximum de 10 projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un PASR, d'un PAR	Projet exécuté dans le cadre...	Délai	Partenaires	Budget total
1. Projet de mise en valeur et de gestion des ressources naturelles des bassins des fleuves Kayanga/Géba, Koliba/Corubal (Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal)	Sous-régional	du développement des échanges et de l'amélioration de la productivité par le développement des infrastructures rurales et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles	2004-2008	FAD et BID	17 738,79 millions FCFA
2. Projet de Gestion des Ressources en Eau et de l'Environnement du bassin du Fleuve Sénégal (Mauritanie, Mali, Sénégal et Guinée)	Sous-régional	de la définition d'un cadre stratégique participatif pour le développement écologiquement durable du bassin et du lancement d'un programme coopératif dans l'ensemble du bassin en vue de la gestion des eaux et des terres	2004-2007	FEM, Banque Mondiale, PNUD	7,25 millions US\$

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un PASR, d'un PAR	Projet exécuté dans le cadre...	Délai	Partenaires	Budget total
3. Inversion de la tendance à la dégradation des terres et des eaux dans le bassin du Niger	Sous-régional	de la catégorie opérationnelle 9 du FEM pour répondre aux priorités identifiées dans les questions transfrontalières de dégradation des terres et des eaux dans les 9 pays membres de l'Autorité du Bassin Fleuve Niger (ABN)	2004-2008	FEM, Banque Mondiale et PNUD	42,94 millions US\$ (13 millions US\$ déjà acquis auprès du FEM)
4. Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Niger Supérieur (GIRENS) (Mali – Guinée)	Sous-régional	de la contribution au développement durable dans le bassin du Niger supérieur et à la lutte contre la pauvreté dans un cadre sous-régional	2004-2007	Pays-Bas et autres partenaires à rechercher	7 684,74 millions FCFA (2 000 000 EUR acquis auprès des Pays-Bas)
5. Projet de Gestion des Terres et Conservation de la Biodiversité par l'utilisation à Petite Echelle et Industrielle des Plantes Médicinales aromatiques Pesticides pour la Guinée, la Sierra Leone, le Nigeria et le Niger	Sous-régional	de la mise en œuvre de la lutte contre la désertification et de la biodiversité	2004-2008	FEM, Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et (PNUE)	12,5 millions US\$
6. Projet de Gestion des Ressources Forestières (PGRF)	National	de la coopération bilatérale Guinée/Allemagne	2005-2009	Allemagne	5 624 millions EUR
7. Programme d'Appui au Secteur de l'Élevage (PASEL)	National	de la lettre de Politique de Développement Agricole (LPDA)	2003-2006	Union européenne	8 millions EUR
8. Projet Elargi de Gestion des Ressources Naturelles	National	du Programme régional d'aménagement intégré du Massif du Fouta Djallon	1998-2005	Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)	33,69 millions US\$
9. Programme d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources Naturelles (AGIR)	Sous-régional	du Programme régional d'aménagement intégré du massif du Fouta Djallon	07/2000 au 31/12/2005	Union européenne	23 millions EUR
10. Programme Panafricain de contrôle des épizooties (PACE)	Sous-régional	du Programme indicatif régional du FED	2000-2007	Union européenne	1,0843 millions EUR

## GUINEA-BISSAU

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Kaoussou Diombera, Point Focal CCD
Adresse y compris e-mail	BP 71, Madr, E-mail: Kdiombera@hotmail.com

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation	Le PAN est sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Examen du PAN	
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	Actuellement en cours
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	Actuellement en cours
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Non
Date prévue de la validation du PAN	Décembre 2004 / Janvier 2005
Une version finale d'un PAN existe	Non
L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	Oui
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	Oui
Le processus a seulement été mis en route	Non
Le processus n'a pas encore commencé	Non

### 3. Participant à un programme d'action sous régional ou régional

Nom du cadre de coopération sous régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
CILSS	Activités du Programme régional de promotion des énergies domestiques et alternatives au Sahel (PREDAS), Centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et en hydrologie opérationnelle (Aghrymet), Programme régional solaire (PRS), Initiative régionale environnement mondiale (IREM/LCD)
Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	NEPAD-Volet Environnement et Agriculture
Union économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	Biomasse énergie, Environnement, Agriculture
Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG)	A travers projet sous régional de gestion des ressources naturelles (GRN), gestion des ressources hydriques
Union Africaine (UA)	A travers projet Fouta Djallon de GRN

### 4. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme/Femme
Direction Générale de l'Agriculture	Oui		Homme
Direction Générale de l'Elevage	Oui		Homme
Direction Générale des Forêts et de la Chasse	Oui		Homme
Direction Générale des Ressources Hydriques	Oui		Femme
Direction de la Météorologie Nationale	Oui		Homme
Direction Générale de l'Environnement	Oui		Femme
Associations municipales d'actions environnementales (AMAE)		Oui	Femme
Association pour la promotion du développement		Oui	Homme

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme/Femme
local (APRODEL)			
Fédération des associations paysannes de Cubucaré (FEDACC)		Oui	Homme
Association nationale des agriculteurs de Guinée-Bissau (ANAG)		Oui	Homme
Direction Générale Coopération International	Oui		Homme
Direct Générale de Lutte Contre la Pauvreté	Oui		Femme
Direction Finances	Oui		Homme
Direction Générale du Plan	Oui		Homme
Secrétariat permanent du comité national du CULSS (SP/Conacilss)	Oui		Homme
Institut National des Etudes et Recherches (INEP)	Oui		Homme
Institut National de Technologies Appliquées (INITA)	Oui		Homme
PNUD - Membre chef de file des partenaires au développement	Système des Nations Unies		Homme
FAO	Système des Nations Unies		Homme
Les points focaux de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD), de Ramsar	Oui		Homme
Cabinet de Planification Côtière	Oui		Homme

**5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus d'élaboration du PAN : 38 ONG et associations de base (voir liste en annexe)**

Un comité national de coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé ?	Non. Toutefois, plusieurs ONG et associations se sont engagées et s'engagent dans des activités liées à la protection des ressources naturelles
---	---

**6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention**

Nom de la loi	Date d'adoption
Réactualisation de la loi forestière et son règlement d'application	Août 2004
Réactualisation de la loi sur la chasse	Août 2004
Loi sur les Aires Protégées	Juin 1997
Loi sur la Terre	Mars 1998
Règlement d'application sur le foncier	En cours d'élaboration/finalisation

**7. Nombre d'accords de partenariat conclus ou mis en route dans le cadre de CCD**

Nom officiel du partenariat	Donateur, organisation internationale ou Nations Unies	Date d'achèvement
ADCTAL-Direction générale des forêts et de la chasse (DGFC)	CILSS/IREM-LCD	Juin 2005
Association internationale des volontaires laïcs (LVIA)	CILSS/IREM-LCD	2007
Elaboration du PAN/LCD	CILSS/Mécanisme Mondial	Décembre 2004



**8. Liste de réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention**

Nom de la réunion	Date/Mois/Année	Donateurs	Organisation internationale ou Nations Unies
Préparatoire des études thématiques	05/2003	PNUD, FAO	PNUD, FAO
Validation des études thématiques	02/2004	FAO, PNUD, Banque Mondiale, Service national de vulgarisation (SNV)	
Préparatoire des ateliers décentralisés	05-06/2004	PNUD, FAO	
Ateliers décentralisés	06/2004		
Préparatif Forum National	07-08/2004	PNUD, FAO	
Forum National Lancement	09/2004	Programme alimentaire mondial (PAM), FAO, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Banque Mondiale, PNUD,	Toutes les agences accréditées en Guinée-Bissau: PAM, PNUD, FAO, etc.

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file :** Le PNUD

**9. Citez un maximum de 10 projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention**

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN	Projet exécuté dans le cadre de	Délai	Partenaires	Budget total
Projet intégré de Développement de la zone de Mafanco (Gestion des Ressources Naturelles, Allègement des Travaux Féminins et Activités Génératrices de Revenus) (ADCTAL)	Oui	CILSS	2003-04	IREM/LCD	79 000 EUR
Projet de valorisation des systèmes agricoles de bolanha (rizières de mangroves) (LVIA)	Oui	CILSS	2004-06	IREM/LCD	99 000 EUR
Dynamisation de la commercialisation des produits vivriers : PSSA-phase I	Non	FAO-Italie	2002-05	FAO	544 575 US\$
Appui au Programme Spécial de Sécurité Alimentaire – phase II	Non	BOAD	2002-06	BOAD	4 575 000 US\$
Réhabilitation des rizières de mangroves (bolanhas de agua salgadas existantes)	Non	Koweït	2002-05	Koweït	2 500 000 US\$
Réhabilitation des bas-fonds déjà aménagés	Non		2002-05	Gouvernement	700 000 US\$
Programme Caju	Non		2003-08	Gouvernement	2 000 000 US\$
Renouvellement des palmeraies naturelles	Non	Union européenne	2002-05	Union européenne	300 000 EUR
Sélection et amélioration génétique des races traditionnelles d'animaux à cycle court	Non	FAO	2003-06	FAO	800 000 US\$
Création de couloirs de transhumance et hydraulique	Non	FAO	2003-06	FAO	500 000 US\$

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN	Projet exécuté dans le cadre de	Délai	Partenaires	Budget total
pastorale					
Projet sous régional d'appui à la Gestion Intégrée des Ressources Naturelles (AGIR)	Non	Union européenne	2001-05	Union européenne	1 500 000 EUR
Consolidation et application des expériences du PASP en matière de lutte contre les feux de brousse et leur large diffusion au plan national	Non	Programme Agro-sylvo-pastoral / Association pour la promotion du développement local (PASP-APRODEL)	2002-05	SNV	50 000 EUR

### KENYA\*

#### 1. Focal point institution

Name of focal point	National Environment Management Authority (NEMA)
Address including e-mail address	Kapiti Road off Mombasa Road, P. O. Box 67839-00200, Nairobi Tel:254-020-605522/3/56/7 E-mail: dgnema@swiftkenya.com
Country-specific websites relating to desertification	<a href="http://www.nema.go.ke">http://www.nema.go.ke</a>

#### 2. Status of NAP

Date of validation - February 2002	Ministry of Environment and Natural Resources
NAP review(s)	Internal reviews done annually
NAP has been integrated into the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP)	Yes, NAP concerns have been included in the PRSP and ERSW and EC strategies prepared in the country.
NAP has been integrated into the national development strategy	Yes, currently under way as in the ERSW and EC plan of implementation.
NAP implementation has started with or without the conclusions of partnership agreements	Yes
Expected NAP validation	Done. Date of validation - February 2002
Final draft of a NAP exists	Yes
Formulation of a draft NAP is under way	N/A
Basic guidelines for a NAP have been established	N/A
Process has only been initiated	N/A
Process has not yet started	N/A

\* The report of which this is a summary had not yet been submitted to the national validation workshop at the time this document was prepared.

## 3. Member of SRAP/RAP

Name of subregional and /or regional cooperation framework	Involvement specifically in the following areas
IGAD	i) Formulation of an IGAD hydrological cycles observation system
	ii) Pilot project on water harvesting in dry lands
	iii) An experts and Ministerial meeting held in Kampala in December 2001 to discuss constraints faced and initiate new partnership frameworks to enhance implementation of NAPs and SRAP
	iv) A project on conflict early warning and response mechanism network (CEWARN) under implementation addressing prevention, management and resolving of resource-induced conflicts
	v) Strengthening Drought Monitoring Centre (DMC) in Nairobi making it a specialized institution of IGAD
	vi) PUMA project under implementation to strengthen meteorological and hydrological services and DMC
	vii) Regional training workshop on operationalization of national development funds (NDFs) and IGAD held in Dec. 2003 that developed guidelines on access and management of the IGAD subregional support facilities (SSF)
	viii) Regional workshop on capacity building on monitoring and evaluation of programmes to combat desertification.
	ix) Subregional workshop on negotiation skills on resource use conflict resolution held in September 2004

## 4. Composition of the NCB

NEMA is the official Government NCB. It, however, involves Government departments, universities, NGOs and international organizations in steering implementation, and monitoring and evaluation of activities to combat desertification through a National Steering Committee composed of the following institutions:

Name of the institution	Government	NGO	Male/Female
Forest Department	X		Male
Kenya Meteorological Department	X		Male
University of Nairobi	X		Male
Kenya Forestry Research Institute (KEFRI)	X		Male
Indigenous Information Network (IIN)		X	Female
Kenya Agricultural Research Institute (KARI)	X		Male
Department of Resource Surveys and Remote Sensing (DRSRS)	X		Male
Ministry of Energy	X		Male
Ministry of Planning and National Development	X		Male
Intermediate Technology Development Group – East Africa (ITDG-EA)		X	Female
National Council of Science and Technology	X		Female
Ministry of Livestock and Fisheries Development	X		Male
Attorney General Chambers	X		Female
Ministry of Regional Development	X		Male
National Committee for Combating Desertification in Kenya		X	Male
Ministry of Agriculture	X		Male
Kenya Wildlife Service	X		Male
Community Development East Africa Group		X	Male
Ministry of Water Resources Management and Development	X		Male
Ministry of Environment and Natural Resources	X		Male
National Museums of Kenya	X		Male
Arid Lands Resources Management Project	X		Male
Capacity 21	X		Male
Non-Governmental Organization Coordination Council		X	Male
UNDP		X	Female

Name of the institution	Government	NGO	Male/Female
DDC		X	Male

**5. Total number of NGOs accredited to the process: Sixty-eight (68)**

The National Coordinating Committee on Combating Desertification in Kenya (NCCD-K) has been established	Sixty-eight NGOs participate in its activities
---	--

**6. Total number of Acts and laws passed relating to the UNCCD: One**

No.	Title of the law	Date of adoption
1.	Water Act 2002	Year 2002

**7. Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD**

No.	Official title of partnership	Donor(s), international organization(s), and/or agencies of the United Nations system involved	Date (of expected) conclusion
1.	Support to local community implementation of the National Action Programme (NAP) to combat desertification	UNDP	December 2004
2.	Support to the implementation of the integrated drylands development in the context of the UNCCD	UNDP/DDC and NORAD	2005
3.	Community initiatives to commemorate World Day to Combat Desertification	UNDP	Yearly event
4.	Farmer innovations and new technology options for food production, income generation and combating desertification – Farmer Field Schools (FFS)	UNDP and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)	2005
5.	Mainstreaming of NAP in the national development framework	Global Mechanism	December 2004
6.	Elaboration of the national report on the implementation of UNCCD	UNCCD secretariat	December 2004
7.	Understanding mechanisms of synergies among and between Multilateral Environment Agreements (MEAs)	Global Mechanism	December 2003

**8. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

No.	Name of consultative meeting	Date/year	Donor countries involved	International organizations or agencies of the UN system involved
1.	Environment sector donors meeting	1 October 2004	United States of America, United Kingdom, Denmark, Germany, the Netherlands	UNDP

**Name of the country that has taken over the role of *Chef de file*:** The Netherlands

## 9. Projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD

No.	Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP? (Yes/No)	Project implemented within the framework of ....	Time-frame	Partners involved	Overall budget
1.	Indigenous vegetation project	Yes	NAP	2002-2006	GEF/UNEP, Ministry of Environment and Natural Resources,	US\$ 10,000
2.	Cross-border project	Yes	NAP/ SRAP		Government of Kenya (GoK)/GEF	US\$ 15,000
3.	Implementation of the NAP to combat desertification	Yes	NAP	2004-2005	UNDP	US\$ 45,000
4.	Support to implementation of the integrated dry lands development	Yes	NAP	2003-2006	UNDP/DDC/ GoK/World Bank	US\$ 30,000
5.	World day on desertification	Yes	NAP	Yearly	GoK/UNDP/ Capacity 21 Project	US\$ 45,000 (since 2002)
6.	Farmer innovations and new technology options for food production, income generation and combating desertification – FFS	Yes	NAP	2000-2006	GoK/UNDP/ FAO	US\$ 525,000
7.	Forests and Rangelands Environmental Management Systems Programme (FORREMS)	Yes	NAP	2004-2006	GoK/United States Agency for International Development (USAID)/ Laikipia Wildlife Forum/Africa Wildlife Foundation	US\$ 17,500
8.	Drylands Forestry Research	Yes	NAP	2003-2004	GoK	US\$ 110,600
9.	Desert Margins Project (DMP)	Yes	NAP	2003-2008	GoK/GEF	US\$ 15,219,133
10.	Farm Forestry Research	Yes	NAP	2004-2005	GoK	US\$ 82,500
11.	Natural resource mapping and inventory in Adaptive Strategies for Sustainable Livelihoods in Arid and Semi-Arid Lands (ASALs)	Yes	NAP	2004 -2005	GoK	US\$ 1,300,000
12.	Acacia Operations Research	Yes	NAP	2003-2005	GoK/Italian Cooperation through FAO	US\$ 3,400,000
13.	Prosopis Management Research	Yes	NAP	2004-2005	GoK / FAO	US\$ 208,000

## LESOTHO

### 1. NFP institution

National focal point: Jane Malephane (Ms.)  
 Address: Ministry of Tourism, Environment and Culture  
 National Environment Secretariat  
 P.O. Box 10993  
 Maseru – 100 Lesotho  
 Tel: +266 22311767  
 Fax: +266 22311139  
 E-mail: lea@org.ls

There is no country-specific website relating to desertification.

### 2. Status of NAP

In 1996-1997 nationwide workshops were held to sensitize communities on desertification and the Convention. In 1998 from March 17–19 the first forum was held drawing participants from stakeholders in all the ten districts. The deliberations of that forum resulted in the formulation of the NAP.

The NAP was approved by the Cabinet in 2000. It has five programme areas:

Equity, Poverty Alleviation, Solidarity and Participation  
 Technical Measures to Alleviate the Pressure on the Natural Resources Base  
 Institutions, Organizations and Instrumentation  
 Knowledge Support, Learning and Communication  
 Drought Preparedness and Drought Relief Schemes

The PRSP has been finalized but the aspirations of the NAP have been realized in it.

The national development strategy (NDS) also indicates that the Government intends to reduce the amount of soil erosion by 50 per cent from 40 tons per hectare per year to 20 tons/ha/year by 2006 which is also what the NAP is striving to achieve.

The NAP was validated during the first forum in 1988 and is currently being enshrined into many national development strategies and also action plans of the Ministries of Forestry and Land Reclamation, Natural Resources and Tourism, Environment and Culture.

### 3. Member of SRAP/RAP

Lesotho is a member State of the Southern African Development Community (SADC) and the SRAP is one organ which Lesotho is well aware of, except that the restructuring process has clustered the former 21 sectors coordinated by member States (Lesotho-SADC-Environment and Land Management Sector (ELMS) and SADC WATER) into four Directorates.

Since the clustering there has not been much progress in terms of coordination of environmental issues and the SADC Environment Ministers are concerned, and are going to resolve this problem of stagnancy.

At country level the techniques relating to land rehabilitation have been, since 2002:

Activity	Achievement
1. Construction of gully stone structures	33,297.686m <sup>3</sup> silt traps
2. Construction of diversion furrows	36,875.12 m diversions
3. Stone lines	51,336.20 m stone lines
4. Grass sodding	An area of 29,567.13m <sup>3</sup> sodded with kikuyu
5. Infiltration ditches	200m ditches constructed
6. Fodder production	33.4ha put under <i>eragrostis curvula</i>

Activity	Achievement
7. Tree planting	1,2 million trees planted
8. Water tanks	138 water tanks
9. Pond excavation	1216.85m <sup>3</sup> earth removed
10. Desalting of dams	603m <sup>3</sup> silt removed

#### 4. Composition of NCB

The NCB was formed in 1996; it is renewed/reinstated annually, and the chairperson plays the role of being assistant NFP.

Name of institution	Composition		Name of individual	Male	Female
	Government	NGO			
1. National Environmental Secretariat (NES)	X		N.J. Malephane		X
2. National University		X	I. Yedebe	X	
3. Nat. Res. Meteorology	X		J. Mphethi		X
4. Soil and Water Conservation	X		S.M. Mabaso	X	
5. Agricultural Research	X		M. Mofubetsoana		X
6. Range Management	X		M. Marakabei		X
7. Forestry Division	X		N. Maile	X	
8. Ministry of Local Government	X		District Secretary, Maseru, Mafeteng and Mohale's Hoek		
9. Disaster Management	X		M. Mojaki		X
10. Transformation Resource Centre (TRC) Lesotho Youth Federation (LYF)		X	M. Seqhee, M. Mokutlulu	X	

#### 5. Total number of NGOs accredited to the process:

Only Council of the Lesotho Council of NGOs (LCN) is the NGO accredited to the process; there is no committee of NGOs relating to desertification.

#### 6. Total number of Acts and laws passed relating to the UNCCD

No laws relating specifically to the UNCCD except other laws such as Forestry Acts, Range Management Regulations and Environmental Act.

#### 7. Consultative process

Except UNDP, UNEP, IFAD and the UNCCD secretariat, there have not been meetings by the donor community with regard to UNCCD implementation in Lesotho. The *Chef de file* is also not formalized but UNDP can take the role.

#### 8. Projects

1. Environmental Management for Poverty Reduction (former NEYC) due to phase out in December 2004 - NAP.
2. National Computer Science Academy (NCSA), which is an 18-month project due to start in October with a budget of US\$ 200,000 from GEF/UNDP - NAP.

#### 9. Comments

In Lesotho the focal point institution is very weak; it needs to be strengthened with resources such as funding and this will lead to an increase in personnel and other supporting materials.

## MADAGASCAR

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
Adresse	BP : 3948, Antsahavola - Antananarivo (101) Tél. : 261 20 22 645 88 261 20 22 613 62 Fax : 261 20 22 304 88 261 20 22 419 19 E-mail: minenv@wanadoo mg / foretmin@wanadoo.mg
Site Web du pays relatif à la désertification :	La désertification n'a pas de site propre. Le site qui existe à Madagascar est celui du Programme Environnemental : www.pnae.mg

### 2. Etat d'avancement du PAN

Date de validation :	Validation au niveau du Gouvernement par le Décret 2003-199 du 11 mars 2003 portant approbation du PAN
Examen du PAN	- Forum de validation : 5 et 6 novembre 2001 - Date d'adoption : 11 mars 2003
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	Oui. L'élaboration du PAN a suivi le processus d'élaboration du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, qui a été adopté en mai 2003.
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Non
Une version finale d'un PAN existe	Oui

### 3. Participant à un programme d'action sous-régional ou régional

La situation géographique de Madagascar en tant qu'île constitue un facteur de blocage car les programmes d'action régionaux et/ou sous-régionaux actuels ont un caractère transfrontalier.

### 4. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme	Homme/ Femme
1 Vice-Primature chargé de Programme Economique	Public	Homme
2 Vice-Primature chargé de Programme Economique	Public	Homme
3 Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts	Public	Homme
4 Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Public	Femme
5 Ministère de l'Energie et des Mines	Public	Femme
6 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Public	Homme
7 Ministère chargé de la Décentralisation	Public	Homme
8 Ministère de la Population	Public	Femme
9 Commissariat Général pour le Développement Intégré du Sud CGDIS	Public	Homme
10 Office National pour l'Environnement	Société civile	Homme
11 Association Nationale d'Actions Environnementales	Société civile	Femme

### 5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus

Un Comité National de coordination d'ONG sur la désertification n'existe pas encore pour la raison qu'à Madagascar, il n'existe pas de structure organisationnelle formelle d'association d'ONG. Néanmoins, il existe un cadre de travail permettant aux ONG non seulement d'engager un processus participatif de consultation et de concertation, mais aussi d'entreprendre des activités relatives à la lutte contre la désertification en tant que prestataires de service.



6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention

Le Programme Environnemental II a recensé en 1999 plus de 500 textes législatifs et réglementaires relatifs à l'environnement, comprenant des lois et des décrets ainsi que les textes d'application respectifs. D'autres textes sont encore promulgués après ce recensement.

Parmi ces textes les cinq lois ou règlements les plus pertinents à cet égard sont :

Nom de la loi	Date d'adoption
1 Loi n°90-033 portant Charte de l'Environnement Malagasy et ses modificatifs	Décembre 1990
2 Loi 96-025 relative à la Gestion Locale Communautaire des Ressources Naturelles Renouvelables	Septembre 96
3 Loi 97-017 relative à la Législation Forestière	Juillet 97
4 Loi 98-029 portant Code de l'Eau	Janvier 99
5 Loi 2001-005 portant Code des Aires Protégées	Juillet 01

7. Processus de consultation

Le processus de consultation n'est pas encore enclenché ; toutefois, lors de la visite officielle du Mécanisme Mondial et du secrétariat de la Convention au mois de Mars 2004, le Mécanisme Mondial a décidé d'apporter un soutien financier pour mener ce processus (élaboration de programmes d'actions prioritaires issus des axes prioritaires du PAN et mobilisation de ressources auprès des partenaires) pour un montant de 70 000 US\$.

Et également lors de cette visite, les partenaires tant publics que de développement ont donné leur accord pour soutenir la mise en œuvre de la Convention ainsi que du PAN.

Madagascar n'a pas encore de chef de file, cette question pourra être discutée lors de la phase de mobilisation des ressources.

8. Projets en cours d'exécution directement ou indirectement liés à la Convention

Nom du Projet	Cadre d'exécution du Projet	Délai	Partenaires	Budget total
1 Projet de Soutien au Développement Rural	Développement Rural	2001-2007	Banque Mondiale	100 million US\$
2 Projet Micro Finances	Développement Rural	1999-2004	Banque Mondiale	20 millions US\$
3 Projet Alimentation en Eau de la région du Sud par la mise en place de pipe-line	Adduction d'eau	2003-2005	Gouvernement – Initiative pour les pays pauvres très endettés (IPPTE)	2 million US\$
4 Projet de Gestion Intégrée de la Terre et de l'Eau à Anjepy : Application des techniques agroécologiques pour la gestion et la restauration des ressources en terres et en eaux dans la commune rurale d'Anjepy	Initiative de gestion de la Terre et de l'Eau en Afrique	2002-2004	FEM-Banque Mondiale	200 000 US\$
5 Projet Système d'Alerte Précoce	Gestion des Catastrophes Naturelles	2002-2004 à relayer par le système d'information rurale de sécurité alimentaire	Union européenne	3 millions EUR
6 Projet Ala Maiky (Spiny Dry)	Protection de	10 ans	WWF	150 000

Nom du Projet	Cadre d'exécution du Projet	Délai	Partenaires	Budget total
	Forest)	l'environnement	(annuellement renouvelable)	US\$/An
7	Projet Reboisement Communal	Politique Forestière	Annuel	Gouvernement - IPPTE 275 000 US\$/An
8	Projet « Appui aux Communes et aux Organisations Rurales pour le Développement du Sud » ACORDS	Lutte contre la pauvreté	2004-2008	Union européenne 60 millions EUR
9	Projet mise en place de sites pilotes de protection et de valorisation de la diversité biologique	Protection de l'environnement	2002-2006	Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)/Agence française de développement (AFD) 1 283 620 EUR
10	Conservation et développement du Plateau Mahafaly	Protection de l'environnement	2002-2006	FFEM/AFD 900 000 EUR

## MALI

### 1. Centre de liaison

Il n'y a pas eu de changement dans le cadre institutionnel de l'ONC depuis le rapport précédent.

Nom du Centre	Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales (CIGQE)
Adresse, y compris adresse électronique	STP/CIGQE-MEA, Quartier du Fleuve BP 23 57 Tel: (223) 223 10 74 Fax: (223) 223 58 67 E-mail : stp@timbagga.com.ml
Site web du pays relatif à la désertification	Le Mali ne dispose pas de site Web en la matière. Il utilise celui du réseau Système d'information et de suivi de l'environnement sur internet (SISEI) : <a href="http://www.sisei.net/mali/">www.sisei.net/mali/</a>

### 2. Etat d'avancement du PAN

(Ces informations portent uniquement sur l'état d'avancement du programme dans le pays)

Date de validation du PAN	-
Examen du PAN	-
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté.	Oui. Les dispositions du PAN sont prises en compte au niveau du 2 <sup>ème</sup> axe du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) (Développement Humain Durable et Renforcement de l'accès aux services sociaux de base) et plus spécifiquement dans la Composante Amélioration du Cadre de Vie. Le CSLP a été adopté le 29 mai 2002.
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Certaines activités majeures retenues dans le cadre du PAN étaient en cours avant son élaboration : le projet d'appui à la foresterie du mali (1982), le projet de lutte contre l'ensablement des régions du Nord (1988), le projet de gestion des Ressources Naturelles (1993).
Date prévue de la validation du PAN	PAN validé en 1998
Une version finale d'un PAN existe	Oui

L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	-
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	-
Le processus a seulement été mis en route	-
Le processus n'a pas encore commencé	-

(-) NB : le tiret indique que les informations sont antérieures à avril 2002 et peuvent être retrouvées dans les rapports précédents qui sont postés sur le site Web de la CCD.

### 3. Participant à un programme d'action sous-régional ou régional

Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collectes d'eau, l'érosion du sol, etc.
1 CEDEAO/CILSS (PASR)	<p>Un certain nombre de programmes à caractère sous – régional et régional sont en cours. On peut citer les programmes suivants :</p> <p>Appui aux Capacités d'Adaptation du Sahel aux Changements Climatiques; Alerte Précoce et Prévision des Productions Agricoles au Sahel; Programme Régional Energie Domestique et Alternatives au Sahel (PREDAS) et Programme Régional Solaire Phase II ; Prévision Saisonnière en Afrique de l'Ouest (PRESAO); Projets Mali/Niger Tintelout et Mali/Mauritanie/Sénégal (zone de Tafacirga) financés par le CILSS.</p> <p>Les deux projets ci dessous sont en cours de négociation et le Mali a déjà soumis des requêtes ou des lettres d'endossement :</p> <p>Projet Appui aux Pays Sahéliens dans la Lutte Contre la Désertification à travers la Culture du Palmier Dattier et l'Emploi des Jeunes. Projet Gomme Arabique.</p>
2 ABN	Programme de lutte contre l'ensablement dans la vallée du fleuve Niger financé par le groupe BAD/FAD

### 4. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme/Femme
Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de Gestion des Questions Environnementales.	Oui	Non	19/1

### 5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus

La Coordination des ONG sur la désertification est assurée par le CCA ONG, qui joue le rôle de point focal du RIOD (Réseau International des ONG impliquées dans la lutte contre la Désertification) depuis 2003.	<p>Environ 200 ONG interviennent dans le domaine de la lutte contre la désertification (CCD). La situation sur le terrain fait ressortir que les ONG sont très dynamiques et mènent des actions à travers les projets de biodiversité (restauration des espèces végétales en voie de disparition) et de lutte contre la dégradation des terres. Toutefois, on constate que ces actions ne sont pas répertoriées et portées officiellement à la connaissance de l'ONC (STP/CIGQE).</p> <p>Comme mesure pour lever ces contraintes, le Secrétariat Technique Permanent (STP) envisage, dans le cadre d'un appui du Mécanisme Mondial et de la GTZ à travers respectivement le Projet d'Appui à la mise en œuvre des PAN/CLD (PAMOP) et le Projet d'Appui à la Politique Environnementale (PAPE), de redynamiser et de renforcer les cadres de concertation existants au niveau national en relation avec les coordinations des différentes ONG, organisation communautaires de base (OCB), la Société Civile et les Collectivités Locales et d'en créer au niveau décentralisé (région, cercle et communes). La présence du Réseau IP européen (RIPE) au niveau du STP devrait faciliter la capitalisation de toutes ces informations.</p>
---	--

**6. Nombre total de lois et de règlements adoptés sur la Convention**

Nom de la loi / règlement		Date d'adoption
1	Loi N°04-005 portant création du fonds d'aménagement et de protection des forêts et du fonds d'aménagement et de protection de la faune dans les domaines de l'Etat et son décret d'application n° 04-137(bis) du 27 avril 2004 fixant la répartition des recettes perçues à l'occasion de l'exploitation des domaines forestier et faunique de l'Etat	14 janvier 2004
2	Décret n°03-594/P-RM portant institution d'Etudes d'Impact sur l'Environnement	31 décembre 2003
3	Décret n°02-315/P-RM fixant les détails des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités Territoriales en matière d'hydraulique rurale et urbaine	4 juin 2002
4	Décret n°02-289/P-RM fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger	30 mai 2002
5	Décret n°02-245/P-RM portant création du Conseil Interministériel d'Aménagement du Territoire et du Comité National d'Aménagement du Territoire	13 mai 2002

**7. Nombre d'accords de partenariat qui ont été conclus ou sont mis en route dans le cadre de la Convention**

Nom officiel du partenariat		Donateur(s), Organisation(s) Internationale(s) ou Institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1	Subventions locales des activités de lutte contre la désertification	GTZ/STP-CIGQE	Janvier 2005
2	Petites subventions du Fonds pour l'Environnement Mondiale	Programme de petites subventions du Fonds pour l'Environnement Mondiale (PPS/FEM)	Décembre 2004
3	Suivi/évaluation des actions de formation des animateurs de radio	GTZ/STP-CIGQE	Janvier 2005
4	Partenariat entre l'Institut d'économie rurale (IER) et le STP pour la mise en place du réseau national de surveillance environnementale (RNSE)	Fonds de Solidarité Prioritaire de la Coopération française	Octobre 2004

**8. Liste de réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention**

Nom de la réunion consultative		Date/année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
1	Comité consultatif du CIGQE	août 2004	Allemagne	-
2	Réunion mensuelle entre les partenaires locaux du SISEI	de 2000 à nos jours	Mali	OSS, Union internationale des télécommunications (UIT), Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)
3	Réunion trimestrielle des Points Focaux et personnes ressources	de 2000 à nos jours	Allemagne, Mali	GTZ
4	Réunion sur la chartre informationnelle du SISEI	2 septembre 2004	Mali	OSS, UIT, UNITAR
5	Consultation annuelle bilatérale Allemagne/ Mali	2002 et 2003	Mali, Allemagne	GTZ
6	Organisation de la quinzaine de l'Environnement	de 1998 à nos jours	Mali, Allemagne	GTZ

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file :** Allemagne

**9. Projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention**

Noms du projet		Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un PASR ou d'un PAR (oui/non)	Projet exécuté dans le cadre de :	Délai	Partenaires	Budget total (million CFA)
1	Programme Environnemental d'Appui à la Lutte Contre la Désertification (PEALCD)	PAN Programme Information, Education, Communication (IEC) Programme Gestion des Ressources Naturelles (GRN)	Lutte contre la désertification et développement durable Education environnementale	2001 à 2006	FED	9 383
2	Projet d'Appui aux Services Agricoles et Organisations Paysannes (PASAOP)	PAN (Programme GRN)	Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités	2002 à 2004	Association Internationale de Développement (IDA), Gouvernement de la République du Mali (GRM), Pays-Bas	59 600
3	Programme National d'Infrastructure Rurale (PNIR)	PAN (Programme GRN)	Améliorer un développement durable à travers les infrastructures et équipements	1998 à 2005	IDA, Pays-Bas	97 510
4	Plan d'accompagnement de la généralisation de l'éducation environnementale au Mali (PAGEEM)	PAN (Programme IEC)	Education environnementale	2002 à 2004	Union européenne	1 207
5	Projet Gestion Végétation Autochtone (MLI98G32)	Régional	Conservation de la Biodiversité	2003 à 2007	Université OSLO, FEM, GRM, Bénéficiaires	2 986,35
6	Projet de conservation et de valorisation de la biodiversité et des éléphants du Gourma	PAN (Programme GRN)	Préserver les écosystèmes et la diversité biologique à travers un aménagement adéquat	2005 à 2010	FFEM / BM	15 445 dont 4 107 mobilisés
7	Projet Aire protégée transfrontalier Bafing-Falémé du programme AGIR	Sous-régional	Appuyer la gestion intégrée des ressources naturelles des bassins du Niger et de la Gambie	2001 à 2005	FED	1 311,91

Noms du projet		Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un PASR ou d'un PAR (oui/non)	Projet exécuté dans le cadre de :	Délai	Partenaires	Budget total (million CFA)
8	Appui à la mise en œuvre du plan d'aménagement de la réserve de biosphère de la boucle du Baoulé	PAN (Programme GRN)	Contribuer à la mise en œuvre du plan d'aménagement global de la réserve de la biosphère de la boucle du Baoulé	2002 à 2004	Fonds de solidarité prioritaire (FSP)/ 2000-130	154 450
9	Projet de gestion Durable des Forêts en 3 <sup>ème</sup> Région	PAN (Programme GRN)	Contribuer à la préservation des ressources forestières	1999 à 2004	AFD, FFEM	3 430
10	Projet de développement des zones lacustres (PDZL)	PAN (Programme GRN)	Amélioration des conditions de vie des populations	1997 à 2004	BOAD, FIDA, Fonds de survie belge (FSB)	12 119,40

## MAURITANIA

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Direction de l'Environnement
Adresse, y compris adresse électronique	BP : 170 Nouakchott Mauritanie Tel :222 5290115 Fax : 222 5292557/5258386 E-mail : dear@opt.mr
Site Web du pays relatif à la désertification	En cours de d'élaboration

### 2. État d'avancement du PAN

Date de validation : juillet 2002	Organisme ou niveau de l'État qui a validé le PAN : Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
Examen(s) du PAN : Oui	Date(s) : juillet 2002
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté : Oui	2002
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national : Oui	2002
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Non
Date prévue de la validation du PAN	Juillet 2002
Une version finale d'un PAN existe	Oui
L'élaboration d'un projet de PAN est en cours	En cours d'adoption par le Gouvernement
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont été élaborées	Oui
Le processus a seulement été mis en route	Oui
Le processus n'a pas encore commencé	Non

### 3. Participant à un programme d'action sous-régionale ou régionale

Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
1. <i>Land Degradation Assessment in Drylands (LADA)</i>	- Evaluation de la dégradation des terres
2. Programme régional de promotion des Énergies domestiques et alternatives au Sahel	- Enquête sur la consommation des ménages en énergie domestique
3. Conservation de la Diversité biologique par la Réhabilitation participative des sols dégradés dans les zones arides et semi-arides, transfrontalières de la Mauritanie et du Sénégal.	- Réhabilitation des terres dégradées - Protection des écosystèmes
4. Projet transfrontalier de lutte contre la désertification (Mauritanie, Sénégal et Mali)	- Lutte contre l'érosion - Disponibilité d'eau

### 4. Composition de l'ONC

Une équipe a constitué ce qui est communément appelé l'Unité de Coordination (UC). Cette unité composée du coordinateur, de 3 experts nationaux (un juriste, un sociologue et un forestier tous de sexe masculin). Depuis mars 1999, l'Unité de Coordination est institutionnellement rattachée au cabinet du ministre du développement rural et de l'environnement. Le financement des activités pour élaboration du PAN a été assuré par l'UNSO (298 000 US\$), le secrétariat de la CCD (23 000 US\$) et du CILSS (150 000 FF). Le gouvernement mauritanien assure le paiement des cadres et agents nationaux, ainsi que l'hébergement de l'UC et l'équipement utilisé par le projet d'appui institutionnel à la Direction de l'environnement et de l'aménagement rural (DEAR).

Nom de l'organisme	Organisme public	ONG	Homme/Femme
1. Groupe technique consultatif qui occupe de la mise en œuvre de la CCD	Direction de l'environnement (DENV) Direction de l'aménagement du territoire (DATAR) CONACIL	2 ONGs : GNAPE et REFESA	4/1

### 5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus

Un comité national de coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé? Dans l'affirmative, combien d'ONG ou d'organisations de la société civile y participent-elles?	Oui 142
---	------------

### 6. Nombre total de lois adoptées qui concernent la Convention:

Nom de la loi	Date d'adoption
1. Loi portant organisation de l'activité touristique	07/07/1996
2. Code de la Faune, de la Chasse et de la Protection de la Nature	20/01/1997
3. Code Forestier	20/01/1997
4. Loi Relative à la gestion participative des Oasis	19/07/1998
5. Code Minier	23/06/1999
6. Loi Relative au Parc National Du Banc D'Arguin	19/01/2000
7. Loi relative à la Protection des végétaux	26/07/2000
8. Code Pastoral	26/07/2000
9. Loi-cadre sur l'Environnement	26/07/2000

**7. Nombre d'accords de partenariat qui ont été conclus ou sont mis en route dans le cadre de la Convention**

Nom officiel du partenariat		Donateur(s), organisation(s) internationale(s) ou institutions des Nations Unies qui participent
1.	Elaboration du PAN	Gouvernement/PNUD/UNSO/CILSS
2.	Finalisation du PAN et sa mise en oeuvre	Gouvernement/Mecanisme Mondial

**8. Liste de réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention**

Nom de la réunion consultative		Date/année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
1.		2000	France (Coopération française) Espagne (Coopération espagnole) Allemagne (GTZ) Belgique	PNUD PAM

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file** : le pays n'a pas de chef de file officiellement désigné et c'est le PNUD qui joue ce rôle en attendant sa désignation

**9. Projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention**

Nom du projet		Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un programme d'action sous-régional ou d'un programme d'action régional (oui/non)	Projet exécuté dans le cadre de ...	Délai	Partenaires
1.	Réhabilitation de la Ceinture verte de Nouakchott	Non	Don	6 ans	Région Wallone de Belgique
2.	Programme de Développement Intégré de l'Agriculture Irriguée en Mauritanie	Non	Prêt	5 ans	BM
3.	Programme de Développement Rural communautaire	Non	Prêt	6 ans	BM
4.	Projet Développement Durable des Oasis	Non	Prêt	9 ans	FIDA, Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)
5.	Programme d'Elaboration de la Communication Initiale sur les Changements Climatiques	Non	Don	2 ans	GEF/PNUE



6.	Programme d'Elaboration de Stratégie et Plan d'Action dans le Cadre de la Conservation de la Biodiversité	Non	Don	5 ans	GEF/PNUE
7.	Programme d'énergie domestique au Sahel (PED Sahel)	Oui	Don	3 ans	GTZ, UE, CILSS
8.	Programme Régional de Promotion des Énergies Domestiques et Alternatives au Sahel	Oui	Don	5 ans	UE, CILSS

## MAURITIUS

### 1. Focal point institution

Name of UNCCD focal point	Seemadree Appanah Paupiah Conservator of Forests
Address	Botanical Garden Street Curepipe Tel. No 675 4966 (Direct) 6751746 Fax No. 6743449 E-mail: forest@intnet.mu
Country-specific websites relating to desertification	None

### 2. Status of NAP

Date of validation	Not validated
NAP reviews	None
NAP has been integrated into the PRSP	No
NAP has been integrated into the national development strategy	No
NAP implementation has started	No
Expected NAP validation	December 2005
Final draft of NAP exists	No
Formulation of draft NAP is under way	No
Basic guidelines for NAP have been established	No
Process has only been initiated	Yes
Process has not yet started	Yes, it has started

### 3. Member of SRAP/RAP

Mauritius is not yet a member of any subregional or regional action programmes.

### 4. Composition of the NCB

The NCB has not yet been established.

### 5. NGOs accredited to the process

No NGOs have as yet been accredited to the process. No NGO National Coordinating Committee has been created.

## 6. Acts and laws passed relating to UNCCD

Mauritius has several laws that relate to land degradation and sustainable land use, but no acts or laws that were specifically passed in direct relation to obligations under the UNCCD.

## 7. The consultative process

No partnership agreements have yet been initiated within the framework of the UNCCD. No consultative meetings have been held on UNCCD implementation.

## 8. Projects relating to the UNCCD

Two projects are currently under way that will explicitly build capacity for implementing the UNCCD.

Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/ SRAP/RAP?	Project implemented within the framework of...	Time-frame	Partners involved	Overall budget
1. PDFA – Capacity Building for Sustainable Land Management in Mauritius (including Rodrigues) – Project objective to develop a medium size project proposal	No (because they do not exist yet) but very much within the framework of implementation of the UNCCD	UNDP/GEF support	August to November 2004	UNDP/GEF	US\$ 45,000
2. NCSA (including an assessment of capacity needs for sustainable land management)	No, but the NCSA will assess capacity needs for three conventions including the UNCCD	UNEP/ GEF support	June 2003 to May 2005	UNEP/ GEF	US\$ 146,150

## MOROCCO

### 1. Centre de liaison (Point focal)

Nom du centre de liaison	Point focal national : M. Omar Askarn, Inspecteur général du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification E-mail: ces@athena.online.co.ma
Adresse, y compris adresse électronique	Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification B.P. 605, Rabat-Chellah, Maroc E-mail : ces@athena.online.co.ma Tél. : + 212 37 76 09 03 Fax : + 212 37 76 64 32
Sites Web du pays relatifs à la désertification	1. <a href="http://scid.madrpm.gov.ma:8080/sisei">http://scid.madrpm.gov.ma:8080/sisei</a> 2. <a href="http://www.pan.ma">www.pan.ma</a> 3. <a href="http://www.madrpm.gov.ma">http://www.madrpm.gov.ma</a> 4. <a href="http://www.eauxetforets.gov.ma">www.eauxetforets.gov.ma</a>

## 2. État d'avancement du PAN

Date de validation du PAN: 15 et 16 juin 2001	Organisme ou niveau de l'État qui a validé le PAN : forum national de validation.
Examen(s) du PAN :	Date(s) : examen du PAN au rythme de 2 à 3 réunions de l'ONC par an.
Le PAN a été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté	-
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	Pour la mise en œuvre de la stratégie de protection de l'environnement et de développement durable élaborée et adoptée en 1995, une série de programmes est mise en place ayant rapport avec la biodiversité, les changements climatiques et la lutte contre la désertification. le PAN est reconnu comme l'un des principaux programmes de mise en œuvre de la stratégie de développement durable du Maroc. L'intégration des préoccupations du PAN dans les plans de développements économique et social est amorcée au titre du plan actuel (2000/2004) et il est prévu qu'elle se poursuive pour les plans futurs.
<b>La mise en œuvre du PAN a commencé avec la conclusion d'accords de partenariat</b>	Pour la mise en œuvre du PAN, des partenariats ont été menés avec des partenaires, notamment, le MM, le PNUD, la RFA, l'Union européenne et l'OSS : le MM a appuyé le Maroc pour l'identification des projets prioritaires du PAN et leur soumission aux partenaires de développement, lors de la table ronde organisée le 28 septembre 2004. le PNUD apporte son appui à la mise en œuvre du PAN au niveau national et décentralisé par le biais du programme SAPAN du PAL-PDS. la RFA soutient les efforts d'opérationnalisation des instances de pilotage du PAN aux niveaux national et sub-national, en particulier dans la région pilote de Souss-Massa-Draâ, l'élaboration de projets locaux de développement (PLD). l'Union européenne et l'OSS concentrent leurs appuis dans les domaines de l'observation, de la surveillance et du suivi-évaluation de la désertification et des impacts du PAN.

## 3. Participant à un programme d'action sous-régional ou régional

Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
1. PAR africain	Dans le cadre du PAR, le Maroc a pris part aux activités relatives aux Réseaux de programme thématique 4 (TPN4) en octobre 2002 et TPN5 en mai 2004. Ces deux thématiques concernent la « cartographie, suivi écologique des ressources naturelles, systèmes d'alerte précoce (TPN4) » et « les énergies renouvelables et les technologies de l'environnement (TPN5) » se rapportent à des problématiques bien soulignées dans le PAN.
2. PASR maghrébin	Les activités menées à ce niveau ont rapport avec 4 projets, à savoir : (i) la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles dans les pays du Maghreb (projet de ceinture verte) ; (ii) l'aménagement des bassins versants des Oued Mellegue, du M'Soun et de l'Inaouen ; (iii) la réhabilitation et le développement des écosystèmes oasiens ; et (iv) la mise en place d'un réseau maghrébin de surveillance écologique à long terme.

## 4. Composition de l'ONC

Nom de l'organisme	Composition de l'ONC
1. Comité national de lutte contre la désertification	L'ONC est un organe où sont représentés : les institutions de l'Etat, les représentants des ONG (par le biais du réseau RIOD), de la société civile, les établissements scientifiques (d'enseignement et de recherche), le secteur privé. Certaines institutions ou ONG sont représentées par des femmes, mais sans quota fixé ou prévu à l'avance.

**5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus**

Un comité national de coordination d'ONG sur la désertification a-t-il été créé?	Un réseau des ONG opérant dans le domaine de la lutte contre la désertification est créé depuis 1998. Le réseau RIOD-Maroc est actuellement coordonné par l'ONG Environnement et Développement du Tiers-Monde (ENDA-Maghreb). Une cinquantaine d'ONG adhère à ce réseau.
--	--

**6. Nombre total de lois adoptées en ce qui concerne la Convention**

Depuis le rapport précédent trois nouvelles lois, ayant rapport avec la lutte contre la désertification, ont été promulguées, en l'occurrence :

Nom de la loi	Date d'adoption
1. Loi n°11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement.	12 mai 2003
2. Loi n°12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement.	12 mai 2003
3. Loi n°13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air.	12 mai 2003

**7. Nombre d'accords de partenariat qui ont été conclus ou sont mis en route dans le cadre de la Convention**

Nom officiel du partenariat	Donateur(s), organisation(s) internationale(s) ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1. Partenariats en cours : Ils concernent la RFA pour l'appui à la mise en œuvre du PAN (renforcement des instances de pilotage, exercices de formulation des projets de développement local), le PNUD dans le cadre d'un programme intitulé SAPAN, le MM dans le cadre d'un protocole financier visant «la mobilisation et l'implication des partenaires, le renforcement des capacités des ONG et l'identification des priorités du PAN», l'OSS pour la mise en place de dispositifs de suivi-évaluation du PAN et l'Espagne pour le financement du projet du PMVB de Semmar.	RFA, PNUD, MM, UE/OSS	fin 2005 pour le projet avec la RFA (1 <sup>ère</sup> phase). fin 2005 pour le SMAP-CE. fin 2005 pour le Sous-programme d'Appui au Programme d'Action National de LCD (SAPAN).
2. Partenariats futurs, en cours de préparation : Un processus de mobilisation des partenaires au développement du Maroc est engagé avec l'appui du MM depuis 2003. Un portefeuille constitué de 53 projets est identifié à l'issue de ce processus et a été soumis aux bailleurs de fonds lors d'une table ronde qui s'est tenue le 28 septembre 2004. Le processus est de nature à déboucher sur la conclusion de partenariats pour la mise en œuvre du PAN.	Représentants des ambassades, bailleurs de fonds et organisations des Nations Unies.	

**8. Liste de réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention**

Deux réunions consultatives importantes se sont déroulées en 2004 avec les bailleurs de fonds et les partenaires au développement du Maroc. Une rencontre en marge de la Journée Mondiale de lutte contre la désertification qui s'est tenue à Agadir (17 juin 2004) et de la table ronde du 28 septembre 2004.

Par ailleurs, d'autres réunions ont été organisées avec le réseau RIOD-Maroc en 2003 et 2004 consacrées à la présentation de son plan d'action en matière de lutte contre la désertification.

Nom de la réunion consultative		Date/année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
1.	Rencontre avec les partenaires au développement tenue en marge de la journée mondiale de LCD	18 juin 2004	Représentants des ambassades des pays partenaires	
2.	Table ronde des bailleurs de fonds	28 septembre 2004	Corée, Japon, Espagne, Belgique, Allemagne, France, Italie, ACDI/Canada, Portugal, Conseil Général de Seine-Saint-Denis/France	BM/Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), PNUD, FAO, BAD, FIDA, ONUDI, MM, OSS, IEPF, UMA, CE, BID, USAID

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file :** Deux chefs de files : le PNUD pour la coopération multilatérale et l'Allemagne pour la coopération bilatérale.

**9. Citez un maximum de 10 projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention**

Nom du projet		Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un programme d'action sous-régional ou d'un programme d'action régional	Projet exécuté dans le cadre de ...	Délai	Partenaires	Budget total*
1.	PAL-PDS, programme d'appui à la lutte contre la pauvreté rurale, la désertification et la sécheresse-sous programme du PAN	Lutte contre la pauvreté, la désertification et les effets de la sécheresse	-	2002-2005	PNUD	3,310 millions US\$
2.	SMAP-CE, projet de mise en place d'un système de suivi-évaluation du PAN	Suivi-évaluation du PAN	-	2003-2005	Union européenne et OSS	400,000 EUR
3.	Projet d'appui à la mise en œuvre du PAN	Appui à l'opérationnalisation de l'ONC	-	2003-2008	RFA	22,726 millions EUR
4.	DRI-PMH, projet de développement rural intégré, centré sur la petite et moyenne hydraulique	-	Stratégie de Développement rural	2001-2006	Banque Mondiale	2,270 millions DH
5.	DRI-MVB, projet de développement rural intégré, centré sur la mise en valeur Bour	-	Stratégie de Développement rural	2004-2009	Banque Mondiale	370 millions DH
6.	Projet de Conservation de la Biodiversité par la Transhumance dans le Haut Atlas (PCBTHA)	-	Stratégie de Développement des Parcours	2001-2008	FEM, PNUD, Partie Marocaine	9,756 millions US\$
7.	Projet d'aménagement et	-	Programme forestier	2002-2006	AFD, FFEM	214 millions

Nom du projet	Projet exécuté dans le cadre du PAN, d'un programme d'action sous-régional ou d'un programme d'action régional	Projet exécuté dans le cadre de ...	Délai	Partenaires	Budget total*	
	de développement concerté des massifs forestiers d'Ifrane		national		DH	
8.	Projet de développement rural participatif dans le Moyen Atlas Central (Khénifra)	-	Programme forestier national	2002-2006	Union européenne	210,20 millions DH
9.	Projet d'aménagement anti-érosif du bassin versant de Sidi Driss	-	Plan national d'aménagement des bassins versants	2002-2006	Union européenne	21,315 millions DH
10.	Projet GEF/BIRD de gestion des aires protégées.	-	Plan directeur des aires protégées	2002-2007	FEM	157 millions DH

Taux de changes approximatifs : 1 US\$ = 8,39 DH; 1 EUR = 11,09 DH

## MOZAMBIQUE

The objective of this third national report is to provide updated information relating to the implementation of the UNCCD in Mozambique. The first report was produced and submitted to the UNCCD secretariat in 2002. The preparation was characterized by a wide participation of the relevant sectors and individuals in Mozambique.

The report follows the format adopted by the relevant decisions of the COP and other bodies of the Convention. It addresses the existing strategies and policies relating to the subject, the process of implementation of the Convention, measures taken by the relevant sectors and the financial allocations to enable smooth implementation.

It must be emphasized that the main limitation for implementation is related to the fact that the NAP has not yet been approved by the Government of Mozambique. This fact may be limiting the donor community in providing the necessary financial resources. Nevertheless, significant numbers of activities were implemented, using Government means. As it is recognized that drought and desertification are important components of the PRS, all the sectors are implementing individual measures, particularly in the areas of agriculture and water resources. It is important to mention that, contrary to some African countries, Mozambique does not yet have desert. Severe droughts occur, however in the southern and central provinces of Maputo, Gaza, Inhambane, Sofala, Manica and Tete. The magnitude of the problem differs but Gaza and Inhambane appear to be the most affected.

The Government activities towards sustainable development of Mozambique are summarized in the Government programme approved in 2000 for the quinquennium 2000-2004. The main objective of the Government programme is poverty eradication in a situation of peace, stability and good governance. In order to realize this main objective the Action Plan to Combat Absolute Poverty (PARPA) was prepared and is under implementation. Complementary to PARPA several other sectorial and crosscutting policies, strategies and legislations were adopted, mainly in the areas of agriculture, water, environment, mining, tourism and disaster management.

In order to promote the participation of all interested and affected parties, several consultative committees were established. The following can be stressed: Poverty observatory, National Council for Sustainable Development, Rural Development Committee (RDC), Coordinating Committee for Disasters Management and specifically for the UNCCD, the NCB, hosted by the Ministry for Coordination of Environmental Affairs. Under the supervision of these bodies, several activities were conducted, particularly in the areas of biodiversity conservation, land degradation, food security, water management and disaster management. These activities have benefited from funding from the State Budget as well as external funding resulting from partnerships established with national and international entities. However, more funds are required to address the problems relating to drought in the country. The tables below give an overview of the most relevant aspects of the implementation of the UNCCD in Mozambique.

**1. Focal point institution**

Name of focal point	Ms. Lolita Hilário Fondo
Address including e-mail address	Ministry for Coordination of Environmental Affairs- Acordos de Lusaka Av. 2115 Tel: 258.1.466678 Fax: 258.1.465849 E-mail: lolita.hilario@micoa.gov.mz lolitahilario@hotmail.com
Country-specific websites relating to desertification	N/A

**2. Status of NAP**

Date of validation	Technical validation August 2002 - Ministry for Coordination of Environmental Affairs
NAP review	
NAP has been integrated into the poverty reduction strategy (PRS)	Currently under way
NAP has been integrated into the national development strategy	Currently under way
NAP implementation has started with or without the conclusion of partnership agreements	Yes
Expected NAP validation	2005
Final draft of NAP exists	Yes

**3. Member of SRAP/RAP**

Name of subregional and / or regional cooperation framework	Involvement specially in topics such as water harvesting techniques, soil erosion etc.
SADC	Land and Water Initiative - Formulation of a project on land and water conservation in the Limpopo River Basin Creation of the Southern Africa Fund for UNCCD implementation Formulation of a project on biodiversity conservation through the rehabilitation of degraded land involving SADC countries Soil erosion control Improvement of hydro-meteorological network at regional level

**4. Composition of the NCB**

Name of institution	Government	NGO	Male/Female
1 Ministry for Coordination of Environmental Affairs	X		Female
2 Ministry of Agriculture and Rural Development	X		Female
3 Ministry of Public Works and Housing - Water Affairs	X		Female
4 Ministry of Foreign Affairs and Cooperation - Disasters	X		Male
5 Ministry of Transport and Communications - Meteorology	X		Male
6 Ministry of Health	X		Female
Eduardo Mondlane University	X		Female
7 Coterra-Aro Juvenil		X	Male

**5. Total number of NGOs accredited to the process**

Aro-Juvenil was appointed as a national focal point for the UNCCD.	A committee of NGOs working on desertification – Committee for the Struggle Against Desertification and Mitigating the Effects of Floods and Droughts (COTERRA) – was created under the Aro-Juvenil leadership. The committee comprises a total of five NGOs. Apart from this, a number of national and international NGOs are also working in the environmental field where drought and desertification are part of their activities. The following national NGOs can be mentioned: Abiodes, Grupo de Trabalho Ambiental (GTA), Association for Rural Mozambican Women (AMRU), Forum Natureza em Perigo, Rural Association for Mutual Support (ORAM), Livaningo, Centro Terra Viva. The international ones are the following: International Institute for Agro-Forestry Research (ICRAF), IUCN, and Worldwide Fund for Nature (WWF).
--	---

**6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD: 7**

Title of the law	Date of adoption
Water Law	1991
Land Law	1997
Environment Law	1997
Mining Law	2002
Forestry and Wildlife Law	1999
Law on Calamities Management	2003
Regulation on Environmental Impact Assessment (EIA)/Revision	1998/2004
Regulation on Forests and Wildlife	2002

**7. Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD**

Official title of partnership	Donors, international organizations, and/or agencies of UN system involved	Date of (expected) conclusion
Pilot Project on Establishment of Environment Youth Organization in Mozambique	UNCCD, Venezuela and Italy	2004
Afforestation for the Purpose of Combating Desertification and Mitigating Climate Change -Carbon Sequestration	UNCCD, Italy	
National Capacity Self Assessment, for the implementation of the Rio Conventions in Mozambique	UNEP/GEF	2005
Sustainable land-use planning for integrated land and water management for disaster preparedness and vulnerability reduction in lower Limpopo Basin	UNCCD, WB, UN Habitat	2006
Netherlands Climate Change Studies Assistance Programme	Netherlands	2006
Poverty and Environment Synergies Among the Conventions	UNEP, Belgium, Norway	2007

Name of country which has taken the role of *Chef de file*: Portugal



**8. Name up to 10 projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD**

Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP	Project implemented within the framework of....	Time-frame	Partners involved	Overall budget
Youth Environmental Programme	NAP		2002-2004	Government, Italy, UNCCD, Venezuela	US\$ 1,000,000
Subregional Biodiversity Conservation through rehabilitation of degraded lands Mozambique, Zimbabwe, Zambia	SRAP		2004-2009	Governments of Mozambique, Zimbabwe, Zambia, GEF, Centre for International Cooperation on Development Oriented Agriculture (CIRAD), etc.	US\$ 12,185,269
Carbon Sequestration	NAP				US\$ 900,000
National Adaptation Programme of Action (NAPA)		UNFCCC		UNFCCC	US\$ 200,000
NCSA		Synergies among the conventions		GEF	US\$ 235,700
Poverty and Environment	NAP	NEPAD		Government, GEF, Belgium	US\$ 300,000
Biodiversity conservation in SADC		CBD		Government, IUCN Regional Office for Southern Africa (ROSA)	US\$ 54,000
Action plan for the reduction of the impact of drought		Agriculture Programme- Agricultural Sector Public Expenditure Programme (PROAGRI)		PROAGRI, FAO, USAID, ADB, EU, WFP, Action Aid Ireland, UNICEF, Private Sector etc.	US\$ 3,900,000

## NAMIBIA

**1. Focal point institution**

Name of focal point	Mr. Sem Shikongo
Address	Directorate of Environmental Affairs, Ministry of Environment and Tourism, Windhoek, Namibia
E-mail address	sts@dea.met.gov.na
Country-specific websites related to desertification	www.desertification.org

**2. Situation of NAP**

Date of validation 1994	Body/institution/government level which validated the NAP: Ministry of Environment and Tourism (MET)
NAP review	2002, 2003, 2004
NAP integrated into the poverty reduction strategy?	Environment, not the NAP <i>per se</i> , is currently being integrated into the National Poverty Reduction Plan
NAP integrated into the national development strategy?	NAP principles have been integrated into Vision 2030 and NDP2
NAP implementation started with or without the conclusions of partnership agreements?	Implementation started with partnership agreements with donor. In approximately 1996/97 an agreement was signed between MET and Ministry of Agriculture, Water and Rural Development (MAWRD)
Expected NAP validation?	Funding for Namibia's Programme to Combat Desertification (Napcod) has ended. The NAP will be continued through the forthcoming UNDP/GEF financed Country Partnership Programme. Elements of the NAP will be continued and integrated into the new project Strengthening the MET
Final draft of NAP exists?	Napcod has used a rolling planning approach Documentation exists but not as a single NAP
Formulation of a draft of a NAP is under way?	No, see above
Basic guidelines for a NAP established?	Yes
Process has only been initiated?	No, see above
Process has not yet started?	No, see above

**3. Member of SRAP/RAP**

Name of subregional and/or regional cooperation network	Involvement specifically in topics such as water harvesting techniques, soil erosion
1   SRAP established through SADC-ELMS	Involved in UNCCD implementation in SADC region.

**4. Composition of the NCB (Napcod's National Steering Committee)**

Name of institution	Government	NGO	Male/female
1   Ministry of Environment and Tourism	X		Male and female
2   Ministry of Agriculture, Water and Rural Development	X		Male
3   Ministry of Lands, Resettlement and Rehabilitation	X		Male
4   Ministry of Regional and Local Government and Housing	X		Male
5   Ministry of Foreign Affairs	X		Male
6   Ministry of Finance	X		Male
7   National Planning Commission	X		Male
8   University of Namibia	X		Female
9   Agronomic Board	X		Male
10   Gobabeb Training and Research Centre	X	X	Male
11   Desert Research Foundation of Namibia (DRFN)		X	Male and female
12   Namibian NGO Forum (Nangof)		X	Male and female
13   Namibian Agriculture Union (NAU)		X	Male
14   Namibian Development Trust (NDT)		X	Male
15   Namibian Economic Policy Research Unit (Nepu)		X	Male
16   Namibian Nature Foundation		X	Male and female
17   Namibian National Farmers Union		X	Male
18   German Technical Cooperation Agency (GTZ)	X		Male
19   Government of Finland	X		Female
20   UNDP	X		Female

Note 1: Participation of stakeholders in the Steering Committee was, in many cases, sporadic.

Note 2: Since the end of funding for Napcod in July 2004, the National Steering Committee has not met.

**5. Total number of NGOs accredited to the process: 8**

Has an NGO National Coordinating Committee on desertification been established; if yes, how many NGOs or civil society organizations participate in it?	Number of civil society organizations participating
No, only through the Steering Committee (NCB) as detailed above	Nangof, Namibia Nature Foundation (NNF), Nepru, Namibian Agriculture Union (NAU), Namibia National Farmers Union (NNFU), Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), Gobabeb Centre, Namibian Development Trust (NDT)

**6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD: 3**

Title of the law	Date of adoption
1 Communal Land Reform Act	2002
2 Agriculture (Commercial) Land Reform Act	1995
3 Forest Act	2001
4 Draft Water Resources Management Bill	Expected in 2004
5 Draft Environmental Management and Assessment Bill	Expected in 2005

**7. Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD**

Official title of partnership	Donor(s), international organization(s), and/or agencies of the UN system involved	Date of (expected) conclusion
1 MET/MAWRD Memorandum of Understanding		Ongoing
2 Support to Napcod	German Government BMZ/GTZ	1994 - 2004
3 Bush Encroachment Research, Monitoring and Management Project	Government of Finland	2001 - 2004
4 UNCCD	UNCCD	Ongoing

**8. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

Name of consultative meeting	Date/year	Donor countries involved	International organizations or agencies of the UN system involved
1 Steering Committee meetings; 4 or more times per year	1994 - 2004	Germany, Finland	UNDP
2 African Regional Preparatory CRIC meeting	July 2002	UNCCD, Namibia	UNCCD

Name of country which has taken over the role of *Chef de file*: Germany (*de facto*, not officially appointed)

**9. Name up to 10 projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD**

Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP (Yes/No)	Time-frame	Partners involved
1 Strengthening the MET	Yes	4 yrs	MET/BMZ/GTZ
2 Desert Margins Programme	Yes, reported to Steering Committee	5 yrs	MET/GEF, DRFN
3 Oshikoto Livestock Development Project	Yes, reported to Steering Committee	2 yrs	MAWRD/ EU, DRFN

4	Bush Encroachment, Monitoring and Management Project	Yes, reported to Steering Committee	3 yrs	MET/Finland
5	Summer Desertification Project	Yes, reported to Steering Committee	13 yrs	SIDA, DRFN
6	Renewable Energy and Energy Efficiency Capacity Building Project	Yes, reported to Steering Committee	3 yrs	DANIDA/ MME, DRFN
7	Kalahari Namib: Nossob Catchment	Yes, reported to Steering Committee	1 yr	MET/GEF, DRFN
8	Environmental Learning and Action in the Kuiseb	Yes, informed Steering Committee	3 yrs	MAWRD/ EU, DRFN
9	National Capacity Self Assessment	Yes, informed Steering Committee	2 yrs	MET/UNDP and consultants
10	Namibian Agricultural Support Services Programme (NASSP)	Yes	4 yrs	MAWRD and consultants
11	Community Based Natural Resource Management	Yes, reported to Steering Committee		MET, NNF, WWF
12	Support to Land Reform Process			Ministry of Lands, Resettlement and Rehabilitation (MLRR), MAWRD, BMZ/GTZ
13	Support for Upgrading of Gobabeb Centre	Yes	6 yrs	MET, BMZ/GTZ

## NIGER

### 1. Le centre de liaison

L'ONC tient lieu de centre de liaison, il dispose de site Web : [www.cnedd.net](http://www.cnedd.net)

E-mail: [biocnedd@intnet.ne](mailto:biocnedd@intnet.ne)

Boite Postale: 10 193 Niamey-Niger

Fax: (227) 72 29 81

Tel: (227) 72 25 59/ 72 42 64

### 2. État d'avancement du PAN

Paramètres	État actuel
Date de validation ?	Le PAN a été validé en septembre 2000 par un forum national qui a regroupé l'ensemble des acteurs des structures administratives, des autorités coutumières, des ONG et Associations de développement, du secteur privé, des syndicats et des partenaires bilatéraux et multilatéraux.
Examen( s) du PAN ?	Le PAN n'a pas fait l'objet d'une relecture depuis son adoption, mais le processus est en cours avec la préparation de la consultation sectorielle sur l'environnement et la LCD prévue en 2005.
Le PAN a t il été intégré dans la stratégie de réduction de la pauvreté ?	Le Niger a élaboré et adopté officiellement la stratégie de réduction de la pauvreté en 2002 ; elle constitue le cadre de référence national en matière de développement économique et social. L'insuffisance de la prise en compte de certaines activités du secteur rural a été réparée par l'élaboration et l'adoption en 2003 de la Stratégie de Développement Rural (SDR), dont le PAN constitue l'une des principales composantes. La SDR fait partie intégrante de la SRP et complète celle-ci.
Le PAN a t-il été intégré dans la stratégie de développement national?	La stratégie de réduction de la pauvreté tient lieu de stratégie de développement national.
La mise en oeuvre du PAN a t-elle commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat ?	La mise en œuvre du PAN, document consensuel, a commencé avec la conclusion d'accords de partenariat entre les différents acteurs nationaux. Concernant les partenaires bilatéraux et multilatéraux, des accords sont signés avec certains d'entre eux, notamment le PNUD, le FIDA, la Coopération italienne et le secrétariat de la

	CCD. L'organisation de la consultation sectorielle sur l'environnement et la LCD balisera davantage ces accords.
Date prévue de la validation du PAN ?	Le PAN a déjà été validé en septembre 2000
Une version finale d'un PAN existe-t-elle ?	Oui, il existe une version finale du PAN qui a fait l'objet d'une large diffusion
L'élaboration d'un projet de PAN est-elle en cours ?	Le PAN a déjà été élaboré
Des lignes directrices de base relatives à un PAN ont-elles été élaborées ?	Le PAN a déjà été élaboré
Le processus a-t-il seulement été mis en route ?	Le PAN a déjà été élaboré
Le processus n'a-t-il pas encore commencé ?	Le PAN a déjà été élaboré

### 3. Participation à un programme d'action sous-régional ou régional

Le tableau ci-dessous donne les cadres de coopération sous-régional ou régional auxquels le Niger a adhéré. Chaque cadre de coopération se fait à travers un projet qui vise les activités définies dans le tableau ci-après :

Nom du cadre de coopération sous-régional ou régional	Participation à des activités relatives à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
1 Commission Mixte Nigéro-Nigérienne de Coopération :	Projet Gestion Intégré des Écosystèmes des bassins versants partagés entre le Niger et le Nigeria ; Financement FEM : Les activités visées sont la protection des bassins versants contre les différentes formes d'érosion et pour la conservation des eaux et de la diversité biologique.
2 Commission du Bassin du Lac Tchad :	Projet Inversion des tendances à la dégradation des eaux et des terres dans le bassin du Lac Tchad ; Financement FEM : les activités du projet visent la protection des bassins versants du Lac Tchad contre les différentes formes d'érosion et pour la conservation des eaux.
3 Autorité du Bassin du Niger :	Projet Inversion des tendances à la dégradation des eaux et des terres dans le bassin du fleuve Niger ; Financement FEM : Les activités visent la conservation des eaux et la protection des bassins versants du Fleuve Niger contre les différentes formes d'érosion.
4 Autorité du Bassin du Niger :	Programme de lutte contre l'ensablement du Fleuve Niger; Financement BAD : les activités participent à la conservation des eaux et à la protection des bassins versants du Fleuve Niger contre les différentes formes d'érosion.
5 FAO :	Projet Régional « Opération Acacia » Financement Coopération italienne dont les activités contribuent à la protection des terres et à l'amélioration des revenus des populations à travers la production de la gomme arabique
6 CILSS/Italie :	Projet de Lutte Contre la Désertification pour la réduction de la Pauvreté, Financement Coopération italienne ( Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal), les activités visent la protection des terres et l'amélioration des revenus des populations à travers des activités génératrices de revenus (AGR)
7 ONUDI :	Projet de renforcement de la conservation de la Biodiversité et de l'utilisation durable des plantes médicinales, aromatiques et pesticides par la gestion intégrée de la dégradation de terres; Financement FEM (Guinée, Niger, Nigeria et Sierra Léone) dont les activités participent à la protection des terres et à la conservation de la diversité biologique
8 CILSS/France	Initiative régionale Environnement Mondial et lutte contre la désertification

D'autres programmes d'action sous-régional ou régional sont en cours d'élaboration dans le cadre du NEPAD et de la CEN-SAD entre autres.

#### 4. L'ONC

Le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD), l'ONC, est un service public, doté d'un Secrétariat Exécutif. Ledit secrétariat est composé d'un groupe multidisciplinaire de neuf (9) cadres supérieurs nationaux de la Fonction Publique, dont trois (3) femmes. Le Secrétariat Exécutif est doté de trois Unités Techniques et de deux Cellules. Il est appuyé par sept (7) Commissions Techniques dont celle du PAN/LCD-GRN chargée de l'appuyer dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de lutte contre la Désertification. Cette commission est composée de 68 membres dont 25 représentants des collectifs d'ONG et Associations de développement, 15 représentants des institutions de recherche, de formation, des syndicats et du secteur privé et 28 membres provenant des Ministères techniques concernés.

Conformément à l'arrêté créant la Commission Technique PAN/LCD-GRN, le poste de deuxième vice-président revient à une ONG intervenant dans le domaine de la lutte contre la désertification. Les femmes représentent environ 20% de l'effectif des membres de la commission.

#### 5. Nombre total d'ONG accréditées

Au Niger, à l'instar des autres pays ayant ratifié la convention de lutte contre la désertification, un comité national de coordination d'ONG sur la désertification (CNCOD) a été créé le 6 septembre 1997 et plus de deux cent cinquante (250) ONG et associations nigériennes travaillant dans le domaine de la lutte contre la désertification y participent.

A l'heure actuelle, onze (11) ONG nigériennes sont accréditées auprès du secrétariat de la Convention. En ce qui concerne le processus PAN Niger, l'ensemble des ONG/Associations de Développement intervenant dans la lutte contre la désertification sont parties prenantes.

#### 6. Nombre total de lois/ordonnances adoptées

Le nombre total de lois/ordonnances adoptées en ce qui concerne la Convention est de 16, les cinq lois/ordonnances les plus pertinentes sont données dans le tableau ci-dessous.

Nom de la loi/ordonnance	Date d'adoption
1. la loi N° 2004-040 portant régime forestier ;	8 juin 2004
2. la loi N° 98-56 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement	29 décembre 1998
3. l'Ordonnance N° 97-01 portant institutionnalisation des études d'impact sur l'environnement	10 janvier 1997
4. l'Ordonnance N° 93-015 fixant les principes d'orientation du code rural	2 mars 1993
5. l'Ordonnance N° 92-030, portant adoption des principes directeurs d'une politique de développement rural pour le Niger	8 juillet 1992

#### 7. Processus de consultation

Le tableau ci-dessous donne le nombre d'accords de partenariat qui ont été conclus ou mis en route dans le cadre de la Convention.

Nom officiel du partenariat	Donateur(s), organisation(s) internationale(s) ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1   Partenariat des pays pilotes sur la gestion durable des terres	FEM	En attente
2   CILSS-Italie: Lutte contre la désertification pour la réduction de la pauvreté au Sahel	Italie	2007
3   Initiative Italie – Afrique	Financement italien	En attente
4   Monaco-Niger : Chantiers de récupération des terres, de fixation des dunes et de protection des berges du Telwa	Principauté de Monaco	2005

### 8. Différentes réunions consultatives sur la mise en oeuvre de la CCD

La liste des réunions consultatives sur la mise en oeuvre de la Convention est donnée dans le tableau ci-dessous

Nom de la réunion consultative		Date/année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
1	Table ronde sur la SRP,	2003	Tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux.	PNUD
2	Consultation sectorielle sur l'environnement et la LCD	2005	Italie, France	PNUD Direction de la Coopération et du Développement (DDC)

Dans le cadre du processus de la consultation sectorielle sur l'environnement et de la lutte contre la désertification, l'Italie joue le rôle de chef de file. Les négociations pour la désignation d'un chef de file pour chaque région du pays sont en cours. Le PNUD joue le rôle de chef de file pour l'organisation des tables rondes et des consultations sectorielles.

### 9. Projets en cours d'exécution

Les dix projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Nom du projet		Projet exécuté dans le cadre du PAN-LCD / GRN (oui/ non):	Projet exécuté dans d'autres cadres	Délai	Partenaires	Budget total
1	Projet envahissement des cuvettes par apport éolien : processus, impacts et moyens de lutte	oui		2003-2007	Coopération belge	354 030 EUR
2	Projet Initiative Terre et Eau en Afrique Phase pilote	oui		2004-2005	CCD-BM	257 809 000 FCFA
3	Projet Aménagement des Forêts naturelles	oui		2000-2005	BAD	7 790 500 000 FCFA
4	Projet de Renforcement Institutionnel du PAN	oui		2002-2004	Italie	800 000 000 FCFA
5	Projet corps des jeunes	oui	lutte contre la pauvreté	2003-2005	CCD/ PNUD	450 000 US\$
6	Programme Spécial du Président de la République du Niger	oui	insertion des jeunes, lutte contre la pauvreté	2001-2004	Initiative PPTTE	35 000 000 000 FCFA
7	Programme cadre de lutte contre la pauvreté, 2 <sup>ème</sup> phase	oui	lutte contre la pauvreté	2004-2007	PNUD	4 000 000 US\$
8	Programme d'Actions Communautaires	oui	lutte contre la pauvreté	2004-2008	BM, FEM	39 000 000 US\$
9	Programme Forestier National	oui		2004-2006	FAO	182 950 000 FCFA
10	Projet de lutte contre l'Ensablement du Bassin Versant du Fleuve Niger	oui		2004-2008	ABN, BAD	4 820 476 000 FCFA

**NIGERIA****1. Focal point institution**

Federal Ministry of Environment, Drought and Desertification Amelioration Department, Abuja, Nigeria

Name of Focal Point	Dr. Bukar Hassan
Address including e-mail address	Department of Drought and Desertification Amelioration, Environment House, Independence Way (South), Federal Ministry of Environment, Abuja, Nigeria bukar_hassan@yahoo.co.uk
Country-specific websites relating to desertification	Nil

**2. Status of NAP**

Date of validation of NAP: December 2000	Federal Executive Council, NCB, Representatives of relevant local, State and Federal Governments, NGOs, CBOs and other stakeholders
NAP reviews (dates?)	Not yet
NAP has been integrated into the Poverty Reduction Strategy (PRS)	Currently under way
NAP has been integrated into national development strategy	Currently under way
NAP implementation started with or without the conclusion of Partnership agreements	Yes
Expected NAP validation	Validated in 2000
Final draft of a NAP exists	Yes

**3. Member of SRAP/RAP**

Name of subregional and/or regional cooperation framework	Involvement specifically in topics such as water harvesting techniques, soil erosion etc.
1. Subregional Action Programme for West Africa	All eight thematic areas
2. RAP	All TPNs

**4. Composition of the NCB**

Name of institution	Government	NGO	Male / Female
1. Federal Ministry of Environment	X		Male
2. Federal Ministry of Agriculture and Rural Development	X		Male
3. Federal Ministry of Water Resources	X		Male
4. National Planning Commission	X		Female
5. Federal Ministry of Women's Affairs	X		Female
6. Ecological Funds Office	X		Male
7. Federal Ministry of Finance	X		Male
8. Energy Commission of Nigeria	X		Male
9. Centre of Arid Zone Studies, University of Maiduguri	X		Male
10. State Ministries Responsible for Combating Drought and Desertification in the 11 Affected States	X		Males / Females
11. Nigerian Environment Study/Action Team		X	Male
12. Nature Trust International		X	Male
13. Sahel Conservation		X	Male



**5. Total number of NGOs accredited to the process:** Four

Has an NGO National Coordinating Committee on Desertification been established? If yes, how many NGOs or civil society organizations participate in it?	No
--	----

**6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD:** Seven

No.	Title of the law	Date of adoption
1.	Land Use Act	1978
2.	National Water Resources Act	1993
3.	National Forestry Act	Before National Assembly for review
4.	National Parks Service Act	1991
5.	Endangered Species (CITES) Act	1985

**7. Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD**

No.	Official title of partnership	Donors, international organizations and/or agencies of the United Nations system involved	Date of expected conclusion
1.	Nigeria-Niger Joint Commission for Cooperation	Nigeria and Niger Republic	1972
2.	Niger Basin Act	ADB, Canadian International Development Agency (CIDA), French Government.	1980
3.	Lake Chad Basin Commission	UNEP, UNDP, World Bank	

**8. Consultative meetings on UNCCD implementation**

No.	Name of Consultative Meeting	Date/Year	Donor countries involved	International organization or United Nations agency involved
1.	NCB meeting to validate priority projects developed from NAP	2002 – 2003		Commonwealth Secretariat
2.	Nigeria/Niger Transboundary Management Project consultative meetings	2001 – 2003 (Several)	Several	WB, UNDP, UNEP, FAO, AGRHYMET, IFAD
3.	International seminar on drought and desertification	April 2001	-	-
4.	National sensitization seminar on drought and desertification	May 2004	-	-
5.	Stakeholders' meeting on the development of National Policy on Drought and Desertification and Drought Preparedness Strategy	December 2004	-	UNDP

**9. Projects under Implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD**

No.	Name of Project	Project implemented within the framework of NAP or SRAP or RAP?	Time-frame	Partnership Involved	Overall budget
1.	Nigeria/Niger Transboundary Management Project	NAP and SRAP/WA	8 years	GEF, UNEP, UNDP, GM of UNCCD etc. as well as Nigeria and Niger	US\$ 34,000,000
2.	Assessment of Desertification in Nigeria	NAP	2 years	-	US\$ 42,000
3.	Establishment of Drought Early Warning System	NAP	2 years	-	US\$ 65,000
4.	Rangeland Management	NAP	3 years	-	US\$ 3,100,000
5.	Model Village Project	NAP	3 years	-	US\$ 4,000,000
6.	Sand Dune Fixation Projects	NAP	5 years	-	US\$ 3,100,000
7.	Establishment of Community Forest / Woodlots	NAP	5 years	-	US\$ 36,000
8.	Greenbelt and Afforestation Establishment	NAP	12 years	-	US\$ 3,600,000
9.	Oasis Management Project	NAP	3 years +	-	US\$ 35,000
10.	Enhancing Conservation and Rational Utilization of Medicinal, Aromatic and Pesticidal Plants Through Sustainable Land Conservation	SRAP/WA	3 years	United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)/ UNEP/GEF	
11.	JWL (Joint Wetlands Livelihoods)	NAP	6 years	DFID	US\$ 6,500,000

**SENEGAL**

Le Sénégal, en dépit de sa proximité du milieu marin qui tend à atténuer son caractère sahélien, subit une sécheresse persistante résultant de la baisse généralisée de la pluviométrie. Cette détérioration du climat exacerbée par des actions anthropiques affecte négativement les ressources naturelles et risque de compromettre les bases même d'un développement durable.

Quoique importantes, les mesures prises par le Gouvernement du Sénégal en vue d'infléchir la tendance lourde, n'ont pas permis de contenir la pression exercée sur les ressources naturelles. Face à cette situation, le Sénégal, en tant que pays touché Partie de la CCD, s'est attelé pendant trois années à élaborer l'instrument principal de mise en œuvre de la Convention qu'est le PAN.

C'est ainsi que, sous l'égide du Conseil Supérieur des Ressources naturelles et de l'Environnement (CONSERE), mis en place par le décret N°93-885 du 4 août 1993, l'ONC, ont été organisées des consultations nationales et

décentralisées pour garantir l'implication effective de l'ensemble des acteurs intervenant aux niveaux régional et local, consultations aboutissant à la formulation, à la finalisation et à la validation du programme d'action en 1997.

C'est ainsi qu'il a été retenu que le programme d'action prioritaire, identifié en même temps que le PAN, constituera la phase pilote de la mise en œuvre de ce dernier. Le lancement de la mise en œuvre d'une phase test de la phase pilote a été effectué en 2000 grâce à un financement du Mécanisme Mondial.

L'articulation du PAN avec les stratégies nationales sectorielles est effective avec cependant des limites liées notamment à:

- la faible traduction des priorités environnementales dans les budgets nationaux ;
- l'absence de coordination et d'harmonisation entre les différentes conventions relatives à l'environnement;
- les difficultés des structures en charge de la gestion environnementale à coordonner les différentes interventions en matière de ressources naturelles;
- l'absence d'une grille d'indicateurs spécifiques de suivi-évaluation des activités.

Les mesures prises pour opérationnaliser le PAN sont d'ordre structurant et opérationnel. Les mesures structurantes concernent les textes de lois et règlements adoptés ainsi que la mise en œuvre des politiques de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (GNRE) d'une part et d'autre part du cadre institutionnel.

Les principaux instruments juridiques mis en place par le Gouvernement sont de deux ordres : (i) les textes relatifs à la tenure foncière et (ii) les textes sectoriels (cf. les principaux dans le tableau ci-dessous).

Nom de la loi		Date d'adoption
1.	Le nouveau code minier promulgué en 2003 et dont le décret d'application est entré en vigueur en 2004	2003
2.	le code forestier promulgué par la loi 98-03	1998
3.	le code de l'environnement promulgué par la loi 2001-01	2001
4.	le code de l'eau promulgué par la loi 81-13	1981
5.	le code de la chasse et de la gestion de la faune promulgué par la loi 86-04	1984

Le cadre institutionnel tel qu'il fonctionne actuellement comprend :

- des structures centrales qui ont pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les domaines relevant des politiques nationales en matière de GRNE ;
- des structures ad hoc de pilotage, mises en place selon les besoins et de manière temporaire pour coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de plans, programmes et stratégies relatifs à l'environnement. Toutefois, leurs missions et compétences doivent être étroitement articulées à celles des structures techniques pérennes de l'Administration ;
- des structures décentralisées constituées par les collectivités locales (Régions, Communes, Communauté Rurale) ;
- des institutions non gouvernementales actives dans la GRNE (ONG, Fondations, Associations, Secteur privé, etc.) ;
- des institutions de formation /recherche, bureaux d'études et autres prestataires de services dans le secteur de la GRNE ;
- les organismes de coopération (au niveau bilatéral et multilatéral) actifs dans la GRNE.

S'agissant des mesures opérationnelles, l'Etat a focalisé l'ensemble de ses interventions sur les mesures correctives (53% de l'ensemble des activités) et sur les mesures d'accompagnement.

C'est ainsi qu'avec l'aide de ses partenaires au développement, il a eu à injecter près de 15 milliards de FCFA/an depuis 1992 soit un niveau d'effort trois fois supérieur à ce qui prévalait avant.

De ce qui précède, on constate que malgré ces efforts appréciables, la désertification et son corollaire (la pauvreté) gagnent du terrain.

Face à ce constat, une analyse de l'existant a été faite et a montré que toutes les activités de lutte contre la désertification qui étaient prévues dans le PAN ont été prises en compte. Cependant, le niveau de prise en charge a été très faible. En effet, seuls 3% des activités ont connu un niveau de réalisation jugé « assez bon » contre 40% de niveau « moyen » et 57% de niveau « faible ». Il est également ressorti de l'analyse que les niveaux jugés « assez bons » ont été l'œuvre combinée des projets publics et de la société civile.

A titre d'illustration, le tableau ci-dessous donne une liste de projets pour montrer l'effort des décideurs.

Nom du Projet	Projet exécuté dans cadre sous-régional	Projet exécuté dans le cadre national	Délais	Partenaires	Budget
Projet agro-forestier de Diourbel de lutte contre la désertification	Non	Oui	1999-2004	FIDA, BOAD	8,6 milliards FCFA
Projet d'Aménagement et de Développement Villageois	Non	Oui	2001-2008	FIDA, BOAD	7,6 milliards FCFA
Projet de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution	Non	Oui	1998-2005	BM/IDA	19,9 millions US\$
AGIR GRN Bassins versants	Oui	Oui		Union européenne	2,8 milliards FCFA
Projet de Reboisement des Zones du Littoral	Non	Oui	2001-2010	Agence japonaise de coopération internationale (JICA)	10 milliards FCFA
Projet de Conservation de la diversité biologique par la réhabilitation des sols dégradés dans les zones arides et semi-arides transfrontalières de la Mauritanie et du Sénégal	Oui	Oui	2001-2005	FEM + les Gouv.	14 millions US\$
CDSMT	Non	Oui	2005-2007	Pays Bas + Sénégal	19,5 milliards FCFA
Projet ceinture verte	Non	Oui	1998-2004	Budget de l'Etat	46,5 millions
Projet transfrontalier de Ballou	Oui	Oui	2004	CILSS	16 millions FCFA
Projet de gestion des terres dégradées dans le Bassin arachidier	Non	Oui	2005-	Etat et partenaires et FEM	3 millions US\$
Projet de boisement villageois	Non	Oui	2004 -	Pays Bas et Sénégal	
Fonds Italie/CILSS de lutte contre la désertification pour la réduction de la pauvreté	Oui	Oui	2004-2006	Coopération italienne et Coopération décentralisée et Sénégal	2 500 000 000 FCFA
Projet « gommés et	Oui	Oui	2004-2005	Coopération	

Nom du Projet	Projet exécuté dans cadre sous-régional	Projet exécuté dans le cadre national	Délais	Partenaires	Budget
résines »				italienne et Sénégal	
Projet villages fruitiers	Non	Oui	2004 -	Sénégal	500 millions FCFA pour l'année 2004 et 300 millions F. CFA pour l'année 2005

Sur cette base, il a été procédé à la détermination des limites des mesures institutionnelles, juridiques et opérationnelles qui ont été prises. Au plan institutionnel, il est ressorti que l'ONC mis en place manque radicalement de moyens financiers et humains pour mener à bien sa mission. Sur le plan juridique, les textes mis en vigueur se révèlent souvent inadaptés au contexte actuel et/ou insuffisants pour une prise en charge de tous les problèmes qui se posent.

Au niveau opérationnel les limites sont, entre autres, le manque de moyens financiers, l'insuffisance de synergie des intervenants sur le terrain, etc. Ce qui a conduit à un déficit en matière de lutte contre la désertification. L'analyse a montré que le déficit pouvait être scindé en deux : (i) un déficit transversal touchant toutes les zones éco-géographiques et (ii) un déficit spécifique à chaque zone éco-géographique.

Le déficit transversal concerne onze catégories d'activités (structurantes et opérationnelles) : (i) la foresterie ; (ii) la lutte contre la baisse de la fertilité des sols ; (iii) la rétention des eaux de ruissellement ; (iv) le renforcement des capacités ; (v) les activités socio-économiques ; (vi) l'amélioration du cadre institutionnel et politique ; (vii) la mise en place d'un mécanisme de financement durable ; (viii) la mise en place d'un cadre et d'un mécanisme de partenariat ; (ix) l'élaboration d'un système de suivi-évaluation ; (x) l'intensification agricole et (xi) la conservation de la biodiversité.

Le déficit spécifique concerne des catégories d'activités opérationnelles pour chaque zone éco-géographique (ex : la recharge de la nappe phréatique et la réhabilitation des zones d'exploitation minières dans la zone des Niayes).

L'analyse a également montré que les opportunités de prise en charge du déficit existaient avec l'articulation des instruments de synergie entre la lutte contre la désertification et les autres cadres stratégiques nationaux que sont : (i) la lutte contre la pauvreté ; (ii) les stratégies sectorielles ; (iii) les financements décentralisés, (iv) les conventions dites de la « génération de Rio » et (v) la mise en place d'un fonds national pour la LCD.

## SEYCHELLES

### 1. Focal point institution

Name of focal point	Mr. Didier Dogley
Address including e-mail address	National Botanical Garden Mont Fleuri P.O. Box 445 Fax number: (++248) 22 55 98 Email: d.dogley@env.gov.sc or didierD21@hotmail.com
Country-specific websites relating to desertification and land degradation	<a href="http://www.env.gov.sc">http://www.env.gov.sc</a>

### 2. Status of NAP

Seychelles has not yet prepared its NAP. It is currently preparing a project under the least-developed countries (LDCs) and Small Island Developing States (SIDSs) Targeted Portfolio Approach for Capacity Development and Mainstreaming of Sustainable Land Management for submission to the GEF to seek funding under the GEF operational programme OP 15. This extra funding will enable Seychelles to prepare its NAP.

**3. Member of SRAP/RAP**

Name of subregional and/or regional cooperation framework		Involvement specifically in topics such as water harvesting techniques, soil erosion etc.
1.	SADC	Sustainable Management and Development of Arid and semi-Arid Region of Southern Africa (SIMDAS), Integrated Research Project on Land-water -Ecosystem Management; funded by UNESCO and managed by the University of Botswana (HOORC)
2.	Indian Ocean Commission	Coastal and watershed Management Project Proposal. It is still in the drafting stage.

**4. Composition of NCB**

Name of institution	Government	NGO	Private sector	Gender
1. Department of Natural Resources	X			Male
2. Department of Environment (Forestry)	X			Male
3. Department of Environment (Conservation of Wildlife)	X			Male
4. National Meteorological Services	X			Male
5. Seychelles Island Fund		X		Male
6. Seychelles Island Development	X			Male
7. Praslin Development Fund		X		Male
8. Farmers Association		X		Male
9. Plant Conservation Action Group		X		Female
10. Department of Land Use	X			Male

**5. Total number of NGOs accredited to the process**

Seychelles, being a small island state, has only a limited number of NGOs. Therefore there is no real need to establish an NGO NCB. This in itself will create more bureaucracy and duplication of effort and may be detrimental to the whole consultative and participatory process. The most important NGOs active in environmental and land degradation-related issues are already represented on the NCB. In Seychelles, this system has been tried for various conventions and national development issues and has been found to be very effective. It is important to note that NGOs represent 40 per cent of the organizations represented on the NCB.

**6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD**

Title of law	Date of adoption
1. Town and Country Planning Act	1972 (not under review)
2. Environment Protection Act	1994
3. Breadfruit and other Trees (Protection) Act	1917 (currently being reviewed)
4. State Land and Rivers Reserves Act	1991
5. National Park and Nature Conservancy Act	1972

**7. Existing partnerships/projects agreements initiated or concluded within the framework of the UNCCD**

Seychelles has not yet entered into and has not initiated any partnership agreements. It still has to develop its NAP and Medium Term Investment Plan.

**8. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

Seychelles has not been involved in any consultative meetings on the implementation of the UNCCD.

**9. Name 10 projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD**

Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP?	Project implemented within the framework of...	Time-frame	Partners involved	Overall budget US\$
1. LDC and SIDs Targeted Portfolio approach for capacity development and mainstreaming of sustainable land management	NAP	UNCCD GEF OP 15- SP1	2005-2008	UNDP	800,000
2. Integrated Ecosystem Management in Seychelles	None	CBD GEF OP 12	2005-2015	UNDP	6,000,000
3. NEPAD-Common African Agricultural Programme (CAAP) bankable project profile	None	FAO NEPAD	Nov. 2003- Nov. 2004	FAO NEPAD	120,000
4. SIMDAS, Integrated Research Project on Land - water Ecosystem Management	SRAP	UNESCO	2004-2011	UNESCO University of Botswana	560,000
5. FFM Island Restoration Project	None	CBD National Environment Protection Programme		FFEM ICS <sup>1</sup> ETF <sup>2</sup> GoS <sup>3</sup>	800,000
6. Rehabilitation of coastal ecosystem	None		2005-2009	GoS	20,000
7. Management of Morne Seychellois national park	None	National Environment Protection Programme		GoS	15,000
8. Rehabilitation and upgrading of Le Niol treatment work (water)	None	Upgrading of national water supplies	Ongoing	GoS	2,000,000
9. Sea water desalination plants (4 plants on 3 islands)	None National water supplies		Ongoing	GoS	30,000,000

<sup>1</sup> ICS : Island Conservation Society, a local environmental NGO.

<sup>2</sup> ETF: Environmental Trust Fund finances local environment projects.

<sup>3</sup> GoS: Government of Seychelles. Its involvement is through the various Ministries and national agencies.

**SWAZILAND****1. Focal point institution**

Name: Mr. Bongani S. Masuku  
 Address: P.O. Box 501, Manzini, Swaziland.  
 Phone : +268 - 51 84162/ 5186329  
 Mobile phone : +268 - 614 5860  
 Fax: +268 51 84481  
 E-mail: moaclds@realnet.co.sz  
 Websites: www.ecs.co.sz  
 www.swazi.gov.sz (Ministry of Agriculture and Cooperatives)  
 www.environment.gov.sz  
 www.swazimet.gov.sz  
 www.yongenawe.com

## 2. Status of NAP

Preparation of the NAP was completed and the document has since received Government approval. Currently several projects articulated in the NAP are being implemented, especially in the drought-stricken areas of Swaziland. The details below provide the current status of the NAP, particularly its adoption and integration into mainstream national development policies and programmes (table below).

NAP process	Status to date
NAP validation	NAP was validated by Cabinet in 2000
NAP review(s)	NAP was reviewed with support from JICA in 2000 and 2003
Integration of NAP into National Poverty Reduction Strategy (PRS)	Yes, the PRS is in place
Integration of NAP into national development strategy (NDS)	Yes. The NDS was adopted in 1999, the same year as the NAP validation
NAP implementation	Yes
Existence of final NAP document	Ye.
Formulation of a draft NAP under way	N/A
Basic guidelines for a NAP in place	No
Process initiated	No
Process not yet started	Yes

## 3. Membership of SRAP/RAP

Swaziland, within the auspices of the UNCCD, is a member of three SRAPs and RAPs, but nothing much seems to be happening in terms of tangible activities in line with the UNCCD (table below).

Name of SRAP / RAP
SADC Action Programme
Tri-Partite Technical Committee (TPTC) (Mozambique, South Africa and Swaziland)
Africa Regional TPNs Development.

## 4. Composition of the NCB

Name of institution	Government	NGO	International	Parastatal	Private	Gender
University of Swaziland				X		Female
Swaziland National Trust Commission (SNTC)				X		Male
Yonge Nawe		X				Female
UNDP			X			Female
Land-use Planning Section	X					Male
Swaziland Environmental Authority (SEA)	X					Female
Energy Section	X					Male
Usuthu Pulp					X	Male
Extension Division	X					Male
Economic Planning Section	X					Female
Forestry Section	X					Male

The institutions and agencies constituting the NCB have proportional representation capacities, i.e. Government institutions make up 54.5 per cent of total NCB membership while the private sector and others account for 45.5 per cent. Women make up 45.5 per cent of the total NCB membership.



## 5. Number of NGOs accredited to the NAP process

A NGOs Coordinating Assembly exists and has designated Yonge Nawe to be the focal point for NGOs in the matters of the UNCCD. Currently, about eight NGOs are accredited to the NAP process and they include the following:

Swaziland Farmer Development Foundation (SFDF)  
World Vision International  
Lutheran Development Services  
Yonge Nawe - NGOs focal point for UNCCD  
African Cooperative Action Trust (ACAT)  
Umtapo Wabomake  
Council of Swaziland Churches  
Save the Children Fund (SCF)

## 6. Number of acts and laws passed relating to the UNCCD

Title of law	Date of adoption
Water Act	2003
Environmental Management Act	2002
Forest Legislation	2002

## 7. The consultative process

Four partnerships have been concluded while two are still being initiated (table below).

Official title of partnership	Name of partnership support agency	Status/Stage	Date of conclusion
Dryland Development Programme	DDC	Concluded	2002
Implementation of Dryland Development Programme	DDC and GEF	Initiation	N/A
Master Plan on Improvement of Life in Degraded Areas	JICA	Concluded	2001
Implementation of the Master Plan	JICA	Initiation	N/A
Irrigation Development	FAO	Concluded	2003
Lower Usuthu Irrigation Development	IFAD, EU, ADB	Concluded	2003

## 8. Projects currently under implementation relating to the UNCCD

Ten projects are being implemented within the framework of the NAP process or relating to the UNCCD (table below). The main focus of the projects includes facilitating and promoting sustainable livelihoods, especially in drought-prone areas. These projects are implemented either by Government alone or in partnership with international agencies involved directly or indirectly with the implementation of the UNCCD.

Project Name	Project Implemented within NAP/SRAP/RAP Framework	Framework of Implementation (Project objectives)	Time-frame	Partners Involved	Overall budget
Lower Usuthu Smallholder Irrigation	No	Poverty alleviation	5 years	ADB, EU and IFAD	US\$ 153,000,000
Rehabilitation and Construction of Earth Dams	Yes	Poverty alleviation and rural water supply	3 years	Government of Swaziland (GoS), World Vision Int.	US\$ 1,500,000
Rural water Supply and Sanitation	No	Rural water supply	3 years	JICA, DFID and GoS	US\$ 6,000,000

Development of Comprehensive Agricultural Policy	No	Food security	1.5 years	FAO	US\$ 313,000
Development of Irrigation Policy	No	Water resources management	8 months	FAO	US\$ 172,000
National Capacity Needs Self Assessment	Yes	Cross application	2 years	GEF and GoS	US\$ 21,000
Awareness Creation of Conservation Agriculture	Yes	Food security	1 year	FAO	US\$ 292,000
Joint Maputo River Basin Study	No	Water resources management	1.5 years	GoS, Gov. of South Africa and Gov. of Mozambique (GoMZ)	US\$ 1,000,000
Joint Mbuluzi River Basin Study	No	Water resources management	8 months	GoMZ and GoS	US\$ 2,000,000
Rural Resettlement	Yes	Cross application	3 years	Taiwan	US\$ 5,500,000

## TOGO

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Direction des Eaux et Forêts
Adresse, y compris adresse électronique	BP : 355 Lomé-TOGO Tél : (228) 221 46 04 Fax : (228) 221 39 24 E- mail: dpcef@yahoo.fr, yfolly@yahoo.fr
Site Web du pays relatif à la désertification	Non disponible

### 2. Stratégies et priorités établies dans le cadre des plans et/ou politiques de développement durable

Le PAN a été validé au cours d'un forum national en décembre 2001. Il est en synergie avec les orientations stratégiques générales du pays, notamment celles du rapport national sur le suivi des OMD validé en octobre 2003, où il est mentionné explicitement que le PAN fait partie des domaines prioritaires où l'appui des partenaires est sollicité. Il en est de même des objectifs à moyen terme retenus dans le rapport intérimaire du DSRP, validé en juillet 2004, où les préoccupations plus larges de gestion efficace des ressources naturelles sont prises en compte au titre du troisième objectif. Le PAN est également ancré dans les politiques sous-sectorielles de l'environnement, notamment la politique nationale de l'environnement et le plan national d'action pour l'environnement adoptés par le Gouvernement, respectivement le 29 décembre 1998 et le 6 juin 2001. Les sous-programmes et objectifs du PAN sont également en cohérence avec les stratégies élaborées dans le cadre de la mise en œuvre des deux autres conventions de la génération de Rio (la Convention Cadre sur les Changements Climatiques et celle sur la Biodiversité) et le Plan d'Action Forestier National. Les autres politiques sectorielles en vigueur au Togo qui ont un lien direct ou indirect avec le PAN sont : la stratégie de croissance du secteur rural et agricole validée en juin 2004 ; la politique de développement énergétique ; la politique de développement industriel ; la politique du commerce et de transport et la politique d'hydraulique.

### 3. Mesures institutionnelles et juridiques prises pour la mise en œuvre du PAN

Au plan institutionnel, la période 2002-2004 est marquée essentiellement par la mise en application effective en 2003 du décret du 19 novembre 2001 réorganisant le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et par la création du Comité National de Coordination et de Suivi de la Lutte contre la Désertification par arrêté N° 004/MERF du 26 avril 2004, en tant qu'organe national de mise en œuvre du PAN.

En ce qui concerne l'organe national de coordination, il est structuré à deux niveaux : le comité national et 5 comités régionaux. Le Comité National de Coordination et de Suivi est composé de cinquante (50) membres répartis en

quatre catégories, à savoir : les départements ministériels (32) ; les acteurs de la société civile (7) ; les points focaux des conventions et du Fonds pour l'Environnement Mondial (6) et les représentants des Comités régionaux (5).

S'agissant de l'organisation et du fonctionnement du comité national, il dispose d'un comité plénier, d'un bureau, d'un sous-comité technique (organe permanent d'orientation et de suivi) et d'un secrétariat technique permanent assuré par la Direction de l'Environnement. Chaque région est dotée d'un comité régional qui assume, au plan régional, les fonctions de suivi, d'orientation et de coordination de la lutte contre la désertification. La composition du Comité régional qui vient d'être mis en place dans chacune des régions reflète la représentation établie au niveau du comité national. Il s'agit d'un côté, des services régionaux des directions centrales des différents départements ministériels et de l'autre des acteurs de la société civile. En outre, afin de rendre le cadre institutionnel cohérent et adéquat, il y a lieu de re-dynamiser la commission interministérielle sur l'environnement et les comités préfectoraux, cantonaux et villageois de gestion durable de l'environnement. Il est à rappeler que la commission interministérielle doit regrouper tous les ministères et services concernés par les questions relatives à l'environnement avec un comité permanent composé de 9 ministères techniques.

Sur le plan législatif, plusieurs textes d'application de la loi N° 88-14 du 3 novembre 1988 portant code de l'environnement sont en cours de finalisation ; la refonte en cours du code de l'environnement sous forme de loi-cadre sur la gestion de l'environnement devrait renforcer l'ensemble du dispositif existant pour une meilleure lutte contre la désertification. Il en est de même du code des ressources forestières, dont les travaux d'élaboration de l'avant projet sont en cours. En matière d'engagements internationaux relatifs à l'environnement, il faut rappeler la ratification des deux autres grandes Conventions de Rio, à savoir la Convention sur la Diversité Biologique du 4 octobre 1995 et la Convention Cadre sur les Changements Climatiques du 8 mars 1995. De plus, on relève en 2004 la ratification d'une série de conventions relatives à l'environnement, notamment : la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination adoptée le 22 mars 1989 ; la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants du 22 mai 2001 ratifiée en Juillet 2004 ; la Convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international ; le protocole de Kyoto sur les changements climatiques de décembre 1997 ; le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques de 2000 ratifié en juillet 2004. Aussi, depuis juillet 2004, toutes les conventions en matière d'environnement auxquelles le Togo est Partie sont ratifiées.

Sur le plan réglementaire, il convient de noter l'adoption par le gouvernement du décret N° 2003-237/PR du 26 septembre 2003 relatif à la mise en place d'un cadre normalisé de gestion des aires protégées et l'arrêté N° 005/MERF/CAB/SG/DFC du 21 mai 2004 portant composition des dossiers de requalification de ces aires.

Les perspectives sont entre autres : (i) l'accélération des travaux de validation de l'avant projet de loi-cadre sur la gestion de l'environnement ; (ii) la relance du processus de finalisation de l'avant projet de code des ressources forestières ; (iii) la mise en place effective des différents cadres de concertation pour la coordination des différentes conventions internationales en matière d'environnement et en particulier la synergie entre les points focaux dont les activités ont une incidence sur la mise en œuvre du PAN.

#### **4. Processus participatif dans le cadre de la mise en œuvre de la CCD**

Les différents acteurs qui ont pris part au processus d'élaboration du PAN sont toujours sollicités à divers degrés dans les mécanismes de mise en œuvre des actions prioritaires dégagées et de celles qui sont en synergie avec le PAN.

La participation se manifeste par la présence de plusieurs catégories d'acteurs non gouvernementaux dans l'organe de coordination et de suivi de la mise en œuvre des actions définies par le PAN. Ainsi, on retrouve les groupes cibles suivants : les associations et ONG intervenant dans le domaine de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; le secteur privé par le biais du Patronat ; les associations et ONG féminines ; les autorités traditionnelles et les organisations paysannes au sein des Chambres régionales d'Agriculture.

Au cours de la période sous-revue, les différents acteurs des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des organisations consulaires, des collectivités locales et des organisations de base ont été associés à tout le processus d'élaboration et de validation des différents politiques et programmes en relation avec la désertification.

Certains projets en cours d'exécution en relation avec la lutte contre la désertification analysés dans le chapitre V sont exécutés en partenariat avec des ONG et Organisations à la base. Les consultations menées dans les cinq

régions économiques du Togo dans le cadre de la préparation de ce troisième rapport national ont confirmé la participation des ONG à la réalisation des actions en rapport avec la lutte contre la désertification. Les principaux domaines d'intervention des ONG et autres acteurs publics et privés en relation avec la lutte contre la désertification sont les suivants : reboisement, sensibilisation/information/communication, formation, aménagement participatif des aires protégées et des formations savanicoles, appui aux cultures en courbes de niveaux et en terrasses, promotion de l'utilisation de semences et de plants générateurs de la fertilité des sols (mucuna, leucaena, albizzia, etc.), gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS) combinant l'utilisation des engrais minéraux et des amendements, promotion des fosses fumières, appui à la création de parcs forestiers villageois et de ceintures vertes villageoises, aménagement et mise en valeur des bas-fonds, vulgarisation de foyers améliorés et autres sources d'énergie alternative, agroforesterie à base de culture en couloir, etc.

### **5. Processus consultatif et accords de partenariat avec les partenaires au développement**

La dynamique de consultation des acteurs nationaux (gouvernementaux, non gouvernementaux et de la société civile) et des partenaires en développement qui a conduit à l'élaboration du PAN, lequel est inscrit dans le cadre global de l'élaboration du PNAE, s'est poursuivie dans les années 2002, 2003 et 2004.

En matière de partenariat, entrant dans le cadre de la mise en œuvre de la convention sur la désertification, le Togo a sollicité l'appui du Mécanisme Mondial pour la préparation d'un programme de renforcement de lutte contre la désertification et a bénéficié d'un financement conjoint du PNUD et du Mécanisme Mondial pour la mise en œuvre de 4 micro-projets de lutte contre la désertification en 2004. Les autres actions menées par le Gouvernement du Togo au cours de la période sous revue, avec la participation des partenaires internationaux et qui sont en synergie avec la lutte contre la désertification sont les suivantes : (i) l'exécution en 2002/2003, sur financement du FEM, de la deuxième phase de la Communication Nationale sur les Changements Climatiques ; (ii) la préparation d'une requête soumise au FEM en 2003 relative à l'auto-évaluation nationale des capacités à renforcer en matière d'environnement, en relation avec les trois conventions de la génération de Rio. Afin d'en accélérer le démarrage, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières doit relancer d'urgence cette requête auprès des instances du FEM; (iii) la préparation de la stratégie et du plan national sur la diversité biologique avec l'appui du FEM.

En outre, plusieurs actions sont en cours d'exécution, notamment en matière d'aménagement forestier participatif, avec l'appui des partenaires dont les principaux sont l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et l'Union européenne.

### **6. Mesures prises ou prévues dans le cadre des programmes d'action nationaux**

Le diagnostic des expériences en matière de lutte contre la désertification a révélé que les principales contraintes qui constituent encore des freins à la gestion efficace des ressources naturelles sont les suivantes : (i) au plan social : pauvreté, croissance démographique non maîtrisée et forte densité de population dans certaines zones, insécurité foncière, IEC/CCC inapproprié en fonction des différents groupes cibles ; (ii) au plan législatif et réglementaire : non actualisation des textes et absence de mesures d'application de certains, faible mise en œuvre des conventions, notamment celles de la génération de Rio ; (iii) au plan institutionnel : faible capacité de mobilisation des ressources financières, faible qualification du personnel des collectivités territoriales, des ONG et des communautés de base, état embryonnaire de la recherche en matière de lutte contre la désertification, absence de dispositif de suivi-évaluation, non opérationnalité des comités préfectoraux, cantonaux et villageois de gestion et de protection de l'environnement ; (iv) au plan des politiques et programmes de développement : faible intégration de la dimension de lutte contre la désertification dans les politiques macro-économiques et sectorielles et les programmes et projets de développement, défaut de maîtrise des méthodologies d'études d'impacts, absence de points focaux dans la plupart des Ministères techniques chargés d'insuffler la dynamique de lutte contre la désertification dans les actions et stratégies de développement, suspension de la coopération financière avec la plupart des bailleurs de fonds traditionnels du Togo.

Les programmes et projets en cours d'exécution directement ou indirectement liés à la Convention sont relatifs à la promotion de la sylviculture et du reboisement, aux aménagements forestiers participatifs, à la conservation des écosystèmes fragiles et de la biodiversité, à la gestion intégrée de la fertilité des sols, aux aménagements hydro-agricoles intégrant notamment les aspects relatifs à l'amendement organique du sol, à une meilleure évaluation et à un meilleur suivi des ressources naturelles, etc. Tous les domaines indiqués ci-dessus sont en cohérence avec les principes de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Le tableau qui suit en donne une illustration.

N°	Dénomination des projets	Délai	Partenaires	Budget total
1	Appui à la mobilisation des initiatives de base pour la promotion de la sylviculture dans le Yoto - PD 51/99BRev 2 (F)	Janvier 2001-décembre 2003	Office de développement et d'exploitation des forêts (ODEF)/ ONG Alternatives/OIBT	381 667 US\$
2	Établissement d'un système national de collecte, saisie, traitement et diffusion des statistiques sur la forêt et le bois (PD 168/02 Rev. 1 (M))	Juillet 2003-juin 2005	ODEF/OIBT	340 690 US\$
3	Gestion intégrée de la fertilité des sols à travers les champs écoles d'agriculteurs (CEA) en appui à la sécurité alimentaire (TCP/TOG/3001 (D))	Avril 2004-mars 2006	Institut Togolais des Recherches Agricoles (ITRA) / Centre international de développement des engrais (IFDC) / FAO	268 000 US\$
4	Aménagement forestier durable et participatif de la forêt classée de Missahoé et des forêts communautaires avoisinantes	Janvier 2000-août 2003	Direction de la Flore/OIBT	508 000 US\$
5	Programme d'appui aux initiatives d'agroforesterie et de foresterie villageoise dans le sud-ouest du Togo (PAFVI)	Fin 2001-2005	ONG Association pour la promotion de l'agroforesterie (APAF)/ Union européenne	1 300 millions CFA, soit 2 600 000 US\$
6	Projet PRAF, projet de reboisement et d'aménagement forestier	2000-2004	ODEF/Globe Tomber Trading Company (GTTC)	2.447.969.643 FCFA soit 5.000.000 US\$
7	Projet d'appui à la mise en place d'une unité de production de Samba par bouturage et autres essences	2002-2005	Direction des Eaux et Forêts /OIBT	312.630 US\$ soit 156.315.000 FCFA
8	Projet de reboisement de 2 500 ha dans la forêt classée de Haho- Baloé (PD 30/96 Rev. 3 (F))	1998-2007	ODEF/OIBT	1 604 000 US\$
9	Projet d'organisation et de développement villageois (PODV) TG N°401/16-01-96	1997-2003	Ministère de l'agriculture/ FIDA	4.544 millions FCFA, soit 9 088 000 US\$
10	Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA)	2003-2005	Ministère de l'Agriculture/ FAO	381 000 US\$
11	Projet d'aménagement hydro-agricole de la Basse vallée du fleuve Mono	2003-2007	Ministère de l'Agriculture/ BADEA	2,615 milliards FCFA, soit 4 840 000 US\$
12	Plan directeur de développement forestier durable de la zone éco- floristique IV du Togo : Avant projet PPD 11/00.Rev 2. (F) Appui à la mise en œuvre du plan directeur	2004- ?	Direction des Eaux et Forêts/OIBT	445.483 US\$
13	Projet d'appui à la réhabilitation des aires protégées	1999-2002	Direction de la Faune et de la Chasse/UE	500 millions de FCFA soit 1.000.000 US\$

## **7. Ressources financières allouées au titre du budget national pour appuyer la mise en œuvre de la Convention**

L'accès au financement pour la mise en œuvre des programmes de lutte contre la désertification reste toujours handicapé par la suspension de la coopération du Togo avec la plupart des Partenaires financiers. Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre des conventions en matière de protection de l'environnement auxquelles le Togo est Partie, plusieurs actions, notamment dans le domaine des études, en relation avec la lutte contre la désertification, sont en cours et appuyées par des subventions, dans le cadre des mécanismes financiers spécifiques prévus à cet effet.

Les perspectives et conditions de mobilisation des ressources pour le financement des programmes de gestion des ressources naturelles et de lutte contre la pauvreté et par contre-coup, de ceux de lutte contre la désertification sont les suivantes: (i) l'envoi d'un signal fort de l'Etat togolais pour signifier sa volonté d'honorer ses engagements vis-à-vis des bailleurs de fonds; (ii) l'aboutissement heureux des négociations entamées depuis le mois d'avril 2004 entre l'UE et le Gouvernement togolais ; (iii) l'accélération de la préparation du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) ; (iv) l'accélération du processus de mise en place du Fonds National pour l'Environnement; (v) la signature et la mise en vigueur des textes d'application de la loi N° 98-006 du 11 février 1998 sur la décentralisation.

L'amélioration de l'accès au financement sera fonction de la capacité des acteurs publics et privés à soumettre des projets viables de lutte contre la désertification, ce qui suppose un renforcement de capacités de ceux-ci en matière d'élaboration de projets, maîtrise des mécanismes de financement des bailleurs de fonds et de capacité d'absorption et de gestion des projets à mettre en œuvre par l'ensemble des acteurs concernés.

Les sous-programmes spécifiques inscrits dans le document du PAN-Togo n'ont pas connu de début de réalisation, faute de leur traduction en programmes bancables, à travers des études de faisabilité et de financement. En outre, il découle de l'analyse des PIP 2002, 2003 et 2004, que les principaux contributeurs financiers programmés dans les PIP 2002 à 2004, au titre des ressources externes, sont par ordre d'importance décroissante : l'OIBT (19,7%), le FEM (17,9%), le SCAC (13,3%), l'UE (13,2%), l'AFD ( 12,4%), la Banque Mondiale (5,0%), l'OMS-Francophonie, le PNUD /UNITAR (4,3%), le Réseau pour l'environnement et le développement durable en Afrique (REDDA) (3%), l'ONUDI (2,5%).

Les besoins de coopération technique par ordre de priorité sont : (i) la formation et/ou le recyclage des décideurs, des cadres, des chercheurs, des représentants des ONG ainsi que des autres acteurs à la base de la lutte contre la désertification ; (ii) la mise au point des programmes conjoints inter Etats de recherche pour une collaboration scientifique et technique dans le domaine de la lutte contre la désertification ; (iii) le renforcement de la coopération pour le partage des connaissances, des expériences de réussite et d'échec et le transfert de technologies et de solutions aux problèmes communs de la gestion durable des ressources hydrauliques, végétales, animales, énergétiques partagées etc.; (iv) le renforcement de la coopération en matière d'information, d'éducation et de communication (IEC) pour l'éveil des consciences et le changement des comportements et (v) la mise en place du système de suivi, d'évaluation et d'alerte précoce des phénomènes de la désertification.

## **8. Examen des repères et indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis et évaluation de ceux-ci**

Les mesures prises pour évaluer et diminuer le rythme de dégradation de ces ressources se retrouvent dans les actions engagées d'ordre politique et institutionnel. De même, le Togo a initié et exécuté seul ou conjointement avec les bailleurs de fonds, à travers des organismes internationaux, des programmes et des projets.

Au Togo, il n'existe pas de système d'information rapide et d'alerte précoce permettant d'assurer efficacement la prévision des risques écologiques et la surveillance continue des phénomènes de désertification. Il en est de même pour le système d'information et de suivi du littoral. Dans le PAN, il est proposé de mettre en place un système d'information et d'alerte précoce sur la désertification. Il s'agira : d'élaborer un cadre conceptuel, méthodologique et opérationnel pour la mise en place du système d'information géographique (SIG) ; d'acquérir les images satellitaires pour la photo-interprétation et la cartographie thématique; de créer une banque de données comportant les indicateurs d'information rapide et de mesures d'alerte précoce et de gérer des informations sous forme de tableau de bord permettant de prendre des décisions en temps réel.

Il existe d'autres systèmes d'information et de suivi qui sont identifiés, mais ne sont pas mis en oeuvre. L'élaboration des indicateurs de suivi-évaluation doit permettre d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme d'action et d'évaluer son impact.

## TUNISIA

### 1. Centre de liaison

Nom du centre de liaison	Point Focal National: Mr Mohamed Ismail <b>Sous-directeur de l'Environnement Rural et Agricole</b> Secrétariat Permanent du Comité National de Lutte contre la Désertification (CNLCD) Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie Ministère de l'Environnement et du Développement Durable E-mail : pan.onc@gnet.tn
Adresse, y compris adresse électronique	Secrétariat du Comité National de Lutte contre la Désertification (ONC) Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de Vie Ministère de l'Environnement et du Développement Durable Immeuble Zitouna, Monplaisir 1073, Tunis TUNISIE Téléphone : 00 216 71 78 59 90 Télécopie : 00 216 71 78 29 12 E-mail : pan.onc@gnet.tn
Site Web du pays relatif à la désertification	<a href="http://www.environnement.nat.tn/SID">http// :www.environnement.nat.tn/SID</a>

### 2. État d'avancement du PAN

Date de validation : 20 Juin 1998	Organisme ou niveau de l'État qui a validé le PAN : Comité National de Lutte Contre la Désertification, Commission Nationale du Développement Durable
Examen (s) du PAN	Le PAN est examiné périodiquement, en particulier à l'occasion des réunions de l'ONC Il est prévu de faire une mise à jour du PAN pour intégrer les acquis de la mise en œuvre des stratégies environnementales et de proposer de nouveaux objectifs à atteindre moyennant l'intégration des principales exigences de la CCD et de refléter les décisions importantes des COP
Le PAN a été intégré dans le Plan du Développement Économique et Social	L'intégration du PAN dans le X <sup>ème</sup> Plan de Développement économique et social 2002-2006 constitue l'étape cruciale pour mettre en œuvre la Convention. Cette étape est un passage obligatoire pour les partenaires nationaux, mais aussi pour les partenaires de coopération. La concrétisation et la traduction de l'intégration du PAN LCD dans le Plan de développement économique et social est un processus itératif de longue haleine qui implique beaucoup d'acteurs et requiert une mise à niveau.
Le PAN a été intégré dans la stratégie de développement national	Oui
La mise en œuvre du PAN a commencé avec ou sans la conclusion d'accords de partenariat	Oui
Date de la validation du PAN	Juin 1998
Une version finale d'un PAN existe	La version finale du PAN a été éditée depuis 1998 et a fait l'objet d'une large diffusion Depuis 2000, cette version du PAN est mise sur le site Web de la CCD

**3. Participation à un programme d'action sous-régional ou régional**

Nom du cadre de coopération sous-régional et régional		Participation à des activités relatives, à des questions telles que les techniques de collecte d'eau, l'érosion du sol, etc.
1.	Programme d'action sous-régional pour le Maghreb dans le cadre de l'Union du Maghreb Arabe (PASR de l'UMA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aussitôt que le PASR a été adopté à Alger en septembre 1999, un certain nombre de projets à caractère sous régional ont été initiés; c'est ainsi qu'un projet transfrontalier dans la région Nefta-Eloued avec l'Algérie a été formulé avec l'appui de l'UMA</li> <li>- Le projet de Ceinture pour la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles dans les pays du Maghreb fait partie du PASR de l'UMA</li> <li>- Le projet pour la mise en place de SE des PAN avec l'appui de l'UE et de l'OSS qui appui aussi le PASR à l'UMA</li> <li>- Élaboration de projets sous-régionaux et en particulier les projet de la Ceinture verte pour l'Afrique du Nord</li> <li>- La création d'un observatoire de la désertification et de l'alerte précoce</li> <li>- L'organisation conjointe avec l'UMA de l'atelier de concertation avec les partenaires au développement qui s'est tenu à Tunis les 21 et 22 septembre 2004</li> </ul>
2.	PAR Afrique	<p>La Tunisie est impliquée dans plusieurs réseaux thématiques du PAR (TPNs)</p> <p>Plusieurs ateliers de lancement des TPNs ont été organisés en collaboration entre l'UCR et le secrétariat de l'UNCCD (TPN 4, 5 et 6)</p>

**4. Composition de l'ONC**

Composition de l'ONC	Organisme public	ONG	Homme / Femme
Direction Générale des Affaires Régionales/Ministère de l'Intérieur et du Développement Local	X		Homme
Ministère de l'Éducation et de la Formation	X		
Direction Générale de l'Infrastructure /Ministère du Développement et de la Coopération Internationale	X		Homme
Ministère de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle de la Jeunesse	X		Homme
Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie/Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	X		Homme
Direction Générale des Forêts/Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques	X		Homme
Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles/Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques.	X		Homme
Direction Générale des Ressources en Eaux/Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques	X		Femme
Direction Générale de l'Aménagement du Territoire/Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	X		Homme
Office de mise en valeur de « Rgim Maatoug »/ Ministère de la Défense Nationale	X		Homme
Centre National de Télédétection/Ministère de la Défense Nationale	X		Homme
Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricole/Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques	X		Homme
Institut des Régions Arides de Médenine/Ministère de la Recherche scientifique, de la Technologie et du Développement des Compétences	X		Homme
Institut National de Météorologie/Ministère du Transport	X		Homme
L'observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable/Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	X		Homme/Femme
Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche		X	Homme
Trois ONG (en alternance)		X	Homme/Femme
Le point focal de la CCD (rapporteur)	X		Homme



Des personnes ressources (invitées selon besoin)	X	X	Homme/Femme
--	---	---	-------------

**5. Nombre total d'ONG accréditées pour le processus : 4**

Un Réseau des Associations tunisiennes pour la Lutte Contre la Désertification est en cours de création avec l'appui du FEM (micro-crédit). ONG-LCD	22
--	----

**6. Nombre total des lois adoptées en ce qui concerne la Convention**

Nom de la loi	Date d'adoption
1. Loi 95-52 portant ratification de la Convention	19 juin 1995
2. Loi n° 99-43 du 10 mai 1999 relative à la Promotion de l'agriculture biologique,	10 mai 1999
3. Loi n° 2004-24 du 15 mars 2004 modifiant et complétant la loi n°99-43 du 10/5/99 relative à la création des Groupements de	15 mars 2004
4. développement agricole (GDA) Décret n° 2003-1784 du 11 août 2003 portant création de la Banque Nationale de Gènes	11 août 2003

**7. Nombre d'accords de partenariat qui ont été conclu ou sont mis en route dans le cadre de la Convention**

Nom officiel du partenariat	Donateur (s), organisation (s) internationale (s) ou institutions des Nations Unies qui participent	Date (prévue) d'achèvement
1. Le cadre officiel de Partenariat, ce sont les Commissions mixtes créés entre la Tunisie et ses partenaires bilatéraux qui se réunissent périodiquement pour conclure les programmes de partenariats. Dans ce cadre, les requêtes des projets de développement agricole et de gestion des ressources naturelles sont soumises aux partenaires bilatéraux ou multilatéraux (Italie, Allemagne, France, PNUD, Banque Mondiale, FIDA, BAD, etc.)	Partenaires de la Coopération bilatérale et multilatérale (Allemagne, Italie, PNUD, Mécanisme Mondial, UE, BM, FIDA...)	Suivant la durée du projet
2. Partenariat pour la mise en œuvre du PAN Une table ronde a été organisée avec l'appui du MM (juillet 2002) pour le financement des projets prioritaires du PAN Les partenaires sont : l'Allemagne, l'Italie, la France Partenaires multilatéraux : PNUD, Mécanisme Mondial, FIDA, OSS.	Coopération bilatérale et multilatérale	Suivant la durée du projet

**8. Liste des réunions consultatives sur la mise en œuvre de la Convention**

Nom de la réunion consultative	Date / Année	Pays donateurs participants	Organisations internationales ou institutions du système des Nations Unies qui participent
1. Réunions à l'occasion de la célébration du 17 juin	Réunions des commissions de coopération 17 juin 2002	- Coopération bilatérale : Allemagne, France, Italie, - Coopération multilatérale	PNUD BM, FIDA BAD

		17 juin 2003 17 juin 2004		
2.	Réunions des comités de pilotage des projets de coopération	2002-2004	Coopération bilatérale Allemagne, Italie, SMAP/UE	OSS UMA

**Nom du pays qui joue le rôle de chef de file:** Non

### 9. Liste des projets en cours d'exécution qui sont directement ou indirectement liés à la Convention

Projet	Partenaire(s)	Coût	Observations
Projet d'Appui à la mise en œuvre du PAN LCD	Allemagne - GTZ	3 MD	Démarré en 2002
Reboisement des montagnes Tataouine	Italie	6,5 MD	Démarré en 2003
Appui à l'élaboration des programmes d'action régionaux	PNUD	100 000 US\$	Démarré en 2005
Projet : Mise en place d'un système de suivi évaluation des PAN/LCD dans les pays du Maghreb	SMAP/CE OSS	389 000 EUR	Démarré en 2002
Projet Appui à la gestion durable des écosystèmes forestiers	Allemagne-GTZ	1,5 MD	Démarré en 2002
Projet de Démonstration sur les Stratégies de Lutte Contre la Désertification (LCD) avec la participation des communautés locales (Kasserine)	SMAP/CE	2 millions EUR	Démarré en 2002
Projet de gestion des parcs nationaux	FEM/BM	9,88 MD	Démarré en 2003
Projet de Gestion intégrée des Forêts JBIC-TS-P20	Banque Japonaise pour la Coopération Internationale (JBIC) TS - P20	52 MD	Démarré en 2001
Projet de développement des zones montagneuses du Nord Ouest	BM	42 MD	Démarré en 2003
Projet de développement agro-pastoral du Sud Est (Tataouine et Kébili)	FIDA – Fonds OPEP	65 MD	Démarré en 2003

## UGANDA

### 1. Focal point institution

Name of focal point	Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries (MAAIF)
Address including e-mail	P.O.Box 102 Entebbe Tel. 256-41-343696 Fax 256- 41- 321047/321255 ccdnap@infocom.co.ug
Country-specific websites relevant to desertification	www.agriculture.go.ug www.nemaug.org www.finance.go.ug www.pma.go.ug www.mwle.go.ug

### 2. Status of NAP

Date of Validation	August 2000, MAAIF Top Policy Management Committee
NAP reviews	16 May 2002, 25 November 2004
NAP has been integrated into the poverty reduction strategy (PEAP/PRSP)	Major elements of the NAP have been integrated PEAP/PRSP officially adopted in 1997 has since been revised in 2001 and 2004

NAP has been integrated into national development strategy	Yes
NAP implementation has started with or without the conclusions of the partnership agreements	Yes

### 3. Member of SRAP/RAP

Name of subregional and/or regional cooperation framework		Involvement specifically in topics as water harvesting techniques, soil erosion, etc.
1.	IGAD SRAP	The Pilot Project on Water Harvesting in drylands of the IGAD region financed by the AfDB A project on early warning and response mechanisms network, being implemented with the support of German Government and USAID Development of a joint framework for mainstreaming and partnership for IGAD member States (held in Kampala, December 2000) IGAD Regional Integrated Information System (RIIS) Implementation of the Dryland Husbandry Project
2.	RAP	

### 4. Composition of the NCB

Name of institution	Government	NGO	Male/Female
1.	Ministry of Local Government	X	Male
2.	Ministry of Gender, Labour and Social Affairs	X	Female
3.	Uganda National Farmers Federation (UNFF)		X Female
4.	National Environment Management Authority (NEMA)	X	Male
5.	Soil and Water Conservation Society of Uganda (SWCSU)		X Female
6.	United Nations Development Programme (UNDP)		Female
7.	Department of Water Development, Ministry of Water, Lands and Environment (MWLE)	X	Male
8.	Department of Meteorology, MWLE	X	Male
9.	Uganda Women's Tree Planting Movement (UWTPM)		X Female
10.	Department of Farm Development, MAAIF	X	Male
11.	Department of Animal Production and Marketing, MAAIF	X	Female
12.	Plan for the Modernization of Agriculture (PMA)	X	Male
13.	Ministry of Energy and Mineral Development (MEMD)	X	Male
14.	Faculty of Agriculture, Makerere University (MUK)	X	Male
15.	Ministry of Finance, Planning and Economic Development (MFPED)	X	Male
16.	Ministry of Foreign Affairs	X	Male
17.	Ministry of Justice	X	Male
18.	Department of Environment Affairs, MWLE	X	Male

### 5. Total number of NGOs accredited to the process: 10

Has an NGO National Coordinating Committee on Desertification been established; if yes, how many NGOs or civil society organizations participate in it	Yes. 18 NGOs/CBOs
--	-------------------

### 6. Total number of Acts/Laws passed relating to UNCCD: 15 Acts

Title of the Law	Date of adoption
1. National Environment Act	1995
2. Land Act	1998
3. Water Act	1997
4. National Forestry and Tree Planting Act	2003
5. National Agriculture Advisory Services Act	2001

**7. Number of partnership agreements that have been concluded and/ or are being initiated within the framework of the UNCCD**

Official title of partnership		Donor(s), international organization(s), and/or agencies of the UN system involved	Date of expected conclusion
1.	Formulation of an Integrated Dryland Development Programme	UNDP/DDC, Norway	2002
2.	Support to mainstreaming & partnership building	Global Mechanism	2003
3.	Development of district environment action plan for Sembabule district	UNDP/DDC, Belgium	2004
4.	Support national report process	UNCCD/GEF/WB	2004
5.	National Capacity Self Assessment Project	UNEP/GEF	2003

**8. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

Name of consultative meeting		Date/Year	Donor countries involved	International organizations or agencies of the UN system involved
1.	National consultation workshop on the Road Map and NAP priorities	May 2002	The Netherlands	UNCCD secretariat, UNDP, GM
2.	Workshop on formulation of the Integrated Drylands Development Programme	April 2003	Norway	UNDP/DDC
3.	NAP mainstreaming meetings	July 2003	Denmark, the Netherlands, Britain, Belgium	GM, UNDP, World Bank

**9. Name up to 10 projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD**

Name of project	Project implemented within the framework of NAP/SRAP/RAP	Project implemented within the framework of ...	Time-frame (Years)	Partners involved	Total budget
Rural Electrification Project	NAP		2000-2010	Sweden, Norway	24,000,000
Early Warning and Agricultural Statistics	NAP		2002-2005	Nil	74,000
National Agricultural Advisory Services	NAP		2001-2008	DIFD, DANIDA, WB, EU, IFAD, Ireland Aid	108,000,000
Vegetable Oil Development project	NAP		1998-2006	IFAD	4,300,000
Improving Market Access for Drylands Commodities	NAP, SRAP	EAC	2004-2007	EU	1,590,000
Small-scale Irrigation Development in support of the special programme for Food Security (SPFS)	NAP, SRAP				3,800,000

Capacity Building for Synergistic Implementation of MEAs	NAP		2004-2008	Belgium, UNEP, GEF, African Union	338,000
Farm Income Enhancement and Forest Conservation Project	NAP			ADB	81,840,000
Environmental Management Capacity Building Project 2	NAP			WB	22,000,000
National Livestock Productivity Improvement Project	NAP			ADB	42,000,000

## ZAMBIA \*

### 1. Focal point institution

Name of focal point	Mr. Ignatius Makumba
Address of institution	Environment and Natural Resources Department, Ministry of Tourism, Environment and Natural Resources (MTENR), P. O. Box 34011, Kwacha House, Cairo Road, Lusaka E-mail: menr@zamnet.com
Country-specific websites relating to desertification	None

### 2. Status of NAP

Date of validation: February 2002	Institution/Government level which validated the NAP: National Steering Committee, National Technical Committee and MTENR
NAP Review	None
NAP has been integrated into the Poverty Reduction Strategy Paper	No
NAP has been integrated into national development	No
NAP implementation has started with or without the conclusion of partnership agreements	NAP implementation started but no partnership agreement yet
Expected NAP validation	Month/year
Final Draft of a NAP exists	N/A
Formulation of a draft NAP is under way	N/A
Basic guidelines for a NAP have been established	N/A
Process has only been initiated	N/A
Process has not yet started	N/A

### 3. Member of SRAP

Name of subregional and /or regional cooperation framework	Involvement specifically in topics such as water harvesting techniques, soil erosion etc.
1	SADC (ELMS) Preparation of Road Map for implementation of NAP on the context of the UNCCD
2	SADC Environment Secretariat Strategic Planning, Policy Review

\* The report of which this is a summary had not yet been submitted to the national validation workshop at the time this document was prepared.

**4. Composition of the NCB**

Name of the institution	Government	NGO	Male	Female
Environment and Natural Resources Department (MTENR)	X		X	
Planning and Information Department (MTENR)	X		X	
Forestry Department (MTENR)	X			X
Zambia Wildlife Authority	X			X
Ministry of Energy and Water Development	X			X
Zambia Meteorological Department	X		X	
Zambia Alliance of Women		X		X
Ministry of Agriculture and Cooperatives	X		X	
UNDP	X			X
IUCN		X	X	
Environment and Conservation of Zambia		X	X	
University of Zambia	X			X
National Institute of Scientific and Industrial Research	X		X	
Ministry of Local Government and Housing	X		X	
Ministry of Lands	X		X	
Ministry of Finance and National Planning	X		X	
Ministry of Community Development and Social Services	X		X	
Ministry of Information and Broadcasting	X		X	
Ministry of Commerce and Trade	X		X	
Private Sector Representative		X	X	
Representative of Traditional Leadership		X		X

**5. Total number of NGOs accredited to the process: 6**

Total Number of NGOs accredited to process	6
Has an NGO National Coordinating Committee on Desertification been established?	Yes, has an NGO focal point

**6. Total number of acts and laws passed related to the UNCCD: 10**

Title of the Law	Date of adoption
1 Forestry Act	1999
2 Wildlife Act	1998
3 Lands Acts	1995 (under review)
4 Water and Energy Act	1994
5 Disaster Management and Mitigation (Draft)	2004

**7. Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD**

Official title of partnership	Donor (s), international organization (s), and/or agencies of the UN system involved	Date of (expected) conclusion
Youth Pilot Programme	African Union US\$ 100,000	2004
Country Partnership Framework Paper	Global Mechanism US\$ 14,000	2004
Preparation of Third National Report of UNCCD	Global Mechanism US\$ 26,000	2005
Dissemination of UNCCD and CBD Workshops in Western and Southern Provinces	UNDP US\$ 32,833	2004
Mitigation of Desertification in Mapangazya Area, Mazabuka District	Subregional Support Facility in Southern Africa US\$ 13,000	2004

**8. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

Name of consultative meetings	Date	Donor countries involved	IGOs or agencies of the UN system involved
1. UNDP GEF	2004	DANIDA, the Netherlands, Finland, EU, JICA, Norad	UNDP
2. Danida/MTENR Community Based Natural Resource Management (CBNRM) Forum	2004	DANIDA	
3. UNDP/GEF	2004	N/A	UNDP, GEF

Name of the country, which has taken over the role of *chef de file*: Nil

**9. Name up to 10 projects currently under implementation, which are directly or indirectly related to the UNCCD**

Name of the project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP	Project implemented within the framework of...	Time-frame	Partners involved	Overall budget (for Government projects allocation for financial year)
1 Village Based Woodland Management Project	NAP	Management of forest and woodland areas, food security, land rehabilitation	2002-2007	Community, private sector, Government, traditional leaders ADB, NGOs	US\$ 6,099,000
2 Rural Water Supply and Sanitation	NAP	Water catchments, land rehabilitation, food security	2003-2008	Community, Government, private sector, NGOs, ADB	US\$ 13,900,000
3 Environmental Protection and Natural Resources Management	NAP	Policy development, capacity building, water catchments, forest and biodiversity	2002-2007	Government, private sector, NGOs, local community, traditional leaders UNDP-GEF	
4 Provincial Forestry Action Programme	NAP	Community participation, capacity building, food security, sustainable forest and biodiversity, poverty alleviation	2000-2005	Local community, Government, local authority, NGOs, Government of Finland	EUR 2,100,000
5 Integrated Land Use Assessment	NAP	Land degradation monitoring, policy review and development, capacity building, dissemination and extension	2004- 2006	Local communities, NGOs, higher learning of institutions, Government, FAO	US\$ 853,000
6 Rehabilitation of Tobacco Areas	NAP	Land rehabilitation, capacity building,	2004-2010	Local community, Government, private sector	US\$ 180,000

Name of the project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP	Project implemented within the framework of...	Time-frame	Partners involved	Overall budget (for Government projects allocation for financial year)	
			food security, poverty alleviation	(Stacom/Dimon Tobacco Company)		
7	Dam Construction and Rehabilitation	NAP	Water harvesting, water catchments, food security, poverty alleviation	2003-2008	Local communities, NGOs, Government, traditional leaders, ADB, FAO	
8	Agriculture Support Programme	NAP	Focus on poverty alleviation, land management, income generating, capacity building and institutional strengthening	2003-2008	Local communities, district councils, private sector, Government, NGOs, SIDA	
9	Emergency Drought Recovery Project	NAP/SRAP	Address food security, poverty alleviation, land rehabilitation	2002-2007	Government, private sector, local communities, NGOs, World Bank	
10	Youth Programme Project	NAP	Address improvement the living standards of the youth community	2004-2005	Government, local youth communities, NGOs, African Union	US\$ 100,000

## ZIMBABWE

### 1. Focal point institution

Name of focal point	Ms. Mutsa Chasi
Address of institution	Department of Natural Resources Ministry of Environment and Tourism Makombe Complex Block 1 Corner Harare Street/Herbert Chitepo Box CY 385, Causeway, Harare E-mail: zpn143@mweb.co.zw
Country-specific websites relating to desertification	None

### 2. Status of NAP

Date of validation: June 2001	Institution/Government level which validated the NAP: National Task Force and Ministry of Environment and Tourism
NAP review(s)	None



NAP has been integrated into the poverty reduction strategy (PRS)	PRSP not yet finalized
NAP has been integrated into the national development strategy	No
NAP implementation has started with or without the conclusions of partnership agreements	No partnership agreement
Expected NAP validation	Month/year: N/A
Final draft of a NAP exists	N/A
Formulation of a draft NAP is under way	N/A
Basic guidelines for a NAP have been established	N/A
Process has only been initiated	N/A
Process has not yet started	N/A

### 3. Member of SRAP

Name of subregional and/or regional cooperation framework	Involvement specifically in topics such as water harvesting techniques, soil erosion etc.
1. SADC (ELMS)	Erosion hazard mapping
2. SADC Food Agriculture and Natural Resources Sector (HUB)	Capacity building; Establishment of a pilot district Desertification committee and subcommittee in Shurugwi

### 4. Composition of the NCB

Name of institution	Government	NGO	Male	Female
Environmental Forum of Zimbabwe		X	X	
District Development Fund	X		X	
Department of Natural Resources	X		X	X
Animal Science, University of Zimbabwe	X			X
GEF/Small Grants Programme (SGP)/Africa 2000+		X		X
World Agroforestry Centre (ICRAF)		X	X	
Climate Change Office		X	X	
Ministry of Water Resources and Infrastructure Development	X		X	
World Summit on Sustainable Development (WSSD)/MET		X	X	
ZERO		X	X	
Ministry of Environment and Tourism	X		X	
Ministry of Energy and Power Development	X		X	
Ministry of Agricultural and Rural Development	X			X
WWF Southern Africa Regional Programme Office		X	X	
Forestry Commission	X		X	
SAFIRE		X	X	
Institute of Environmental Science, University of Zimbabwe	X			X
Zimbabwe Women's Bureau		X		X
Zimbabwe Women's bureau – Agriculture and Nutrition Office		X	X	
Ministry of Environment and Tourism – Traditional Medicinal Plant	X		X	
Parks and Wildlife Authority	X		X	X
Africa Resources Trust		X	X	
UNDP		X	X	X
IUCN		X	X	
FAO		X	X	
Agricultural Research Council			X	X
Ministry of Finance	X			X
Ministry of Public Service	X			X
Association of RDCs	X		X	

Department of Agricultural Engineering	X		X	
Drought Monitoring Centre	X		X	
Total	16	14	25	10

**5. Total number of NGOs accredited to the process: 14**

Has an NGO National Coordinating Committee on desertification been established?	No but an NGO focal point exists
---	----------------------------------

**6. Total number of acts and laws passed relating to the UNCCD: 5**

Title of the law	Date of adoption
1. EMA	2003
2. Parks Authority	2002
3. Land Acquisition Act	1992
4. Traditional Leaders Act	2000
5. Rural Electrification Act	2003

**7. Number of partnership agreements that have been concluded and/or are being initiated within the framework of the UNCCD**

Official title of partnership	Donor(s), international organization(s), and/or agencies of the UN system involved	Date of (expected) conclusion
1. Youth Pilot Programme	African Union (US\$ 100,000)	2004
2. UNCCD Awareness and Capacity Building	Global Mechanism (US\$ 19,000)	2004

**8. List of consultative meetings on UNCCD implementation**

Name of consultative meeting	Date	Donor countries involved	International organizations or agencies of the UN system involved
1. UNDP Donor Round Table Dialogue	2002	JICA, World Bank, Italy	UNDP
2.	2001	EU	UNCCD
3. Meeting UNDP GEF	2002/2003	N/A	UNDP, GEF

Name of country which has taken over the role of *chef de file*: not known/not available

**9. Name up to 10 projects currently under implementation which are directly or indirectly related to the UNCCD**

Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP?	Project implemented within the framework of...	Time-frame	Partners involved	Overall budget (for Government projects allocation for the financial year)
1. Muposhi Catchment (Shurugwi)	SRAP	Catchment management, water harvesting, food security, land rehabilitation	2004-2005	Community, traditional leaders, local authority, Agricultural Research and	US\$ 19,000

Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP?	Project implemented within the framework of...	Time-frame	Partners involved	Overall budget (for Government projects allocation for the financial year)	
				Extension Service (AREX), Department of Natural Resources (DNR), GM, SADC HUB.		
2.	Munamati Wetland Mashonaland East	NAP	Wetland rehabilitation, use of alternative energy, sustainable livelihoods, consolidated garden	2004-2005	Gvt, community, local authority, DNR, AREX, UNDP	Z\$ 8,000,000
3.	Bidi Gully Matebeleland South	NAP	Woodlot gully reclamation	2003-2005	Gvt, community, local authority, DNR	Z\$ 21,000,000
4.	Rubatso Water Harvesting Project Manicaland	NAP	Water harvesting, food security, garden, poverty alleviation.	2004	Gvt, NGO, community, local authority, DNR, AREX, Department of Engineering	Z\$ 2,000,000
5.	Chimuriwo wetland Rushinga, Mashonaland Central	NAP	Wetland rehabilitation, consolidated garden, drought mitigation, poverty alleviation	2003-2005	Community, Gvt, RDC, AREX, DNR	Z\$ 2,000,000
6.	Lusvingo Ecotourism Bulilima Matebeleland South	NAP	Sustainable natural resource utilization, development of game park and chalets, rehabilitation of monuments, poverty alleviation, water harvesting	2004-2006	Gvt, RDC, Community,	Z\$ 59,000,000
7.	Sustainable Energy Programme	GEF small grants projects	Sustainable livelihoods and environment and development	Oct. 2003 – Nov. 2004	Ministry of Energy, Jekesa Pfungwa/ Vulingqondo (JPV) Chipinge Rural District Council funded under Africa 2000 Plus Network	US\$ 90,000
8.	Dufuya Integrated Wetland	GEF small grants projects	Addresses focal area of biodiversity and	Oct. 2003 – Dec. 2005	Heifer Project International (HPI), DNR, Forestry	US\$ 28,975

Name of project	Project implemented within the framework of the NAP/SRAP/RAP?	Project implemented within the framework of...	Time-frame	Partners involved	Overall budget (for Government projects allocation for the financial year)	
	Management Project		climate change mitigation	Commission, AREX under GEF/SGP Funding.		
9.	Gariya Integrated Ecosystem Management and San Integration Project	GEF small grants projects	Addresses focal area of biodiversity, land degradation and international waters	2004 – 2005	Africa 2000 Plus Network, DNR, AREX, Tsholotsho RDC, Gariya Development Association, GEF/SGP funded	US\$ 41,681
10.	Tongwe Integrated Catchment Management and Biodiversity Conservation Programme	GEF small grants projects	Focusing on biodiversity, climate change, international waters and land degradation focal areas	2004 – 2005	Africa 2000, DNR, Veterinary Services, AREX, Tongwe RDC, HPI, GEF/SGP funded	US\$ 31,130

-----